

Exécutifs — Ministère de la Région wallonne
Ministère de la Région wallonne

Associations de communes. Emprunt. Autorisation, p. 18451. — Expropriations. Procédure d'extrême urgence, p. 18451. — Modifications statutaires. Approbation, p. 18451. — Non-approbation, p. 18451. — Intercommunale. Modifications statutaires. Approbation, p. 18451. — Régie communale. Budget 1989. Prorogation de délai, p. 18452.

Avis officiels

Conseil d'Etat

Avis. Recrutement de magistrats à l'Auditorat et au Bureau de Coordination du Conseil d'Etat et constitution d'une réserve de recrutement (cadre français), p. 18452.

Secrétariat permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat

Constitution d'une réserve de recrutement d'informaticiens d'expression française. Résultats, p. 18453.

Constitution d'une réserve de recrutement d'électriciens, masculins et féminins, d'expression néerlandaise. Résultats, p. 18453.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 18453.

Ministère des Communications

Administration des Transports. Agrément des écoles de conduite de véhicules automoteurs, p. 18454.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 18455.

Officiële berichten

Raad van State

Benoeming van magistraten voor het Auditoraat en het Coördinatiebureau van de Raad van State en de samenstelling van een benoemingsreserve (nederlandstalig kader), bl. 18452.

Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel

Samenstelling van een wervingsreserve van franstalige informatici. Uitslagen, bl. 18453.

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige elektriciens. Uitslagen, bl. 18453.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 18453.

Ministerie van Verkeerswezen

Bestuur van het Vervoer. Erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, bl. 18454.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, registratie en domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 18455.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

F. 89 — 2087

COUR D'ARBITRAGE

Arrêt

Numéros du rôle : 140-141-142

- En cause :** 1. le recours en annulation des articles 17, 25 et 28 de la loi-programme du 30 décembre 1988, introduit par la s.p.r.l. Biorim et inscrit sous le n° 140 du rôle;
2. le recours en annulation des articles 17 et 24 à 29 de la loi-programme du 30 décembre 1988 introduit par Rudi Marien, Ghislain De Grootte, Jozef Jonckheere, la s.c. C.D.H.-Larem, la s.p.r.l. Centrum voor Radio-Immunologie et la s.p.r.l. G.D.G. et inscrit sous le n° 141 du rôle;
3. le recours en annulation de l'article 3 de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 tel que modifié par l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988, ainsi que des articles 34^{quater}, alinéa 5 (nouveau) et 34^{undecies} de la loi du 9 août 1983 tels qu'insérés par les articles 25 et 28 de ladite loi-programme, introduit par la s.p.r.l. New-Larem Namur, Michèle Balfroid et Martinus Leyssen et inscrit sous le n° 142 du rôle.

La Cour d'arbitrage,
 composée du juge faisant fonction de président J. Sarot et du président J. Delva,
 et des juges I. Pétry, J. Wathélet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens et
 M. Melchior,
 assistée du greffier H. Van der Zwalmen,
 présidée par le juge faisant fonction de président J. Sarot,
 après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet

N° 140 du rôle

Par une requête en langue française du 29 mai 1989 adressée à la Cour par lettre recommandée du même jour et reçue au greffe le 30 mai 1989, la s.p.r.l. Laboratoire de Biologie et de Radio-Immunologie cliniques, en abrégé Biorim, demande l'annulation des articles 17, 25 et 28 de la loi-programme du 30 décembre 1988, publiée au *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

N° 141 du rôle

Par une requête en langue néerlandaise du 10 juin 1989 adressée à la Cour par lettre recommandée du 12 juin 1989 et reçue au greffe le 13 juin 1989,

1. Rudi Marien,
2. Ghislain De Grootte,
3. Jozef Jonckheere,
4. la s.c. C.D.H.-Larem,
5. la s.p.r.l. Centrum voor Radio-Immunologie, en abrégé C.R.I.,
6. la s.p.r.l. G.D.G.,

demandent l'annulation des articles 17 et 24 à 29 de la loi-programme du 30 décembre 1988.

N° 142 du rôle

Par une requête en langue française du 13 juin 1989 adressée à la Cour par lettre recommandée du 14 juin 1989 et reçue au greffe le même jour,

1. la s.p.r.l. New-Larem Namur,
2. Michèle Balfroid,
3. Martinus Leyssen,

demandent l'annulation :

— de l'article 3 de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 (*Moniteur belge* du 12 janvier 1983) fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance-maladie pour les prestations de biologie clinique, tel que modifié par l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988 (*Moniteur belge* du 5 janvier 1989) en tant que cette disposition établit notamment une discrimination entre les laboratoires gérés par les Pouvoirs Publics, une institution hospitalière ou universitaire et les autres laboratoires en ses paragraphes 1, 4°, 2, alinéas 2 et 4, 1° à 3°, ainsi que

— des articles 34^{quater}, alinéa 5 (nouveau) et 34^{undecies} de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime obligatoire contre la maladie et l'invalidité, tels qu'insérés par les articles 25 et 28 de ladite loi-programme.

Par les mêmes requêtes était demandée la suspension des dispositions légales susvisées. La Cour y a répondu par son arrêt n° 21/89 du 13 juillet 1989 publié au *Moniteur belge* du 21 juillet 1989.

II. La procédure

Dans l'affaire n° 140 du rôle

Par ordonnance du 30 mai 1989, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs J. Wathelet et L.P. Suetens ont estimé en date du 2 juin 1989 n'y avoir lieu en l'espèce à application des articles 71 ni 72 de la loi organique susdite.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76, § 4, de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 6 juin 1989 et remises aux destinataires le 7 juin 1989.

Par ordonnance du 7 juin 1989, le président E. Gutt a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 9 juin 1989.

Dans l'affaire n° 141 du rôle

Par ordonnance du 13 juin 1989, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs F. Debaedts et D. Andre ont estimé en date du 14 juin 1989 n'y avoir lieu en l'espèce à application des articles 71 ni 72 de la loi organique susdite.

Par ordonnance du même jour, le président J. Delva a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76, § 4, de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 15 juin 1989 et remises aux destinataires les 16 et 19 juin 1989.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 juin 1989.

Dans l'affaire n° 142 du rôle

Par ordonnance du 14 juin 1989, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs J. Sarot et H. Boel ont estimé, en date du même jour, n'y avoir lieu en l'espèce à application des articles 71 ni 72 de la loi organique susdite.

Par ordonnance du même jour, le président E. Gutt a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76, § 4, de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 15 juin 1989 et remises aux destinataires les 16 et 19 juin 1989.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 juin 1989.

Dans les affaires nos 140, 141 et 142

Par ordonnance du 14 juin 1989, la Cour a joint les affaires inscrites sous les nos 140, 141 et 142 du rôle.

Conformément à l'article 100, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les rapporteurs sont ceux qui, conformément à l'article 68, sont désignés pour la première affaire.

Conformément à l'article 63, § 3, alinéa 2, de la loi organique, le traitement des affaires jointes se poursuit dans la langue de l'affaire introduite en premier.

L'ordonnance de jonction a été notifiée aux parties par lettres recommandées à la poste le 15 juin 1989 et remises aux destinataires les 16 et 19 juin 1989.

Le Conseil des ministres a adressé un mémoire à la Cour par pli recommandé à la poste le 31 juillet 1989.

Conformément à l'article 69 de la loi organique de la Cour, copie de ce mémoire a été transmise aux requérants par lettres recommandées à la poste le 4 août 1989 et remises aux destinataires les 7 et 8 août 1989.

Les requérants s.p.r.l. New-Larem Namur, M. Balfroid et M. Leyssen ont fait parvenir un mémoire en réponse commun par lettre recommandée à la poste le 5 septembre 1989.

La requérante s.p.r.l. Biorim a fait parvenir un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 6 septembre 1989.

Les requérants R. Marien, Gh. De Grootte, J. Jonckheere, s.c. C.D.H.-Larem, s.p.r.l. Centrum voor Radio-Immunologie et s.p.r.l. G.D.G. ont fait parvenir un mémoire en réponse commun par lettre recommandée à la poste le 6 septembre 1989.

Par ordonnance du 18 septembre 1989, la Cour a déclaré les affaires en état et a fixé l'audience au 5 octobre 1989.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 18 septembre 1989 et remises aux destinataires les 19 et 20 septembre 1989.

La s.p.r.l. Biorim a transmis des conclusions reçues au greffe le 4 octobre 1989.

A l'audience du 5 octobre 1989 :

— Ont comparu :

Mes J. Putzeys et X. Leurquin, avocats du barreau de Bruxelles, pour la s.p.r.l. Laboratoire de Biologie et de Radio-Immunologie cliniques, en abrégé Biorim, ayant son siège social à 1080 Bruxelles, chaussée de Charleroi 54, inscrite au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale de Bruxelles, sous le n° 923, représentée par son gérant, M. P. De Laey;

Me Luk De Schrijver, avocat du barreau de Gand, pour

1. Rudi Marien, pharmacien biologiste clinique, domicilié à 9830 Sint-Martens-Latem, Bosstraat 54;
2. Ghislain De Grootte, médecin biologiste clinique, domicilié à Gand, Johan Daisnestraat 5;
3. Jozef Jonckheere, pharmacien biologiste clinique, domicilié à 9831 Sint-Martens-Latem, de Spoelberchdreef 11;
4. la s.c. C.D.H.-Larem, société civile ayant emprunté la forme de société coopérative, ayant son siège social à Forest-lez-Bruxelles, chaussée d'Alsemberg 196, inscrite au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale de Bruxelles sous le n° 1092, représentée par son gérant, M. R. Marien;
5. la s.p.r.l. Centrum voor Radio-Immunologie, en abrégé C.R.I., société civile ayant emprunté la forme de société privée à responsabilité limitée, ayant son siège social à 9710 Gand, Industriepark Zwijnaarde 7, bus 2, inscrite au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale de Gand, sous le n° 302, représentée par son gérant, M. Gh. De Grootte;
6. la s.p.r.l. G.D.G., société civile ayant emprunté la forme de société privée unipersonnelle à responsabilité limitée, dont le siège social est à Gand, Johan Daisnestraat 5, inscrite au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale de Gand sous le n° 172, représentée par son gérant statutaire, M. Gh. De Grootte;

Me J. Cruyplants, avocat du barreau de Bruxelles, pour :

1. la s.p.r.l. New-Larem Namur, société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée, ayant son siège social à Namur, rue Jean-Baptiste Brabant 56, inscrite au registre des sociétés civiles ayant adopté une forme commerciale de Namur sous le n° 80, représentée par son gérant, Mme M. Balfroid;
2. Michèle Balfroid, docteur en médecine, biologiste, domiciliée à 1301 Bierges, avenue des Fougères 17;
3. Martinus Leyssen, docteur en médecine, biologiste, domicilié à 3040 Bierbeek, Tiensesteenweg 54;

Mes H. Mackelbert et Fr. Neuray, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

— les juges J. Wathelet et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les requérants se sont opposés à ce que le Conseil des ministres dépose à l'audience du 5 octobre 1989 une note de plaidoirie et les pièces y annexées. La Cour a décidé d'écarter des débats cette note et ces pièces;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

III. Quant au désistement d'une partie

A l'audience du 5 octobre 1989, l'avocat du requérant Leyssen produit un acte de désistement du 29 septembre 1989 signé par son client portant sur la requête introduite par celui-ci « en son nom propre et en qualité de biologiste non associé auprès de la s.a. C.D.H.-Larem qu'il a volontairement quittée le 30 juin 1989 ».

Ce désistement ne préjudicie en rien à l'examen de l'affaire. Aucune partie ne s'y oppose. La Cour estime qu'il y a lieu de le décréter.

IV. Quant au moyen nouveau

Dans leur « mémoire en réplique » introduit en application de l'article 89 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les requérants Marien et consorts invoquent à l'appui de leur recours l'article 6bis de la Constitution qui n'était pas invoqué à l'appui de leur requête en annulation. Ils formulent donc un moyen nouveau.

L'article 85 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 dispose :

« Dans les 45 jours de la réception des notifications faites par le greffier en vertu des articles 76, 77 et 78 le Conseil des Ministres, les Exécutifs, les présidents des assemblées législatives et les personnes destinataires de ces notifications peuvent adresser un mémoire à la Cour.

Lorsque l'affaire concerne un recours en annulation, ces mémoires peuvent formuler de nouveaux moyens. Subséquemment, les parties ne peuvent plus invoquer de nouveaux moyens... ».

Le moyen formulé après l'expiration des délais prévus à l'article 85 dans un mémoire prévu à l'article 89 n'est pas recevable.

V. En droit

A.1.1. La requérante, la s.p.r.l. Laboratoire de Biologie et de Radio-Immunologie cliniques, invoque un premier moyen pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution. Selon ce moyen, l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988 impose aux laboratoires non hospitaliers de biologie clinique des conditions d'exploitation discriminatoires par rapport aux laboratoires hospitaliers.

Elle invoque un deuxième moyen pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution. Selon ce moyen, l'article 25 de la loi-programme du 30 décembre 1988 établit un régime légal différent et discriminatoire en accordant aux organismes assureurs un droit de retrait du paiement direct vis-à-vis des seuls laboratoires non hospitaliers.

Elle invoque un troisième moyen pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution, moyen subdivisé en deux branches.

Selon la première, l'article 28 de la loi-programme du 30 décembre 1988 qui habilite le Roi à prendre les mesures nécessaires en vue d'empêcher que le budget des moyens financiers destinés aux prestations de biologie clinique ne soit dépassé pour les seules prestations dispensées à des patients non hospitalisés opère une discrimination.

Selon la deuxième, cet article 28 qui impose aux laboratoires de biologie clinique qui effectuent des prestations pour des patients non hospitalisés de reverser à l'N.A.M.I. des montants perçus, crée une discrimination entre les laboratoires non hospitaliers et les laboratoires hospitaliers.

A.1.2. Les requérants Marien et consorts invoquent un moyen unique pris de la violation de l'article 6 de la Constitution.

Ils estiment que les articles 17 et 24 de la loi-programme créent une inégalité qui n'est pas justifiée par des éléments de fait objectif. A l'égard des requérants Marien, De Grootte et Jonckheere, la disposition implique — première branche — une restriction de leur droit d'association et de leur droit de constituer des sociétés qui ne s'applique pas à l'égard d'autres personnes ainsi qu'une interdiction de faire partie de l'Ordre des pharmaciens ou de l'Ordre des médecins ou d'être membre d'associations professionnelles ou scientifiques, alors qu'aucun motif objectif n'est susceptible de la justifier.

L'article 17 leur interdit aussi — deuxième branche — de mettre leur activité professionnelle de dispensateur de prestations de biologie clinique au service de plus d'un laboratoire à la fois, alors que cette interdiction ne vaut pas pour les personnes qui fournissent des prestations pour le laboratoire d'un hôpital, d'une institution universitaire ou d'un pouvoir public.

A l'égard de la requérante s.a. C.D.H.-Larem, la disposition interdit qu'un laboratoire de biologie clinique — s'il désire entrer en ligne de compte pour l'intervention de l'assurance maladie — soit une société civile ayant emprunté la forme d'une société anonyme, alors que d'autres formes de sociétés civiles sont autorisées.

A l'égard des requérantes s.a. C.D.H.-Larem et s.p.r.l. C.R.I., la disposition impose une série de conditions nouvelles, notamment au plan du droit des sociétés, au plan économique et au plan financier, qui ne s'appliquent pas aux personnes morales visées à l'article 3, § 1er, 5^o et 6^o, et qui ne sont que partiellement applicables aux personnes morales visées à l'article 3, § 1er, 7^o et 8^o.

A l'égard des requérants De Grootte et s.p.r.l. G.D.G., la disposition interdit de participer à la structure de capital ou d'être gérant d'une société civile visée au § 1er, 2^o et 4^o, alors que cette interdiction ne vaut pas dans les cas visés par l'article 3, § 1er, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o et 9^o.

A l'égard des requérants Jonckheere et s.a. C.D.H.-Larem, elle interdit d'être actionnaire ou administrateur dans une société anglaise — exploitante d'un laboratoire de biologie clinique — ou de fournir à cette société des services de biologie clinique, alors que cette interdiction n'est pas imposée à d'autres personnes morales et physiques et/ou à certains spécialistes en biologie clinique.

Les requérants estiment que les articles 25 à 29 de la loi-programme du 30 décembre 1988 créent une inégalité dans le régime des interventions de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique selon qu'il s'agit d'ayants droit hospitalisés, d'une part, ou d'ayants droit non hospitalisés, d'autre part.

Ils estiment enfin que les articles 17, 24 et 25 à 29 de la loi-programme, tant dans le statut des personnes morales et physiques qui peuvent être exploitants de laboratoires de biologie clinique donnant droit aux interventions de l'assurance maladie que dans l'élaboration de mesures budgétaires et administratives, qui déterminent le montant des interventions pour d'une part le secteur des prestations destinées aux ayants droit hospitalisés et d'autre part le secteur des ayants droit ambulatoires et qui vis-à-vis de certains laboratoires permettent le recouvrement d'interventions par la voie de ristournes, font naître des inégalités — dont ils seront les victimes — qui ne peuvent pas être justifiées de manière objective, qui ne sont pas fondées sur des éléments de fait authentiques et n'ont aucun rapport avec l'objectif poursuivi par la loi, pas plus qu'elles n'en peuvent garantir la réalisation.

A.1.3. Les requérantes s.p.r.l. New-Larem Namur et consorts prennent un premier moyen tiré de la violation de l'article 6 de la Constitution, moyen subdivisé en trois branches.

Dans une première branche, elles font valoir que l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988 établit une discrimination entre les laboratoires extra-hospitaliers et hospitaliers.

Dans une deuxième branche, elles considèrent que cet article 17 qui interdit aux personnes morales exploitant un laboratoire d'être associées d'une autre personne morale ou de détenir directement ou indirectement des titres représentatifs ou non du capital dans une autre société et à leurs associés d'être associés d'une autre personne morale ou de détenir directement ou indirectement des titres représentatifs ou non du capital dans une autre société, dont l'objet est en rapport avec l'art de guérir, est discriminatoire et viole l'article 6 de la Constitution parce qu'il n'est pas applicable aux laboratoires gérés par les pouvoirs publics, institutions hospitalières ou universitaires.

Dans une troisième branche, elles considèrent que la disposition de l'article 17 qui interdit aux laboratoires de constituer une société anonyme et ce afin de permettre le contrôle de l'identité de l'exploitant et qui impose que cette société soit exclusivement composée d'associés exerçant la profession de biologiste, disposition qui n'est pas applicable aux laboratoires gérés par les pouvoirs publics, une institution hospitalière ou universitaire, est discriminatoire.

Dans une quatrième branche, elles estiment que la disposition de l'article 17 qui interdit aux laboratoires d'exploiter plus d'un laboratoire mais qui n'est pas applicable aux laboratoires gérés par les pouvoirs publics, une institution hospitalière ou universitaire est discriminatoire.

Dans une cinquième branche, elles estiment que la disposition de l'article 17 qui impose à toute personne effectuant des prestations de biologie clinique d'être associée dans la société qui l'occupe mais qui n'est pas applicable aux laboratoires gérés par les pouvoirs publics, une institution hospitalière ou universitaire est discriminatoire.

Les requérantes s.p.r.l. New-Larem Namur et consorts prennent un deuxième moyen tiré de la violation de l'article 6 de la Constitution, moyen subdivisé en deux branches.

Dans une première branche, elles font valoir que l'article 25 de la loi-programme du 30 décembre 1988 opère une discrimination entre les laboratoires de biologie clinique puisque les uns pourront bénéficier du régime de tiers-payant et les autres pas, que cette discrimination sera opérée en fonction de critères dont la détermination est laissée à la discrétion du Roi et l'application à celle des organismes assureurs.

Elles estiment que cette disposition opère une seconde discrimination entre les patients qui ont en principe le libre choix du prestataire de soins mais qui verront cette liberté restreinte en fonction des décisions des organismes assureurs.

Dans une deuxième branche, elles estiment que la disposition opère une discrimination supplémentaire en réservant à des organismes impliqués de manière privilégiée dans la biologie clinique, les organismes assureurs, des pouvoirs de décision à l'encontre des laboratoires extra-hospitaliers.

Les requérantes s.p.r.l. New-Larem Namur et consorts prennent un troisième moyen tiré de la violation de l'article 6 de la Constitution.

Elles estiment que cette disposition aboutit, par l'instauration de budgets séparés et déterminés de manière totalement différents pour les prestations de biologie à des patients hospitalisés et à des patients non hospitalisés, à établir une distinction entre les biologistes et les laboratoires selon qu'ils effectuent l'une ou l'autre prestation et crée une discrimination.

A.2.1. Dans son mémoire, après avoir rappelé l'état de la procédure et procédé à un examen préliminaire, le Conseil des ministres émet des considérations sur le principe d'égalité : il rappelle l'état de la jurisprudence et de la doctrine et examine le principe d'égalité en relation avec la matière considérée. Il réfute ensuite les moyens d'annulation.

A.2.2. Il estime tout d'abord que les moyens pris par les requérants dans l'affaire n° 140 de la violation de l'article 6bis de la Constitution manquent en fait. Les requérants n'allèguent pas qu'une discrimination leur serait faite en fonction de leurs opinions; or, l'article 6bis de la Constitution ne constitue qu'une application particulière de l'article 6 au respect des minorités idéologiques et philosophiques.

A.2.3. Il examine ensuite les moyens pris de la violation de l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988. Puisque la Cour d'arbitrage a estimé que les requérants n'étaient concernés que par les § 1er, 4°, § 2, 2e alinéa, § 4 et § 6, le Conseil des ministres limitera l'examen du fondement du moyen à ces quatre dispositions, le moyen n'étant pas recevable pour le surplus.

Concernant l'article 3, § 1er, 4°, de l'arrêté royal n° 143 modifié par l'article 17 de la loi attaquée, le Conseil des ministres rappelle que la Cour d'arbitrage a admis, dans son arrêt du 13 juillet 1989, que le législateur poursuive un objectif de transparence du secteur et de contrôle de l'identité des associés et de la structure interne des laboratoires qui demandent le bénéfice de l'intervention de l'assurance maladie. Il estime que même si ses actions sont nominatives par application des statuts, la forme de la société anonyme ne permet pas de réaliser cet objectif de transparence.

L'article 3, § 2, 2e alinéa et § 4 de l'arrêté royal n° 143 modifié par l'article 17 de la loi attaquée correspond selon le Conseil des ministres, à deux préoccupations essentielles : l'objectif de transparence déjà évoqué et l'interdiction de lien entre les laboratoires et des tiers. Le Conseil des ministres estime le moyen irrecevable en ce qu'il critiquerait l'interdiction de disposer de plusieurs sites d'exploitation pour une seule personne morale, cette interdiction figurant dans la loi du 6 juillet 1989 qui n'est pas attaquée par le présent recours. Le Conseil des ministres estime que des différences de traitement entre des situations différentes ne sont pas des discriminations et que les structures de fonctionnement des hôpitaux sont différentes de celles des laboratoires extra-hospitaliers à plus d'un titre. Si l'on doit malgré tout admettre qu'il y ait discrimination, elle serait alors fondée, selon le Conseil des ministres, sur des motifs pertinents en relation avec les objectifs que s'est assignés le législateur. En effet, les profits réalisés dans le secteur des laboratoires extra-hospitaliers ne sont pas réinvestis à des fins utiles à l'intérêt général, comme c'est le cas pour les profits réalisés par les laboratoires hospitaliers qui sont utilisés dans le cadre de structures non lucratives et servent à garantir l'équilibre financier des hôpitaux. En outre, la règle du forfait partiel prévue par l'article 26 de la loi tend à éviter pour partie la surconsommation dans le milieu hospitalier et si elle s'avère insuffisante, la puissance publique dispose d'importants moyens de contrôle sur les hôpitaux que lui offre la loi du 7 août 1987. La loi attaquée tend donc à mettre fin au déséquilibre qui existe en faveur des laboratoires extrahospitaliers quant au contrôle par l'administration. Le Conseil des ministres fait observer que les laboratoires universitaires situés en dehors des hôpitaux universitaires ont une mission purement scientifique qui exclut le risque de surconsommation.

Surabondamment, le Conseil des ministres insiste sur les moyens de contrôle dont dispose l'autorité publique à l'égard des universités d'Etat et des universités libres.

Concernant l'obligation pour les biologistes d'être associés aux laboratoires, le Conseil des ministres fait observer qu'elle ne peut être imposée telle quelle pour les laboratoires hospitaliers en raison de la qualité de la personne qui l'exploite, mais qu'un contrôle de l'activité du biologiste hospitalier existe dans les structures de l'hôpital.

Le Conseil des ministres estime qu'il n'existe aucune discrimination entre les laboratoires hospitaliers et non-hospitaliers en ce qui concerne l'interdiction d'exploiter plusieurs laboratoires.

Concernant l'article 3, § 6, de l'arrêté royal n° 143, le Conseil des ministres rappelle l'arrêt de suspension de la Cour qui a considéré le moyen irrecevable parce qu'imprécis.

A titre subsidiaire, il rappelle l'objectif de la disposition : imposer un lien de subordination à l'égard de l'exploitant du laboratoire pour conforter sa responsabilité à l'égard de ses préposés et subordonnés. Vu les règles de fonctionnement des laboratoires hospitaliers et universitaires, cette règle ne devait pas leur être appliquée d'autant que les personnes visées par la mesure critiquée qui travaillent en milieu hospitalier le font nécessairement dans les liens d'un contrat d'emploi.

A.2.4. Vu le rejet des moyens dirigés contre l'article 17 et vu le lien entre cet article et l'article 24, le Conseil des ministres conclut au rejet du recours contre l'article 24.

A.2.5. Selon le Conseil des ministres, l'article 25 de la loi-programme ne crée aucune discrimination entre les laboratoires dans la délégation qu'il fait au Roi. Si une telle discrimination existait dans l'arrêté, elle relèverait du Conseil d'Etat et non de la Cour d'arbitrage.

A.2.6. Il en va de même pour l'article 26. Très subsidiairement, le Conseil des ministres évoque la justification donnée dans l'exposé des motifs à la limitation de la rémunération forfaitaire des prestations de biologie clinique accomplies dans les laboratoires hospitaliers. Il rappelle ensuite qu'en milieu hospitalier les profits dégagés sont réutilisés en faveur d'activités déficitaires dans une perspective qui exclut un but lucratif. Enfin, toujours subsidiairement, le Conseil des ministres conteste l'intérêt des requérants à critiquer une disposition qui prévoit un paiement partiel des prestations à l'acte et non plus au forfait, dès lors que, en ce qui les concerne, le paiement à l'acte est maintenu dans son intégralité.

A.2.7. Selon le Conseil des ministres, l'article 27 de la loi-programme ne comporte en soi aucune discrimination.

A.2.8. A propos de l'article 28 de la loi-programme, le Conseil des ministres rappelle l'arrêt du 13 juillet 1989 qui conclut à l'incompétence de la Cour. Il ajoute que l'éventuelle discrimination qui serait contenue dans la loi qui ne vise que les prestations de biologie clinique dispensées à des patients non hospitalisés se justifie au regard des dispositions relatives au financement des hôpitaux et des lits hospitaliers. Il estime enfin que le grief allégué est purement hypothétique car si les mécanismes mis en place fonctionnaient convenablement, il ne devrait pas y avoir de dépassement.

Le Conseil des ministres conclut au défaut d'intérêt des requérants pour attaquer l'article 29 de la loi-programme du 30 décembre 1988.

A.3.1. Dans son mémoire, la société Biorim retrace d'abord l'évolution de la législation relative à la biologie clinique. Elle précise ensuite l'étendue et la portée du contrôle de la Cour et considère que la portée donnée par le Conseil des ministres à l'article 6bis de la Constitution — non-discrimination de nature idéologique et philosophique — est contredite par le texte de l'article, les travaux préparatoires, la doctrine et la jurisprudence.

La société Biorim procède ensuite à l'examen du recours, d'abord d'une manière générale et ensuite moyen par moyen.

Elle examine d'abord le but poursuivi et considère comme légitime le but consistant à maintenir l'équilibre financier du système de la sécurité sociale ainsi que le but de réduire l'augmentation des dépenses en matière de biologie clinique à condition que la surconsommation alléguée soit, au départ, prouvée. Les données à cet égard peuvent seules être fournies par la partie adverse laquelle admet explicitement, relève la requérante, que la surconsommation existe aussi dans les hôpitaux. Or un traitement plus avantageux leur est fait.

La requérante examine ensuite le rapport de proportionnalité entre les moyens utilisés et le but poursuivi.

Elle estime que les mesures sont mal orientées, parce que la surconsommation résulte du comportement des médecins qui prescrivent des analyses et non de celui des laboratoires où ces prescriptions s'exécutent.

Dans les articles 17, 25 et 28 de la loi-programme, le législateur a donc, selon la requérante, manifestement excédé les limites du rationnel, du raisonnable et du principe de proportionnalité. En outre, selon la requérante, le législateur a manifestement violé le double prescrit constitutionnel de l'égalité de traitement et de l'absence de discrimination. Alors que le législateur partait d'une pétition de principe — l'existence d'une surconsommation médicale en matière de biologie tant dans les laboratoires hospitaliers et universitaires que dans les laboratoires, personnes morales de droit privé — les mesures prises ne visent que ces derniers, alors que la législation antérieure permettait de lutter contre les abus, tandis qu'aucune mesure de freinage ou de contrôle n'est appliquée aux laboratoires hospitaliers, universitaires ou exploités par un pouvoir public qui sont pourtant visés à l'article 17 de la loi-programme.

La requérante conteste la thèse du Conseil des ministres qui admet la surconsommation médicale dans les laboratoires hospitaliers, universitaires ou exploités par les pouvoirs publics au nom de l'intérêt général; il n'y a pour elle aucun motif légitime pour admettre ou justifier la surconsommation médicale.

A.3.2. La requérante développe ensuite son premier moyen, en le limitant aux dispositions à l'égard desquelles la Cour a admis la recevabilité du recours.

Concernant l'obligation relative à la forme de la société et à la qualité des exploitants (article 3, § 1er, 4^o, de l'arrêté royal n^o 143 du 30 décembre 1982, tel que modifié par l'article 17 de la loi attaquée), la requérante estime que si le souci d'imposer une certaine transparence aux laboratoires privés peut constituer un but légitime, il n'y a pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens imposés et le but de la loi. Elle s'interroge d'abord sur le rapport qui peut exister entre l'obligation de transparence, imposée aux seuls laboratoires privés et le but de la loi qui consiste à maîtriser les dépenses de biologie clinique pour l'ensemble des bénéficiaires hospitalisés et non hospitalisés.

Elle estime par ailleurs que les exigences prévues ne sont pas en rapport avec l'objectif de supprimer la surconsommation médicale éventuelle. Subsidièrement, estime la requérante, ces exigences ne sont pas en rapport raisonnable de proportionnalité à défaut d'avoir supprimé le bénéfice réalisé par une société civile et à défaut d'avoir démontré en quoi elles empêcheraient une éventuelle surconsommation. Plus subsidiairement encore, selon la requérante, le législateur aurait dû prendre des mesures équivalentes, adaptées au secteur des laboratoires hospitaliers, universitaires ou exploités par les pouvoirs publics pour y assurer la même transparence.

Concernant l'obligation relative à l'association des biologistes dans la société, la requérante Biorim ajoute aux griefs déjà évoqués que la mesure ne réalise pas le but poursuivi d'interdire des liens avec des tiers. Elle assure le souci de transparence mais le principe de proportionnalité n'est pas respecté; une mesure moins onéreuse — exigence de connaître l'identité des biologistes effectuant les prestations — eût été suffisante. En outre, il n'existe aucun motif objectif tiré d'une différence entre laboratoires pour n'imposer cette mesure qu'aux laboratoires privés. Enfin, concernant l'association des biologistes hospitaliers à la gestion du laboratoire via le Conseil médical, la requérante fait observer que ce Conseil ne dispose que de compétences internes à l'hôpital, de compétences d'avis et qu'il ne comprend que certains médecins hospitaliers.

Concernant les conditions relatives aux sociétés, la requérante examine ensuite successivement chacune des dispositions.

La requérante conclut le développement du premier moyen en rappelant que bien qu'ils soient repris dans le champ d'application de l'article 17 de la loi-programme et biens qu'ils soient à l'origine d'une surconsommation médicale, les laboratoires hospitaliers ne font pas l'objet de mesures restrictives alors qu'ils prestent des services identiques à ceux prestés par la requérante. La discrimination dans le régime juridique est encore plus nette lorsque ces laboratoires hospitaliers effectuent des prestations non plus pour des patients hospitalisés mais pour des patients ambulatoires.

A.3.3. La requérante Biorim développe ensuite le deuxième moyen.

Elle estime que l'article 25 de la loi-programme crée une discrimination en fonction de la qualité du bénéficiaire des prestations — hospitalisé ou non. Elle considère que la mesure qu'il convient d'analyser comme une sanction n'a aucun rapport avec le but de la loi — empêcher la surconsommation médicale — et que d'autres mesures existent déjà pour sanctionner les comportements répréhensibles, visés. Elle considère en plus cette mesure inadéquate en fonction du seul but que le législateur peut poursuivre puisqu'elle aboutira à un transfert des patients vers un autre laboratoire. A supposer la mesure adéquate et en rapport direct avec le but poursuivi, elle estime qu'il fallait l'étendre aux bénéficiaires hospitalisés.

A.3.4. La requérante développe ensuite le troisième moyen. Elle estime d'abord qu'il serait indispensable que la partie adverse — seule à même de fournir les informations — précise la part exacte dont les laboratoires hospitaliers disposent pour les prestations délivrées tant en faveur des bénéficiaires non hospitalisés que pour les hospitalisés. Ces chiffres permettraient peut-être de comprendre pourquoi il ne devrait pas y avoir de dépassement budgétaire pour les bénéficiaires non hospitalisés alors que 55 % du budget global leur est alloué et alors que le Ministre des Affaires sociales admet que 2/3 du chiffre d'affaires total est représenté par les laboratoires extra-hospitaliers.

Développant la première branche du moyen, la requérante estime que la différence de traitement selon la qualité des bénéficiaires des prestations ne peut se justifier rationnellement, ni raisonnablement eu égard au but de la loi — empêcher la surconsommation — puisque la partie adverse reconnaît que cette surconsommation existe aussi dans les hôpitaux.

Développant la deuxième branche du moyen, la requérante met également l'accent sur la discrimination faite dans le régime de remboursement entre les prestations effectuées pour des bénéficiaires hospitalisés ou non hospitalisés, qui impose des contraintes énormes à charge des laboratoires privés qui effectuent seulement des prestations pour des bénéficiaires non hospitalisés. Elle rappelle l'inadéquation entre la disposition et le but de la loi — assurer l'assainissement financier de la biologie clinique — les laboratoires n'étant pas la cause du nombre et de l'étendue des analyses prescrites par les médecins. Cette discrimination s'aggrave selon elle d'une violation de l'article 1er du premier protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par cela que les laboratoires effectuant des prestations de biologie clinique en faveur de bénéficiaires non hospitalisés peuvent être privés de leur propriété en méconnaissance de la loi et des principes généraux de droit international, atteinte étant de la sorte portée au respect de leurs biens.

A.4.1. Dans leur mémoire, après avoir rappelé l'état de la procédure et le contenu de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 13 juillet 1989 portant suspension partielle des dispositions incriminées, les requérants dans l'affaire 141 font valoir que :

— en tant que le moyen unique est fondé sur l'article 6 de la Constitution, ils sont en droit, même sans devoir invoquer l'article 6bis de la Constitution, de demander l'annulation de dispositions légales qui, sans qu'elles aient une justification objective et raisonnable, créent une inégalité qui frappe les requérants dans l'application du principe de la liberté d'association et qui violent dès lors l'interdiction de discrimination inscrite dans la Constitution;

— pour autant que de besoin, ils invoquent la violation de l'article 6bis comme moyen nouveau, conformément à l'article 85 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage.

Les parties requérantes rejettent la thèse du Conseil des ministres selon laquelle le principe d'égalité devrait être interprété de manière très restrictive, et ils souscrivent à la formulation du principe d'égalité telle qu'elle apparaît dans l'arrêt du 13 juillet 1989 sous le point B4.5.b.

Les parties requérantes consacrent ensuite de longs développements au but des dispositions attaquées. S'agissant de l'article 17 de la loi-programme, ils insistent sur le fait qu'il ne faut pas chercher de motivation objective et raisonnable à ce qui était déjà prévu dans le texte initial de l'article 3 de l'arrêté royal n° 143, mais bien à ses modifications et aux inégalités que ces modifications créent entre les différentes formes d'exploitation d'un laboratoire de biologie clinique à la lumière des interventions de l'assurance maladie.

Ces modifications à l'arrêté royal n° 143 paraissent essentiellement basées sur la conception selon laquelle le déséquilibre financier du régime de l'assurance maladie a été provoqué par « le développement chaotique des pratiques commerciales de certains laboratoires privés qui — indépendamment du secteur de la santé — poursuivent des bénéfices exagérés au détriment des soins médicaux proprement dits ».

Cette affirmation, poursuivent les parties requérantes, n'est nullement étayée par une référence aux constatations des fonctionnaires qui sont nommés en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal n° 143 et d'où il apparaîtrait que les conditions imposées dans ledit arrêté royal n'auraient pas été respectées par les laboratoires privés dont il s'agit.

Il faut dès lors conclure que, puisqu'il n'existe nulle part une analyse objective des infractions commises à l'encontre de l'arrêté royal n° 143 et constatées dans des procès-verbaux ou des jugements répressifs, les inégalités engendrées à l'article 3 de l'arrêté royal n° 143 par l'article 17 de la loi-programme et attaquées dans le recours en annulation n'ont pas de justification objective et raisonnable, les modifications de l'article 3 initial de l'arrêté royal n° 143 visant spécifiquement à créer ces inégalités au profit de ceux qui y sont privilégiés, à savoir les exploitants énumérés dans le nouvel article 3, § 1er, 5° et 6°, et les sociétés mutualistes visées à l'article 3, § 5, 3°, alinéa 3.

Quant aux articles 25 à 29 de la loi-programme, ils sont eux aussi motivés par le même axiome selon lequel les laboratoires privés abusent de la biologie clinique pour réaliser des profits excessifs au détriment des soins médicaux proprement dits, contribuant ainsi au déséquilibre financier du régime; on chercherait en vain une motivation claire qui permettrait de constater qu'il existe une justification objective et raisonnable pour chacun des articles concernés.

A4.2. Les parties requérantes procèdent ensuite à un examen du moyen article par article de la loi-programme. Ils examinent d'abord l'article 17 de la loi-programme, qui modifie l'article 3 de l'arrêté royal n° 143.

En ce qui concerne l'article 3, § 1er, 4°, les premier et quatrième requérants demandent à la Cour de constater que l'exclusion de la société civile ayant adopté la forme d'une société anonyme et dont toutes les actions doivent être nominatives aux termes des statuts, limite et porte atteinte à la liberté d'association qui est garantie à tous les Belges dans la Constitution, et cela sans justification objective et raisonnable; cette atteinte à un droit fondamental protégé par les articles 6 et 6bis de la Constitution n'est pas proportionnée au but poursuivi.

La comparaison qui est faite par le Conseil des ministres avec la législation française est dépourvue de pertinence: en effet, cette législation permet bel et bien à une société anonyme dont les actions sont nominatives d'exploiter un laboratoire de biologie clinique.

Pour ce qui est de l'article 3, § 2, alinéa 2, et de l'article 3, § 4, les parties requérantes constatent que, d'une part, les inégalités admises par le Conseil des ministres qui ont été sciemment créées ne se situent pas uniquement au niveau des exploitants d'un laboratoire, mais également au niveau de ceux qui effectuent des prestations de biologie clinique dans ces laboratoires, et, d'autre part, que la référence que le Conseil des ministres fait à la jurisprudence du Conseil d'Etat et aux structures des hôpitaux qui diffèrent fondamentalement de celles des laboratoires extrahospitaliers ne saurait être accueillie.

En effet, la jurisprudence du Conseil d'Etat à laquelle il est fait référence concerne une problématique qui diffère fondamentalement de celle qui fait l'objet des dispositions légales attaquées, alors qu'il est à tout le moins permis de douter de l'efficacité de la réglementation relative aux hôpitaux dans le cadre de la prévention ou de la répression de la surconsommation constatée dans les laboratoires de ces hôpitaux.

Les requérants reprennent alors explicitement et dans le détail les atteintes au principe d'égalité indiquées dans leur requête et commises par les dispositions légales dont il s'agit qui ne trouvent pas de justification objective et raisonnable et sont dès lors discriminatoires, en tant qu'elles ne s'appliquent pas aux personnes physiques et morales visées à l'article 3, § 1er, 5°, et aux institutions universitaires et aux pouvoirs publics visés à l'article 3, § 1er, 6°, ni aux personnes qui effectuent des prestations de biologie clinique dans les laboratoires qu'ils exploitent et qui donnent droit aux interventions de l'assurance maladie.

L'article 3, § 5, 3°, alinéa 3, accorde un privilège aux sociétés mutualistes en ce qu'il leur permet d'utiliser leurs structures déjà largement déployées pour exploiter sans limitation aucune des laboratoires de biologie clinique.

Cette disposition permet aux sociétés mutualistes sinon d'étendre, du moins de protéger leurs participations existantes dans des laboratoires qui fonctionnent en dehors de leurs hôpitaux, sans qu'elles soient entravées par l'interdiction d'exploiter plus d'un laboratoire à la fois ou de participer à d'autres personnes morales.

L'article 24 de la loi-programme est indissociablement lié à l'article 17.

L'article 25 viole le principe d'égalité, soutiennent les requérants, parce que, en dépit du fait qu'en exécution de l'ancien article 34quater il existe un règlement général en matière de régime de tiers-payant, élaboré par l'arrêté royal du 10 octobre 1986, le législateur crée délibérément une discrimination, notamment pour les laboratoires exploités par les quatrième et cinquième requérants dans le cadre des prestations de biologie clinique que les premier, deuxième et troisième requérants y effectuent pour des ayants droit non hospitalisés, en tant qu'il prévoit un régime d'exception qui ne se justifie ni par l'objectif poursuivi par la loi (à savoir l'assainissement financier de l'assurance maladie), ni par la nature des prestations (les mêmes prestations sont dispensées aux patients hospitalisés).

Les articles 26, 27 et 28 de la loi-programme du 30 décembre 1988 créent un système budgétaire double qui, affirment les requérants, constitue le cadre légal qui, en violation des articles 6 et 6bis de la Constitution, opère des discriminations à plusieurs niveaux et ouvre des possibilités de manipulation pour certains exploitants de laboratoires de biologie clinique.

Il y a lieu de relever à cet égard que le système du double budget ainsi organisé permet aux exploitants des laboratoires visés à l'article 3, § 1er, 5° et 6°, de l'arrêté royal n° 143, notamment en fonction de la date d'hospitalisation du client, d'imputer des prestations de biologie clinique sur l'un ou sur l'autre budget.

C'est en vain que le Conseil des ministres tente, dans son mémoire en réponse, de justifier les discriminations créées par les articles 26, 27 et 28 de la loi-programme en affirmant qu'en milieu hospitalier, les bénéfices réalisés dans les laboratoires de biologie clinique sont réaffectés à des activités déficitaires de l'hôpital.

Cet argument est totalement faux étant donné que l'accord médico-mutualiste du 20 juin 1988 a instauré des compensations en dehors de la biologie clinique en vue de pouvoir honorer plus aisément les activités médicales lourdes au sein de l'hôpital dont les déficits étaient antérieurement couverts par les recettes globales des laboratoires hospitaliers.

Le système tel qu'il est élaboré par la loi en fonction des arrêtés d'exécution aboutit à ce que les grands laboratoires soient susceptibles de faire l'objet d'une demande de remboursement allant jusqu'à 90 % des montants qu'ils ont perçus, sans qu'il faille leur imputer quelque faute que ce soit dans le dépassement du budget. Les grands laboratoires dont les interventions proviennent essentiellement du budget des patients non hospitalisés se trouveront donc dans une position financière beaucoup plus désavantageuse que les laboratoires hospitaliers.

A.5.1. Dans leur mémoire, après avoir rappelé l'état de la procédure et le principe de l'égalité de traitement, les requérants New-Larem Namur et consorts examinent la ratio legis des dispositions incriminées et contestent en plusieurs points les thèses du Conseil des ministres :

— La chasse aux abus qui se commettent dans les laboratoires de biologie clinique. Soit ces abus ont été constatés, des sanctions pouvaient alors être prises; les dispositions incriminées ne sont en outre pas de nature à mettre fin à ces abus et restent dès lors disproportionnées par rapport au but poursuivi. Soit ils n'ont pas été constatés, le but poursuivi n'est alors pas légitime.

— Les liens créés avec des tiers : outre les remarques relatives aux abus qui sont identiques, les requérants estiment ces liens indispensables pour remplir au mieux les activités et considèrent l'argument erroné vu le principe d'un remboursement à titre forfaitaire des prestations.

— Concernant la difficulté de réprimer les exploitants des laboratoires, les requérants estiment que des dispositions permettent uné répression des abus commis par les exécutants et qu'il suffirait d'étendre les possibilités de répression aux exploitants sans, pour atteindre ce but, prendre une législation totalement discriminatoire.

— Les requérants estiment que l'objectif de garder l'activité du secteur de la santé dans le domaine du non lucratif n'est pas poursuivi uniformément et que le Conseil des ministres soutient à différents égards une position financièrement irréaliste.

Les requérants relèvent ensuite que le Conseil des ministres reconnaît qu'il y a encore dans les hôpitaux une surconsommation médicale et que les règles d'assainissement qui existent ne sont pas suffisantes en concreto. Les mutuelles n'offrent pas plus de garanties que les hôpitaux à cet égard et bénéficient en outre de nombreux privilèges : pouvoir de décision du retrait du bénéfice du tiers-payant aux laboratoires, non application des contraintes prévues pour les laboratoires privés extra-hospitaliers par la loi-programme du 30 décembre 1988.

Les requérants contestent ensuite les rapprochements que le Conseil des ministres effectue entre certains arrêtés du Conseil d'Etat et la présente affaire.

A.5.2. Dans leurs observations finales, les requérants reviennent sur certaines des dispositions attaquées :

— Concernant l'article 3, § 1er, 4^e de l'arrêté royal n° 143, les requérants estiment que d'autres mesures auraient pu être adoptées pour atteindre un but identique de sorte qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé, la disposition prise ayant pour effet de priver certains laboratoires de l'accès à divers modes de financement.

— Concernant l'article 34^{quater} de la loi du 9 août 1963, les requérants relèvent l'existence d'une discrimination entre les laboratoires bénéficiant du régime du forfait payant et les autres au motif que l'octroi ou le retrait du système du tiers-payant sera opéré en fonction de critères dont la détermination est laissée à la discrétion du Roi et l'application à celle des mutuelles dont les privilèges ont été soulignés. Ils relèvent aussi la discrimination entre patients dont la liberté de choisir leur prestataires sera restreinte en fonction des décisions des organismes assureurs.

— Concernant l'article 34^{undecies} de la loi du 9 août 1963, les requérants contestent que l'éventuelle discrimination s'expliquerait par l'existence du forfait partiel pour les prestations de biologie clinique administrées aux bénéficiaires hospitalisés. La seule alternative qu'ils eussent admise aurait consisté en la création d'un budget global pour le Royaume. Le forfait ne peut être considéré comme le pendant du système de récupération puisqu'il consiste en l'engagement de payer un budget à des conditions fixées préalablement et globalement et permet la planification des moyens, alors que le système des récupérations fonctionne a posteriori sur base d'un budget, par hypothèse, imprévisible au moment des prestations.

Les requérants s'attachent ensuite à démontrer que le système inégalitaire dans son principe conduit nécessairement à des applications discriminatoires ce qu'ils illustrent en examinant l'arrêté d'exécution et en évoquant la tentation qui peut exister dans le chef des laboratoires hospitaliers rétribués de façon forfaitaire pour les patients hospitalisés et à l'acte pour les patients ambulatoires d'opérer des transferts de prestations.

La portée des articles 6 et 6^{bis} de la Constitution

B.1.1. Les parties requérantes fondent leur recours sur la violation de l'article 6 de la Constitution (dans les trois affaires) et de l'article 6^{bis} de la Constitution (dans l'affaire n° 140); elles soutiennent que les dispositions entreprises font naître une inégalité sérieuse entre les différentes catégories d'exploitants de laboratoires de biologie clinique qui n'est ni en rapport avec le but légalement poursuivi, ni justifiée par des données objectives.

B.1.2. Le Conseil des ministres défend la thèse selon laquelle l'article 6^{bis} de la Constitution ne prohiberait que les discriminations pour des raisons idéologiques et philosophiques. Il en conclut que les moyens pris par certains requérants de la violation de l'article 6^{bis} de la Constitution « manquent en fait » parce que ces requérants n'allèguent pas qu'une discrimination soit faite en fonction de leurs opinions.

L'article 6^{bis} de la Constitution dispose :

« La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. A cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques ».

Dans sa première partie, cette disposition revêt une portée générale et interdit toute discrimination, quelle que soit son origine : la règle constitutionnelle de non-discrimination est applicable à l'égard de toutes les minorités et de toutes les libertés reconnues aux Belges.

La thèse du Conseil des ministres ne peut être retenue.

B.1.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité des Belges et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie selon certaines catégories de personnes pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier par rapport au but et aux effets de la norme considérée; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

2. En ce qui concerne l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988

B.2.1. Toutes les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988.

B.2.2. L'article 17 entrepris remplace par une nouvelle disposition l'article 3 de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1962 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique, modifié par la loi du 22 janvier 1985.

D'après les travaux préparatoires de la loi, cette disposition se fonde sur la considération que la surconsommation de prestations de biologie clinique est notamment due aux liens qui se sont créés entre les laboratoires et des tiers, principalement des sociétés commerciales, puisque ces tiers peuvent exercer une influence sur le matériel et les méthodes utilisés par le laboratoire ainsi que sur les rapports avec les médecins.

B.2.3. Bien que les parties requérantes demandent l'annulation du nouvel article 3 de l'arrêté royal n° 143 dans sa totalité, elles ne sont concernées en réalité que par les dispositions suivantes dudit article 3 :

- § 1er, 4°;
- § 2, deuxième alinéa;
- § 4;
- § 6.

B.2.4. L'article 3, § 1er, 4°, prévoit que les laboratoires qui sont exploités par une société de droit privé doivent être des sociétés civiles :

- a) ayant emprunté la forme d'une société privée à responsabilité limitée, d'une société en nom collectif ou d'une société coopérative; et
- b) dont les associés, gérants ou administrateurs sont exclusivement « une ou plusieurs personnes habilitées à effectuer des prestations de biologie clinique qui en fait effectuent des analyses dans ce laboratoire et qui ne sont pas des médecins prescripteurs ».

B.2.5. Il appartient au législateur national de fixer les conditions auxquelles doivent répondre les laboratoires pour l'intervention de l'assurance maladie relative aux prestations de biologie clinique.

Ces conditions ne doivent pas nécessairement être identiques pour les diverses catégories de laboratoires, mais peuvent impliquer un traitement distinct pour autant qu'il soit fondé sur une justification objective et raisonnable, comme il est indiqué au B.1.3.

B.2.6. Les conditions imposées par l'article 3, § 1er, 4°, aux laboratoires de biologie clinique dont l'exploitation est une personne morale de droit privé, ne sont pas requises dans le chef d'autres catégories de laboratoires, comme par exemple ceux qui sont exploités par des hôpitaux, des institutions universitaires ou des pouvoirs publics.

La distinction ainsi faite est fondée sur des critères objectifs tirés de la différence des statuts qui régissent les diverses catégories de laboratoires.

Le législateur peut valablement estimer qu'il est impératif d'imposer aux laboratoires exploités par une société de droit privé, de prendre la forme d'une société civile de personnes, à l'exclusion de toute autre forme de société.

Une telle disposition vise, dans la perspective de la lutte contre la surconsommation, la transparence du secteur et le contrôle de l'identité des associés et de la structure interne des laboratoires qui demandent le bénéfice de l'intervention de l'assurance maladie.

Les moyens utilisés n'imposent pas aux laboratoires visés des contraintes qui apparaîtraient disproportionnées pour atteindre ce but.

B.2.7. Selon les parties requérantes cet objectif pourrait également être atteint par le moyen d'une société civile ayant adopté la forme d'une société anonyme et dont toutes les actions seraient nominatives en vertu de dispositions statutaires. Elles indiquent en outre que les conditions restrictives inscrites à l'article 3, § 1er, 4°, ont pour effet d'interdire aux laboratoires de droit privé certaines techniques de financement.

Il n'appartient pas à la Cour d'apprécier si une mesure établie par la loi est opportune ou souhaitable. C'est au législateur qu'il revient de déterminer les mesures à prendre pour atteindre le but qu'il s'est fixé. Le contrôle de la Cour sur la conformité des lois, décrets et ordonnances aux articles 6 et 6bis de la Constitution porte sur le caractère objectif de la distinction, l'adéquation des mesures au but recherché et l'existence d'un rapport raisonnable entre les moyens employés et l'objectif visé. La Cour n'a pas à examiner en outre si l'objectif poursuivi par le législateur pourrait être atteint ou non par des mesures légales différentes.

B.2.8. Les moyens invoqués par les parties requérantes ne sauraient donc conduire à l'annulation demandée de l'article 3, § 1er, 4°, de l'arrêté royal n° 143.

B.2.9. L'article 3, § 2, alinéa 2, dispose que lorsqu'un laboratoire est exploité conformément au 2° ou au 4° du § 1er de cet article, toute personne qui y effectue des prestations de biologie clinique doit être associée dans la société qui l'exploite.

Il résulte déjà de la disposition portée par l'article 3, § 1er, 4°, que ne peuvent être associés, gérant ou administrateur du laboratoire que des personnes habilitées à effectuer des prestations de biologie clinique qui fournissent effectivement de telles prestations dans le laboratoire et qui ne sont pas des médecins prescripteurs.

En imposant en outre à toutes les personnes effectuant des prestations de biologie clinique dans une telle société l'obligation d'être associées de la société, le législateur prévoit tant pour les sociétés que pour ces personnes une obligation présentant certes un rapport avec l'objectif poursuivi, mais qui n'en est pas moins disproportionnée au regard de ce même objectif en raison de l'atteinte excessive que cette disposition apporte à la liberté d'association.

L'article 3, § 2, alinéa 2, constitue dès lors une violation des règles constitutionnelles en matière d'égalité et de non-discrimination.

Etant donné que les parties requérantes ont uniquement intérêt à l'annulation de l'article 3, § 2, alinéa 2, en tant qu'il se rapporte aux laboratoires mentionnés à l'article 3, § 1er, 4°, l'annulation est limitée aux mots « ou au 4° ».

B.2.10. L'article 3, § 4, 1°, impose aux sociétés qui exploitent un laboratoire visé au 2° ou au 4° du § 1er l'obligation d'avoir pour objet exclusif l'exploitation d'un laboratoire; elles ne peuvent exploiter qu'un seul laboratoire.

Sans devoir tenir compte de l'adjonction, par l'article 10 de la loi-programme du 6 juillet 1989, d'un § 7 inséré dans l'article 3 de l'arrêté royal n° 143, selon lequel un laboratoire ne peut être établi que sur un seul site, il suffit de constater que les conditions imposées par l'article 3, § 4, 1°, présentent un rapport avec l'objectif poursuivi par le législateur et n'imposent aucune contrainte qui soit disproportionnée par rapport à cet objectif. La différence de traitement qui est réalisée en vertu de l'article 3, § 4, 1°, entre les laboratoires visés à l'article 3, § 1er, 4°, et les laboratoires visés à l'article 3, § 1er, 5° et 6°, trouve sa justification dans la structure spécifique des différentes personnes qui exploitent lesdits laboratoires et ne comporte aucune discrimination.

B2.11. L'article 3, § 4, 2^o, dispose comme suit :

« Les sociétés qui exploitent un laboratoire visées au 2^o ou 4^o du § 1^{er} du présent article doivent répondre aux conditions suivantes :

...
2^o elles ne peuvent être membre ou associé d'une autre personne morale, ni détenir directement ou indirectement de titre représentatif ou non du capital dans une autre société, ni avoir la qualité d'organe ou être membre d'un organe d'une autre personne morale ou société; elles ne peuvent représenter un associé, un organe ou le membre d'un organe d'une autre personne morale ou société; »

Le but poursuivi par cette disposition est de prohiber les liens entre les laboratoires visés et des tiers, en particulier avec des sociétés commerciales, dont l'objet touche directement ou indirectement à l'art de guérir

Si le législateur peut valablement estimer devoir poursuivre ce but, encore est-il que la disposition de l'article 3, § 4, 2^o, telle qu'elle est formulée, comporte une interdiction générale et absolue, pour les sociétés visées, d'être membre ou associé d'une quelconque autre personne morale ou de détenir des titres dans une autre société quelle qu'elle soit ou de représenter (les membres d') un organe d'une quelconque autre personne morale ou société.

L'article 3, § 4, 2^o, porte atteinte de manière excessive à la liberté d'association des sociétés exploitant un laboratoire en raison de la généralité même de l'interdiction prescrite à leur égard et alors qu'il n'est pas démontré que cette prohibition absolue soit nécessaire pour atteindre le but poursuivi par le législateur. La différence de traitement ainsi faite entre les laboratoires ne répond pas aux critères d'objectivité et de pertinence qui s'apprécient par rapport au but poursuivi par le législateur.

L'article 3, § 4, 2^o, viole dès lors les règles constitutionnelles en matière d'égalité et de non-discrimination dans la mesure où il interdit de manière générale aux sociétés exploitant un laboratoire mentionnées à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, toute forme d'association ou de participation à d'autres groupes de sociétés.

B2.12. L'article 3, § 4, 3^o, dispose comme suit :

« Les sociétés qui exploitent un laboratoire visées au 2^o ou au 4^o du § 1^{er} du présent article doivent répondre aux conditions suivantes :

...
3^o les associés ne peuvent être membre ou associé d'une autre personne morale, ni détenir directement ou indirectement de titre représentatif ou non du capital dans une autre société, dont l'objet est en rapport avec l'art de guérir, notamment l'exploitation d'un laboratoire de biologie clinique, la fabrication de produits pharmaceutiques, la production ou la fourniture d'appareils médicaux ou de prothèses, la fourniture ou l'exploitation de produits informatiques en rapport avec l'art de guérir, ou avec la fourniture de produits ou services aux praticiens de l'art de guérir. Ils ne peuvent avoir la qualité d'organe, ni être membre d'organe, ni représenter un ou plusieurs associés, organes ou membres d'organes de ces personnes morales et sociétés. Ces dispositions peuvent être étendues par le Roi à d'autres personnes morales ou sociétés. »

...
Ainsi formulée cette disposition contient une interdiction générale et absolue pour les associés : a) d'être membre ou associé d'une quelconque autre personne morale; b) de détenir des titres dans une société dont l'objet est en rapport avec l'art de guérir ou avec la fourniture de produits ou services aux praticiens de l'art de guérir, ou d'avoir la qualité d'organe ou de représenter un organe dans une telle société.

La disposition de l'article 3, § 4, 3^o, in fine, permet en outre au Roi d'étendre ces interdictions à n'importe quelle autre personne morale ou société.

B2.13. La mesure prévue par l'article 3, § 4, 3^o, impose des limitations excessives aux associés de certaines catégories de laboratoires : leur liberté de s'associer est atteinte d'une manière disproportionnée en raison de la généralité de l'interdiction sans que ces mesures soient nécessaires pour atteindre le but poursuivi.

L'article 3, § 4, 3^o, viole dès lors les règles constitutionnelles en matière d'égalité et de non-discrimination et doit être annulé dans la mesure où il se rapporte aux laboratoires mentionnés à l'article 3, § 1^{er}, 4^o.

B2.14. Les dispositions de l'article 3, § 4, 4^o à 6^o, sont ainsi conçues :

« 4^o les associés ne peuvent être représentés aux assemblées générales que par des associés;

5^o les sociétés ne peuvent avoir pour gérants ou administrateurs que des associés. Ceux-ci ne peuvent être représentés au sein de l'organe de gestion que par des associés;

6^o les sociétés ne peuvent acquérir de biens autres que ceux nécessaires ou utiles à l'accomplissement de leur objet social; »

Ces dispositions imposent des conditions qui ont un rapport raisonnable de proportionnalité avec le but poursuivi par le législateur. Elles ne comportent aucune violation des articles 6 et 6bis de la Constitution et ne sont pas davantage indissolublement liées aux dispositions de l'article 3, § 4, 2^o et 3^o; il n'y a pas lieu de les annuler

B2.15. L'article 3, § 4, 7^o, dispose :

« 7^o les obligations énoncées aux 1^o à 6^o du présent paragraphe doivent être inscrites dans les statuts. Les statuts, la liste des associés, gérants et administrateurs, ainsi que leurs modifications doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, conformément à la procédure fixée par le Roi. »

Cette disposition est indissolublement liée à l'article 3, § 4, 2^o et 3^o, et doit être annulée dans la mesure où elle vise les obligations énoncées au 2^o et au 3^o.

B2.16. L'article 3, § 6, de l'arrêté royal n^o 143 dispose :

« Lorsque le laboratoire est exploité conformément au ... 4^o ... du § 1^{er} du présent article, toute personne qui, sans effectuer de prestations de biologie clinique y exerce une activité à caractère technique ou administratif par laquelle elle participe à l'obtention ou à la communication de l'analyse de biologie clinique, doit être liée à l'exploitant par un contrat en vertu duquel elle est placée sous l'autorité, la direction et la surveillance de celui-ci.

Les conditions dans lesquelles il pourra être dérogé au présent paragraphe pour certaines tâches d'une durée limitée peuvent être fixées par le Roi. »

Que l'article 3, § 6, ne concerne que sept des neuf catégories de laboratoires énumérées à l'article 3, § 1^{er}, et non pas les laboratoires qui sont exploités par un hôpital, une institution universitaire ou un pouvoir public, se justifie par le fait que ces dernières catégories de laboratoires relèvent d'une législation spécifique conduisant à un résultat similaire, en matière de contrôle interne des laboratoires.

Dans ces conditions, la disposition de l'article 3, § 6, ne peut être considérée comme une disposition instituant un traitement différent pour lequel il n'existe aucune justification objective et raisonnable.

3. En ce qui concerne l'article 24 de la loi-programme du 30 décembre 1988

B3. L'article 24 de la loi-programme du 30 décembre 1988 dispose qu'il doit être satisfait aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal n° 143, tel qu'il est modifié par l'article 17 de la loi-programme, au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel ladite loi est publiée au *Moniteur belge*.

Cette disposition n'est pas dissociable de l'ensemble des dispositions dudit article 3; elle doit donc être annulée dans la mesure où elle concerne les dispositions de l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'article 3, § 4, 2° et 3° et de l'article 3, § 4, 7°, dans la mesure où celui-ci vise les obligations énoncées au 2° et au 3°.

4. En ce qui concerne l'article 25 de la loi-programme du 30 décembre 1988

B4.1. L'article 25 de la loi-programme insère dans l'article 34^{quater} de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 8 avril 1965 et du 7 juillet 1976 et par les arrêtés royaux n° 408 du 18 avril 1986 et n° 533 du 31 mars 1987, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis du Comité de gestion du service des soins de santé, les conditions et règles spécifiques par lesquelles le bénéfice du paiement direct de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique dispensées aux bénéficiaires non hospitalisés peut être accordé ou retiré par les organismes assureurs aux laboratoires visés à l'article 153, § 6. »

B4.2. Cette disposition ne crée pas une distinction basée sur le caractère hospitalier ou non hospitalier du laboratoire, puisqu'elle concerne « tous les laboratoires visés à l'article 153, § 6 » c'est-à-dire tous les laboratoires de biologie clinique répondant aux conditions d'intervention de l'assurance maladie. Elle crée cependant une distinction selon que le bénéficiaire de la prestation de biologie clinique fournie par le laboratoire est hospitalisé ou non. Le bénéfice du paiement direct de l'intervention de l'assurance maladie peut être soumis à des conditions spécifiques pour les prestations dispensées aux seuls bénéficiaires non hospitalisés. Cette distinction est basée sur un critère objectif et raisonnable.

B4.3. Le but poursuivi par le législateur est de lutter contre la surconsommation médicale. Le législateur peut estimer que ce but devra être atteint par des moyens différents suivant que les prestations s'adressent à des bénéficiaires hospitalisés ou non. Le contrôle de la pertinence et de la proportionnalité des moyens échappe au contrôle de la Cour d'arbitrage dans la mesure où les conditions d'octroi et de retrait doivent être déterminées par arrêté royal. Lors de l'adoption des arrêtés portant exécution de cette disposition légale, le pouvoir exécutif doit respecter les dispositions des articles 6 et 6bis de la Constitution. Il n'appartient cependant pas à la Cour d'arbitrage de contrôler la constitutionnalité des arrêtés.

B4.4. La disposition prévoit que l'octroi et le retrait du bénéfice du tiers-payant est confié aux organismes assureurs.

Il n'est pas porté atteinte au principe d'égalité par le fait que des mesures qui peuvent affecter l'activité d'un laboratoire soient prises par des organismes dont les membres peuvent être eux-mêmes membres ou associés d'une personne morale exploitation un laboratoire, dès lors que ces organismes assureurs ne se voient confier que la mise en œuvre de mesures d'exécution.

5. En ce qui concerne les articles 26 et 27 de la loi-programme du 30 décembre 1988

B5.1. L'article 26 de la loi-programme apporte un certain nombre de modifications à l'article 34^{octies} de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, inséré par l'article 68 de la loi du 7 novembre 1987 ouvrant des crédits provisoires pour les années budgétaires 1987 et 1988 et portant des dispositions financières et diverses.

L'article 27 de la loi-programme insère dans la même loi du 9 août 1963 un article 34^{décies} qui impose au pouvoir exécutif de fixer annuellement le budget global des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume en ce qui concerne les prestations de biologie clinique, ainsi que « la répartition de ce budget, selon que les prestations susmentionnées ont été dispensées à des bénéficiaires hospitalisés ou non hospitalisés ».

B5.2. Les parties requérantes font valoir que le système budgétaire double institué constitue le cadre légal qui crée des discriminations en faveur des exploitants de laboratoires visés à l'article 3, § 1er, 5° et 6°, de l'arrêté royal n° 143 et en défaveur, entre autres, des exploitants de laboratoires visés à l'article 3, § 1er, 4°, du même arrêté.

Les parties requérantes considèrent que le système légalement organisé permet d'établir des interventions différentes à charge de l'assurance maladie pour des analyses techniquement identiques effectuées dans des laboratoires agréés de la même manière et par des prestataires également compétents, et ceci selon que ces prestations identiques ont été effectuées pour des patients hospitalisés ou non hospitalisés.

B5.3. La distinction au plan budgétaire entre les laboratoires qui effectuent des prestations de biologie clinique pour des bénéficiaires hospitalisés et ceux qui les effectuent pour des bénéficiaires non hospitalisés peut se justifier objectivement et raisonnablement. Les dispositions attaquées n'imposent pas aux requérants des contraintes qui seraient disproportionnées par rapport à celles que connaissent les laboratoires hospitaliers.

La Cour ne peut apprécier si, dans la mise en œuvre de cette distinction et dans les mesures prises pour chaque catégorie, le principe d'égalité est rompu puisque cette mise en œuvre est subordonnée à une intervention du Roi qui ne relève pas du contrôle de la Cour.

Les moyens invoqués à l'égard des articles 26 à 27 de la loi-programme du 30 décembre 1988 sont dès lors dépourvus de fondement.

6. En ce qui concerne l'article 28 de la loi-programme du 30 décembre 1988

B6.1. L'article 28 de la loi-programme dispose :

« Une section 1^{novies} est insérée après la section 1^{octies} du chapitre 4 du titre III de la même loi, rédigée comme suit :

« Section 1^{novies}. Des prestations de biologie clinique, dispensée aux bénéficiaires non hospitalisés.

Article 34^{undécies}. Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, prendre les mesures nécessaires en vue d'empêcher que le budget des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume, destiné aux prestations de biologie clinique dispensées à des patients non hospitalisés, telles que visées dans l'article 34^{décies}, ne soit dépassé. Cet avis doit être transmis dans les 45 jours. Le Roi peut, en outre, fixer les critères et les modalités selon lesquels les montants desquels le budget est dépassé ou sera dépassé par les laboratoires de biologie clinique sont récupérés auprès des laboratoires de biologie clinique, ainsi que les règles en fonction desquelles sont calculés les montants qui doivent être reversés dans les comptes de l'Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité »

B6.2. Les parties requérantes soulignent que la possibilité de sanction en cas de dépassement est uniquement organisée en ce qui concerne le budget séparé déterminé pour les prestations de biologie clinique effectuées pour des bénéficiaires non hospitalisés.

B.6.3. Cette disposition opère une distinction entre les laboratoires de biologie clinique suivant qu'ils dispensent des prestations de biologie à des patients hospitalisés ou non hospitalisés qui peut se justifier objectivement et raisonnablement. La Cour ne peut apprécier si, dans la mise en œuvre de cette distinction et dans les mesures prises pour chaque catégorie, le principe d'égalité est rompu puisque cette mise en œuvre est subordonnée à une intervention du Roi qui ne relève pas du contrôle de la Cour.

7. En ce qui concerne l'article 29 de la loi-programme du 30 décembre 1988

B.7. L'article 29 de la loi-programme abroge l'article 71 de la loi du 7 novembre 1987 par laquelle des crédits provisoires ont été attribués pour les années budgétaires 1987 et 1988, et portant dispositions financières et diverses.

L'article 71 de la loi du 7 novembre 1987 est une disposition transitoire : son application dans le temps était limitée aux années budgétaires 1987 et 1988. Les parties requérantes sont sans intérêt à en demander l'annulation.

Par ces motifs,

La Cour,

1. décrète le désistement de la partie Leyssen;

2. annule :

1^o à l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988 qui insère un article 3, § 2, alinéa 2, dans l'arrêté royal n^o 143 du 30 décembre 1982, les mots « ou au 4^o »;

2^o l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988 en tant qu'il insère un article 3, § 4, 2^o et 3^o, dans l'arrêté royal n^o 143 du 30 décembre 1982, dans la mesure où ces dispositions concernent les laboratoires visés à l'article 3, § 1er, 4^o, de cet arrêté;

3^o l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988 en tant qu'il insère un article 3, § 4, 7^o, dans l'arrêté royal n^o 143 du 30 décembre 1982, dans la mesure où cette disposition vise les obligations énoncées au 2^o et au 3^o;

4^o l'article 24 de la loi-programme du 30 décembre 1982, dans la mesure où il vise les dispositions ci-dessus annulées;

3. rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 octobre 1989

Le greffier,
H. Van der Zwalmen.

Le président,
J. Sarot.

ARBITRAGEHOF

N. 89 — 2087

Arrest

Arrest nr. 23/89 van 13 oktober 1989.

Rolnummers : 140, 141, 142.

In zake : 1. het beroep tot vernietiging van de artikelen 17, 25 en 28 van de programmawet van 30 december 1988, ingesteld door de b.v.b.a. Biorim en ingeschreven onder nr. 140 van de rol;
2. het beroep tot vernietiging van de artikelen 17 en 24 tot 29 van de programmawet van 30 december 1988, ingesteld door Rudi Marien, Ghislain De Groot, Jozef Jonckheere, de s.v. C.D.H.-Larem, de b.v.b.a. Centrum voor Radio-Immunologie en de b.v.b.a. G.D.G., en ingeschreven onder nr. 141 van de rol;
3. het beroep tot vernietiging van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982, zoals gewijzigd bij artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988, alsmede van de artikelen 34^{quater}, vijfde lid (nieuw) en 34^{undecies} van de wet van 9 augustus 1963, zoals ingevoegd bij de artikelen 25 en 28 van de genoemde programmawet, ingesteld door de b.v.b.a. New-Larem Namur, Michèle Balfroid en Martinus Leyssen, en ingeschreven onder nr. 142 van de rol;

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter J. Sarot, waarnemend voorzitter, en voorzitter J. Delva,

en de rechters I. Pétry, J. Wathélet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, M. Melchior en L.P. Suetens,

bijgestaan door griffier H. Van Der Zwalmen,

onder voorzitterschap van rechter J. Sarot, waarnemend voorzitter,

wijst na beraad het volgend arrest :

I. Onderwerp

Nr. 140 van de rol

Bij franstalig verzoekschrift van 29 mei 1989, aan het Hof verzonden bij aangetekende brief van dezelfde dag en ter griffie ontvangen op 30 mei 1989, vordert de b.v.b.a. Laboratorium voor Klinische Biologie en Radio-Immunologie, afgekort Biorim, de vernietiging van de artikelen 17, 25 en 28 van de programmawet van 30 december 1988, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 5 januari 1989.

Nr. 141 van de rol

Bij nederderlandstalig verzoekschrift van 10 juni 1989, aan het Hof verzonden bij aangetekende brief van 12 juni 1989 en ter griffie ontvangen op 13 juni 1989, vorderen

1. Rudi Marien;
2. Ghislain De Groot;
3. Jozef Jonckheere;

4. de s.v. C.D.H.-Larem;
5. de b.v.b.a. Centrum voor Radio-Immunologie, afgekort C.R.I.;
6. de b.v.b.a. G.D.G.,

de vernietiging van de artikelen 17 en 24 tot 29 van de programmawet van 30 december 1988.

Nr. 142 van de rol

Bij franstalig verzoekschrift van 13 juni 1989, aan het Hof verzonden bij aangetekende brief van 14 juni 1989 en ter griffie ontvangen op dezelfde dag, vorderen

1. de b.v.b.a. New-Larem Namur;
2. Michèle Balfroid;
3. Martinus Leyssen,

de vernietiging van :

— artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 (*Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1983) tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie, zoals gewijzigd bij artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 (*Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989) voor zover de paragrafen 1, 4^o, 2, tweede lid en 4, 1^o tot 3^o, van die bepaling met name tussen de laboratoria beheerd door de overheid, een ziekenhuisinstelling of een universitaire instelling en andere laboratoria een discriminatie invoeren;

— de artikelen 34^{quater}, vijfde lid (nieuw) en 34^{undecies} van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, zoals ingevoegd bij de artikelen 25 en 28 van genoemde programmawet.

Bij dezelfde verzoekschriften werd de schorsing gevorderd van voormelde wettelijke bepalingen. Het Hof heeft uitspraak gedaan over die vorderingen bij arrest nr. 21/89 van 13 juli 1989, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 juli 1989.

II. De rechtspleging

Zaak nr. 140 van de rol

Bij beschikking van 30 mei 1989 heeft de voorzitter in functie conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de leden van de zetel aangewezen.

Op 2 juni 1989 hebben de rechters-verslaggevers J. Wathélet en L.P. Suetens geoordeeld dat ten deze geen toepassing dient te worden gemaakt van de artikelen 71 en 72 van voormelde organieke wet.

Van het beroep is conform artikel 76, § 4, van de organieke wet kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 6 juni 1989 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 7 juni 1989.

Bij beschikking van 7 juni 1989 heeft voorzitter E. Gutt de zaak aan het Hof in voltallige zitting voorgelegd.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgescreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 1989 bekendgemaakt.

Zaak nr. 141 van de rol

Bij beschikking van 13 juni 1989 heeft de voorzitter in functie conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de leden van de zetel aangewezen.

De rechters-verslaggevers F. Debaedts en D. André hebben op 14 juni 1989 geoordeeld dat geen toepassing diende te worden gemaakt van de artikelen 71 en 72 van voormelde organieke wet.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft voorzitter J. Deïva de zaak aan het Hof in voltallige zitting voorgelegd.

Van het beroep is conform artikel 76, § 4, van de organieke wet kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 15 juni 1989 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 16 en 19 juni 1989.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgescreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juni 1989 bekendgemaakt.

Zaak nr. 142 van de rol

Bij beschikking van 14 juni 1989 heeft de voorzitter in functie conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de leden van de zetel aangewezen.

De rechters-verslaggevers J. Sarot en H. Boel hebben op dezelfde dag geoordeeld dat geen toepassing diende te worden gemaakt van de artikelen 71 en 72 van voormelde organieke wet.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft voorzitter E. Gutt de zaak aan het Hof in voltallige zitting voorgelegd.

Van het beroep is conform artikel 76, § 4, van de organieke wet kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 15 juni 1989 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 16 en 19 juni 1989.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgescreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juni 1989 bekendgemaakt.

De zaken nrs. 140, 141 en 142

Bij beschikking van 14 juni 1989 heeft het Hof de zaken ingeschreven onder de nrs. 140, 141 en 142 van de rol, samengevoegd.

Conform artikel 100, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof zijn de verslaggevers degenen die, overeenkomstig artikel 68, zijn aangewezen voor de eerst aanhangig gemaakte zaak.

Conform artikel 63, § 3, tweede lid, van de organieke wet worden samengevoegde zaken verder behandeld in de taal van de eerst aanhangig gemaakte zaak.

De beschikking tot samenvoeging is aan de partijen bij op 15 juni 1989 ter post aangetekende, op 16 en 19 juni 1989 aan de geadresseerden ter hand gestelde brieven.

De Ministerraad heeft bij het Hof een memorie ingediend bij aangetekende brief ter post neergelegd op 31 juli 1989.

Conform artikel 89 van de organieke wet is copie van die memorie aan de verzoekers toegezonden bij op 4 augustus 1989 ter post neergelegde aangetekende brieven die aan de geadresseerden zijn ter hand gesteld op 7 en 8 augustus 1989.

Verzoekers b.v.b.a. New-Larem Namur, M. Balfroid en M. Leyssen hebben een gezamenlijke memorie van antwoord doen geworden bij aangetekende brief ter post neergelegd op 5 september 1989.

Verzoekster b.v.b.a. Biorim heeft een memorie van antwoord doen geworden bij aangetekende brief ter post neergelegd op 6 september 1989.

Verzoekers R. Marien, Gh. De Grootte, J. Jonckheere, de s.v. C.D.H.-Larem, de b.v.b.a. Centrum voor Radio-Immunologie en de b.v.b.a. G.D.G. hebben een gezamenlijke memorie van antwoord doen geworden bij aangetekende brief ter post neergelegd op 6 september 1989.

Bij beschikking van 18 september 1989 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de terechtzitting vastgesteld op 5 oktober 1989.

Van deze beschikking is aan de partijen kennis gegeven, die evenals hun advocaten op de hoogte zijn gebracht van de datum van de zitting bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 18 september 1989 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 19 en 20 september 1989.

De b.v.b.a. Biorim heeft conclusies doen geworden, die ter griffie zijn ontvangen op 4 oktober 1989.

Ter terechtzitting van 5 oktober 1989 :

— Zijn verschenen :

Mr. J. Putzeys en Mr. X. Leurquin, advocaten bij de balie te Brussel, voor de b.v.b.a. Laboratorium voor Klinische Biologie en Radio-Immunologie, afgekort Biorim, met zetel te 1060 Brussel, Charleroisesteenweg 54, ingeschreven in het register der burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, te Brussel, onder nr. 923, vertegenwoordigd door haar zaakvoerder, de heer P. De Laey;

Mr. Luk De Schrijver, advocaat bij de balie te Gent, voor :

1. Rudi Mariën, apotheker klinisch bioloog, wonende te 9830 Sint-Martens-Latem, Bosstraat 54;
2. Ghislain De Grootte, geneesheer klinisch bioloog, wonende te Gent, Johan Dainestraat 5;
3. Jozef Jonckheere, apotheker klinisch bioloog, wonende te 9831 Sint-Martens-Latem, de Spoelberchdreef 11;

4. de s.v. C.D.H.-Larem, burgerlijke vennootschap, die de rechtsvorm van een samenwerkende vennootschap heeft aangenomen, met zetel te Vorst-Brussel, steenweg op Alseberg 196, ingeschreven in het register der burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen te Brussel, onder nr. 1092, vertegenwoordigd door haar zaakvoerder, de heer R. Mariën;

5. de b.v.b.a. Centrum voor Radio-Immunologie, afgekort C.R.I., burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen, met zetel te 9710 Gent, Industriepark Zwijnaarde 7, bus 2, ingeschreven in het register der burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen te Gent, onder nr. 302, vertegenwoordigd door haar zaakvoerder, de heer R. Mariën;

6. de b.v.b.a. G.D.G., burgerlijke vennootschap in de vorm van een eenmans besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, waarvan de zetel zich bevindt te Gent, Johan Dainestraat 5, ingeschreven in het register van de burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, te Gent, onder nr. 172, vertegenwoordigd door haar statutaire zaakvoerder, de heer Gh. De Grootte;

Mr. J. Cruyplants, advocaat bij de balie te Brussel, voor :

1. de b.v.b.a. New-Larem Namur, burgerlijke vennootschap in de vorm van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, met zetel te Namen, rue Jean-Baptiste Brabant 56, ingeschreven in het register van de burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, te Namen, onder nr. 80, vertegenwoordigd door haar zaakvoerder, Mevr. M. Balfroid;

2. Michèle Balfroid, doctor in de geneeskunde, biologe, wonende te 1301 Bierges, avenue des Fougères 17;

3. Martinus Leyssen, doctor in de geneeskunde, bioloog, wonende te 3040 Bierbeek, Ziensesteenweg 54;

Mr. H. Matkelbert en Mr. Fr. Neuray, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

— hebben de rechters J. Wathelet en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— hebben de verzoekende partijen zich ertegen verzet dat de Ministerraad op de terechtzitting een pleitnota en de daaraan toegevoegde stukken zou neerleggen; heeft het Hof beslist die nota en die stukken uit de debatten te weren;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 62 en volgende van de organieke wet van 6 januari 1989, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Ten aanzien van de afstand van het geding door een partij

Op de terechtzitting van 5 oktober 1989, heeft de radsmans van verzoeker Leyssen een akte van afstand van 29 september 1989 voorgelegd, ondertekend door zijn cliënt, met betrekking tot het verzoekschrift dat werd ingediend door deze laatste « in eigen naam en in de hoedanigheid van bioloog, die geen vennoot was van de n.v. C.D.H.-Larem, die hij vrijwillig heeft verlaten op 30 juni 1989 ».

Deze afstand schaaft geenszins het onderzoek van de zaak. Geen partij verzet er zich tegen. Het Hof oordeelt dat de afstand moet worden gedecreteerd.

IV. Ten aanzien van het nieuwe middel

In hun « memorie van wederantwoord », die is ingediend met toepassing van artikel 89 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, beroepen de verzoekers Mariën en consorten zich tot staving van hun beroep op artikel 6bis van de Grondwet, dat niet was aangevoerd tot staving van hun verzoekschrift. Zij formuleren dus een nieuw middel.

Artikel 85 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 bepaalt :

« Binnen 45 dagen na ontvangst van de door de griffier krachtens artikelen 76, 77 en 78 gedane kennisgevingen kunnen de Ministerraad, de Executieven, de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en de personen aan wie die kennisgevingen zijn gericht, een memorie bij het Hof indienen.

Wanneer de zaak een beroep tot vernietiging betreft, mogen die memories nieuwe middelen bevatten. De partijen kunnen nadien geen nieuwe middelen meer voordragen. »

Het middel dat wordt geformuleerd, na het verstrijken van de in artikel 85 voorgeschreven termijnen, in een in artikel 89 bedoelde memorie, is niet ontvankelijk.

V. In recht

A.1.1. Verzoekster, de b.v.b.a. Laboratorium voor Klinische Biologie en Radio-Immunologie, voert als eerste middel schending aan van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet. Volgens dat middel legt artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 aan niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria voor klinische biologie uitsluitingsvoorwaarden op die discriminerend zijn in vergelijking met ziekenhuislaboratoria.

Verzoekster voert als tweede middel schending aan van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet. Volgens dat middel voert artikel 25 van de programmawet van 30 december 1988 een verschillend en discriminerend wettelijk stelsel in door aan de verzekeringsinstellingen het recht toe te kennen om enkel de niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria van de rechtstreekse betaling uit te sluiten.

Als derde middel, dat uit twee onderdelen bestaat, voert verzoekster schending aan van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

Volgens het eerste onderdeel voert artikel 28 van de programmawet van 30 december 1988 een discriminatie in, doordat het de Koning ertoe machtigt de nodige maatregelen te nemen om te voorkomen dat het budget van de financiële middelen voor de verstrekkingen van klinische biologie ten behoeve van het gehele Rijk enkel voor de verstrekkingen verleend aan niet in een ziekenhuis opgenomen patiënten, wordt overschreden.

Volgens het tweede onderdeel voert artikel 28 een discriminatie in tussen de laboratoria naargelang die al dan niet aan een ziekenhuis zijn verbonden, doordat het de laboratoria voor klinische biologie die verstrekkingen verlenen aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden ertoe verplicht geïnde bedragen aan het R.I.Z.I.V. terug te storten.

A.1.2. Verzoekers Mariën en consorten voeren als enig middel de schending aan van artikel 6 van de Grondwet.

Zij zijn van oordeel dat de artikelen 17 en 24 van de programmawet een ongelijkheid in het leven roepen die niet door objectieve feitelijke gegevens is verantwoord. Voor verzoekers Mariën, De Grootte en Jonckheere impliceert de bepaling — eerste onderdeel — een beperking van hun vrijheid van vereniging en hun vrijheid om vennootschappen op te richten die niet geldt ten aanzien van andere personen, alsmede een verbod om deel uit te maken van de Orde der Apothekers en de Orde der Geneesheren of lid te zijn van professionele of wetenschappelijke verenigingen, terwijl dit op geen enkele objectieve grond kan worden gerechtvaardigd.

Artikel 17 verbiedt hun ook — tweede onderdeel — hun beroepsactiviteit als verleners van verstrekkingen van klinische biologie in dienst te stellen van meer dan één laboratorium tegelijk, terwijl dit verbod niet geldt voor personen die verstrekkingen leveren aan het laboratorium van een ziekenhuis, een universitaire instelling of een openbaar bestuur.

Ten aanzien van verzoekster n.v. C.D.H.-Larem verbiedt de bepaling dat een laboratorium voor klinische biologie — wil het in aanmerking komen voor een tegemoetkoming van de ziekteverzekering — een burgerlijke vennootschap zou zijn die de rechtsvorm heeft aangenomen van een naamloze vennootschap, terwijl andere burgerlijke vennootschappen als rechtsvorm wel zijn toegestaan.

Aan verzoeksters n.v. C.D.H.-Larem en p.v.b.a. C.R.I. legt de bepaling een reeks nieuwe, met name vennootschapsrechtelijke, economische en financiële voorwaarden op, die niet van toepassing zijn op de rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 1, 5° en 6°, en slechts gedeeltelijk gelden voor de rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 1, 7° en 8°.

Ten aanzien van verzoekers De Grootte en b.v.b.a. G.D.G. behelst de bepaling het verbod te participeren in de kapitaalstructuur of zaakvoerder te zijn in een burgerlijke vennootschap als bedoeld in § 1, 2° en 4°, terwijl dit verbod niet geldt in de gevallen bedoeld bij artikel 3, § 1, 5°, 6°, 7°, 8° en 9°.

Ten aanzien van de verzoekers Jonckheere en de n.v. C.D.H.-Larem verbiedt die bepaling aandeelhouder of bestuurder te zijn in een Engelse vennootschap — die een laboratorium voor klinische biologie exploiteert —, of aan die vennootschap diensten van klinische biologie te verlenen, terwijl dat verbod niet wordt opgelegd aan andere rechtspersonen en natuurlijke personen en/of aan sommige specialisten in de klinische biologie.

De verzoekers stellen dat de artikelen 25 tot 29 van de programmawet van 30 december 1988 een ongelijkheid scheppen in de tegemoetkomingsregeling van de ziekteverzekering voor de verstrekkingen van klinische biologie, al naargelang het gaat om wel in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden enerzijds, of niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, anderzijds.

De verzoekers zijn ten slotte van oordeel dat de artikelen 17, 24 en 25 tot 29 van de programmawet zowel in het statuut van de rechtspersonen en de natuurlijke personen die een laboratorium voor klinische biologie mogen exploiteren dat recht geeft op tegemoetkomingen van de ziekteverzekering, als bij de opstelling van budgettaire en administratieve maatregelen, die het bedrag bepalen van de tegemoetkomingen voor, enerzijds, de sector van de verstrekkingen aan in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden en, anderzijds, voor de sector van de ambulante rechthebbenden, en die het mogelijk maken om van sommige laboratoria door Ristornering tegemoetkomingen terug te vorderen, ongelijkheden doen ontstaan — waarvan zij het slachtoffer zullen worden — die niet op objectieve wijze kunnen worden verantwoord, niet op authentieke feitelijke gegevens berusten en in geen enkel verband staan met het door de wet nagestreefde doel, waarvan ze evenmin de verwezenlijking kunnen waarborgen.

A.1.3. De verzoekende partijen b.v.b.a. New-Larem Namur en consorten voeren als eerste middel schending aan van artikel 6 van de Grondwet; het middel is in drie onderdelen opgesplitst.

In het eerste onderdeel laten verzoekers gelden dat artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 een discriminatie van de niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria ten opzichte van de ziekenhuislaboratoria inhoudt.

In het tweede onderdeel voeren verzoekers aan dat artikel 17, dat rechtspersonen die een laboratorium exploiteren verbiedt vennoot te zijn in een andere rechtspersoon of rechtstreeks of onrechtstreeks effecten, die al dan niet kapitaal vertegenwoordigen, te bezitten in een andere vennootschap, en dat de vennoten van die rechtspersonen verbiedt vennoot in een andere rechtspersoon te zijn of rechtstreeks of onrechtstreeks effecten, die al dan niet kapitaal vertegenwoordigen, te bezitten in een andere vennootschap waarvan het doel in verband staat met de geneeskunst, discriminerend is en artikel 6 van de Grondwet schendt omdat het niet van toepassing is op de laboratoria die door een openbaar bestuur, een ziekenhuisinstelling of een universitaire instelling worden bestuurd.

In het derde onderdeel betogen verzoekers dat artikel 17, dat met het oog op de controle van de identiteit van de exploitant, de laboratoria verbiedt een naamloze vennootschap op te richten en oplegt dat die vennootschap uitsluitend is samengesteld uit vennoten die het beroep van bioloog uitoefenen — bepaling die niet van toepassing is op de laboratoria die worden beheerd door een openbaar bestuur, een ziekenhuisinstelling of een universitaire instelling — discriminerend is.

In het vierde onderdeel laten verzoekers gelden dat artikel 17, dat de laboratoria verbiedt meer dan één laboratorium te exploiteren, maar dat niet van toepassing is op de laboratoria die door een openbaar bestuur, een ziekenhuisinstelling of een universitaire instelling worden bestuurd, discriminerend is.

In het vijfde onderdeel betogen de verzoekers dat artikel 17, dat elke persoon die verstrekkingen van klinische biologie verricht, verplicht vennoot te zijn in de vennootschap waarin hij is tewerkgesteld, maar dat niet van toepassing is op de laboratoria die door een openbaar bestuur, een ziekenhuisinstelling of een universitaire instelling worden bestuurd, discriminerend is.

De verzoekers b.v.b.a. New-Larem Namur en consorten voeren als tweede middel schending aan van artikel 6 van de Grondwet; het middel bestaat uit twee onderdelen.

In het eerste onderdeel stellen zij dat artikel 25 van de programmawet van 30 december 1988 een discriminatie van de laboratoria voor klinische biologie inhoudt aangezien sommige wel voor de derde-betalers-regeling zullen in aanmerking komen en andere niet, en dat die discriminatie tot stand zal worden gebracht aan de hand van criteria die de Koning vrij zal kunnen vaststellen en die de verzekeringsinstellingen vrij zullen kunnen toepassen.

De verzoekers zijn van oordeel dat die bepaling een bijkomende discriminatie tot stand brengt van de rechthebbenden, die in beginsel vrij hun verzorgingsinstelling kunnen kiezen, maar die vrijheid beperkt zullen zien naargelang van de beslissing van de verzekeringsinstellingen.

In het tweede onderdeel laten verzoekers gelden dat de bepaling een bijkomende discriminatie inhoudt door aan de instellingen die op een bevoorrechte manier bij de klinische biologie betrokken zijn — de verzekeringssinstellingen — beslissingsmacht voor te behouden over de niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria.

De verzoekers b.v.b.a. New-Larem Namur en consorten voeren als derde middel schending aan van artikel 6 van de Grondwet.

Zij zijn van oordeel dat die bepaling, door het instellen van gesplitste en op totaal verschillende manier vastgestelde budgetten voor de verstrekkingen van klinische biologie aan opgenomen en aan niet opgenomen patiënten, tot een onderscheid leidt tussen de biologen en de laboratoria naargelang zij één van beide verstrekkingen verrichten, en dat die bepaling een discriminatie tot stand brengt.

A.2.1. In zijn memorie brengt de Ministerraad vooreerst de stand van de procedure in herinnering en gaat over tot een voorafgaand onderzoek; daarna formuleert hij overwegingen in verband met het gelijkheidsbeginsel: hij herinnert aan de stand van de rechtspraak en de rechtsleer en behandelt het gelijkheidsbeginsel in het licht van de betrokken materie. Vervolgens weerlegt de Ministerraad de aangevoerde vernietigingsmiddelen.

A.2.2. De Ministerraad is in de eerste plaats van mening dat de middelen waarbij verzoekers in de zaak nr. 140 schending van artikel 6 bis van de Grondwet aanvoeren feitelijke grondslag missen. De verzoekers voeren niet alleen een discriminatie aan die hen zou worden opgelegd wegens hun overtuiging; weldu, artikel 6 bis van de Grondwet behelst slechts een specifieke toepassing van artikel 6 ten aanzien van de eerbiediging van de ideologische en filosofische minderheden.

A.2.3. De Ministerraad gaat daarna in op de middelen waarbij schending van artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 is aangevoerd. Vermits het Arbitragehof besliste dat op de verzoekers enkel § 1, 4°, § 2, tweede lid, § 4 en § 6 toepasselijk zijn, beperkt de Ministerraad de behandeling van de gegrondheid van het middel, dat voor het overige niet-ontvankelijk is, tot die vier bepalingen.

Betreffende artikel 3, § 1, 4°, van het koninklijk besluit nr. 143, gewijzigd bij artikel 17 van de bestreden wet, vermeldt de Ministerraad dat het Arbitragehof in het arrest van 13 juli 1989 heeft aangenomen dat de wetgever de transparantie van de sector en de controle op de identiteit van de vennoten en op de interne structuur van de om tegemoetkoming van de ziekteverzekering verzoekende laboratoria nastreeft. De Ministerraad is de mening toegedaan dat zelfs indien de aandelen van die laboratoria ingevolge de statuten op naam staan, dit streven naar transparantie gezien de rechtsvorm van de naamloze vennootschap niet kan worden verwezenlijkt.

Artikel 3, § 2, tweede lid, en § 4 van het koninklijk besluit nr. 143, gewijzigd bij artikel 17 van de bestreden wet, komt volgens de Ministerraad aan twee fundamentele bekommernissen tegemoet: het voormelde streven naar transparantie en het verbod op bindingen tussen de laboratoria en derden. De Ministerraad acht het middel niet-ontvankelijk doordat het opkomt tegen het verbod voor een enkele rechtspersoon om over meer dan één vestigingsplaats te beschikken; dat verbod is neergelegd in de wet van 6 juli 1989 die door onderhavig beroep niet is aangevochten. De Ministerraad is van mening dat een verschillende behandeling van verschillende situaties geen discriminatie is en dat de bedrijfsstructuur van ziekenhuizen uit meer dan een oogpunt van die van niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria verschilt. Indien er desondanks van discriminatie dient te worden gesproken, berust die volgens de Ministerraad op relevante uitgangspunten die verband houden met de doelstellingen die de wetgever heeft vooropgesteld. Immers, de winsten die worden verwezenlijkt in de sector van de niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria worden niet opnieuw geïnvesteerd voor doeleinden die het algemeen belang ten goede komen, zoals dat wel het geval is in de sector van de ziekenhuislaboratoria, waar de winsten worden benut voor niet-winstgevendende voorzieningen en aangewend om het financiële evenwicht van de ziekenhuizen te waarborgen. Bovendien strekt de in artikel 26 van de wet bedoelde opgenomen regel van het gedeeltelijk forfait ertoe de overconsumptie in de ziekenhuisbranche ten dele te vermijden. Indien het voorschrift ontoereikend blijkt, beschikt de overheid krachtens de wet van 7 augustus 1987 over belangrijke middelen van toezicht op de ziekenhuizen. De bestreden wet strekt er derhalve toe een einde te maken aan het bestaande gemis aan evenwicht inzake overheidstoezicht dat ten gunste van de niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria bestaat. De Ministerraad doet opmerken dat de universitaire laboratoria die buiten een universitaire ziekenhuis gelegen zijn, een louter wetenschappelijke onderzoekstaak hebben, wat het risico van overconsumptie uitsluit.

Ten overvloede wijst de Ministerraad met nadruk op de middelen die de overheid ten dienste staan om toezicht uit te oefenen op de rijksuniversiteiten en de vrije universiteiten.

Wat de op biologen rustende verplichting tot aandeelhouderschap in laboratoria betreft, doet de Ministerraad opmerken dat die niet zonder meer voor de ziekenhuislaboratoria kan worden opgelegd wegens de hoedaniegheid van de exploiterende rechtspersoon, maar dat een controle op de werkzaamheden van de ziekenhuisbioloog bestaat binnen de structuren van het hospitaal.

De Ministerraad is van oordeel dat geen discriminatie bestaat tussen niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria en ziekenhuislaboratoria wat het verbod betreft om verscheidene laboratoria te exploiteren.

Wat artikel 3, § 6, van het koninklijk besluit nr. 143 betreft, herinnert de Ministerraad aan het schorsingsarrest van het Hof waarbij het middel wegens onnauwkeurigheid niet-ontvankelijk werd verklaard. Subsidiair wijst de Ministerraad op de doelstelling van de bepaling, namelijk een band van ondergeschiktheid opleggen ten aanzien van de exploitant van het laboratorium om zijn verantwoordelijkheid ten aanzien van zijn aangestelden en ondergeschikten te verstevigen. Gezien de werkingsregels van ziekenhuislaboratoria en de universitaire laboratoria, behoeft die regeling op hen niet te worden toegepast, te meer daar degenen die door de bestreden maatregel worden beoogd en die in de ziekenhuissector werkzaam zijn, noodzakelijk onder arbeidscontract zijn tewerkgesteld.

A.2.4. Gelet op de verwerping van de middelen die zijn gericht tegen artikel 17 en op de samenhang van dat artikel met artikel 24, concludeert de Ministerraad tot verwerping van het beroep tegen artikel 24.

A.2.5. Volgens de Ministerraad brengt de opdracht aan de Koning in artikel 25 van de programmawet geen discriminatie tussen de laboratoria tot stand. Indien het besluit zulk een discriminatie bevatte, zou zij ter kennisneming staan van de Raad van State, en niet van het Arbitragehof.

A.2.6. Hetzelfde geldt voor artikel 26. Zeer subsidiair vermeldt de Ministerraad de verantwoording die in de memorie van toelichting is gegeven voor de beperking van de forfaitaire vergoeding van verstrekkingen van klinische biologie in ziekenhuislaboratoria. Vervolgens herinnert de Ministerraad eraan dat de ziekenhuizen de baten die zij verwezenlijken opnieuw aanwenden ten gunste van verlieslatende activiteiten in een perspectief dat elk winst oogmerk uitsluit. Tenslotte en steeds subsidiair betwist de Ministerraad het belang dat verzoekers erbij hebben tegen een bepaling op te komen die in een gedeeltelijke betaling per prestatie en niet in een forfaitaire vergoeding voorziet, daar, wat hen betreft, de prestatiebetaling immers integraal behouden blijft.

A.2.7. Volgens de Ministerraad bevat artikel 27 van de programmawet ~~de~~ ~~zodanig~~ geen discriminatie.

A.2.8. In verband met artikel 28 van de programmawet herinnert de Ministerraad aan het arrest van 13 juli 1989 dat besliste tot de onbevoegdheid van het Hof. De Ministerraad voegt eraan toe dat het verschil in behandeling dat in de wet zou zijn ingeschreven, dat enkel de prestaties van klinische biologie aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden beoogt, zijn verantwoording vindt in de bepalingen betreffende de finan-

ciering van de ziekenhuizen en de ziekenhuisbedden. De Ministerraad is tenslotte van mening dat de aangevoerde grief louter hypothetisch is; immers indien de ingestelde mechanismen naar behoren functioneerden, zou de begroting niet moeten worden overschreden.

De Ministerraad besluit dat de verzoekers er geen belang bij hebben tegen artikel 29 van de programmawet van 30 december 1988 op te komen.

A.3.1. In haar memorie, schetst de vennootschap Biorim vooreerst de ontwikkeling van de wetgeving betreffende de klinische biologie. De vennootschap omlijnt vervolgens de omvang en de draagwijdte van de toetsingsmacht van het Hof en stelt dat de draagwijdte die de Ministerraad aan artikel 6bis van de Grondwet hecht — niet-discriminatie van ideologische en filosofische aard — in strijd is met de tekst van het artikel, de parlementaire voorbereiding, de rechtsleer en de rechtspraak.

De vennootschap Biorim gaat dan over tot de behandeling van het beroep, eerst algemeen en nadien middel per middel.

Zij behandelt vooreerst het nagestreefde doel en beschouwt als rechtmatig het streven naar het behoud van het financiële evenwicht van de sociale zekerheidsregeling en het streven naar een beperking van de verhoging van de uitgaven voor klinische biologie, op voorwaarde dat de aangevoerde overconsumptie als uitgangspunt vaststaat. Daarover kunnen enkel door de tegenpartij gegevens worden verstrekt die, aldus verzoekster, expliciet erkent dat ook in de ziekenhuizen overmatig veel geneesmiddelen worden gebruikt. Toch valt de ziekenhuizen een gunstiger behandeling ten deel.

Verzoekster gaat vervolgens na of er een redelijk verband is tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel.

Verzoekster is van oordeel dat de maatregelen niet doelgericht zijn, aangezien de overconsumptie wordt veroorzaakt door de geneesheren die analyses voorschrijven, en niet door de laboratoria waar die voorschriften worden uitgevoerd.

In de artikelen 17, 25 en 28 van de programmawet heeft de wetgever derhalve, volgens verzoekster klaarblijkelijk de grenzen van het rationele, van de redelijkheid en van het evenredigheidsbeginsel overschreden. Bovendien heeft de wetgever, aldus verzoekster, kennelijk het dubbele grondwettelijke voorschrift van de gelijke behandeling en de niet-discriminatie geschonden. Terwijl de wetgever van een petitio principii uitging — het bestaan van medische overconsumptie inzake biologie zowel in de ziekenhuislaboratoria en in de universitaire laboratoria als in de laboratoria van de privaatrechtelijke rechtspersonen — beogen de genomen maatregelen slechts deze laatste terwijl de vroegere wetgeving toestond misbruiken te bestrijden en de ziekenhuislaboratoria, de universitaire laboratoria of de door de overheid geëxploiteerde laboratoria, die nochtans in artikel 17 van de programmawet zijn beoogd, aan geen enkele maatregel tot afremming of controle zijn onderworpen.

Verzoekster betwist de stelling van de Ministerraad, die de medische overconsumptie in de ziekenhuislaboratoria, de universitaire laboratoria of de door de overheid geëxploiteerde laboratoria in naam van het algemeen belang toestaat; voor verzoekster kan de medische overconsumptie op geen enkele wettige grond worden toegestaan of verantwoord.

A.3.2. Verzoekster ontwikkelt dan haar eerste middel en beperkt zich daarbij tot de bepalingen ten aanzien waarvan het Hof het beroep ontvankelijk heeft verklaard.

Betreffende de verplichting inzake de rechtsvorm van de vennootschap en de hoedanigheid van de exploitanten (artikel 3, § 1, 4^o, van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982, zoals gewijzigd bij artikel 17 van de programmawet) is verzoekster van oordeel dat het streven naar het opleggen van een zekere transparantie aan de particuliere laboratoria wel een wettig doel kan zijn, maar dat geen redelijk en evenredig verband bestaat tussen de opgelegde maatregelen en de doelstelling van de wet. Verzoekster vraagt zich allereerst af welk verband kan bestaan tussen de verplichting tot transparantie, die enkel aan de particuliere laboratoria is opgelegd, en de doelstelling van de wet, namelijk de uitgaven voor klinische biologie beheersen voor alle al dan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden. Verzoekster is buitendien van oordeel dat de gestelde vereisten niet in verband staan met het streven naar de stopzetting van eventueel overmatig gebruik van geneesmiddelen. Subsidiar cordeelt verzoekster dat die vereisten niet met het streefdoel in een redelijk en evenredig verband staan, omdat een burgerlijke vennootschap nog steeds winst kan maken en omdat niet is aangevoerd waardoor die vereisten een eventuele overconsumptie zouden beletten. Nog meer subsidiar stelt verzoekster, dat de wetgever gelijkwaardige maatregelen had moeten nemen, aangepast aan de sector van de ziekenhuislaboratoria, de universitaire laboratoria of de door de overheid geëxploiteerde laboratoria, om ook daar de transparantie te verwezenlijken.

Betreffende de op biologen rustende verplichting om vennoot te zijn in de vennootschap, voegt verzoekster Biorim aan de reeds vermelde bezwaren toe dat de maatregel niet het nagestreefde doel bereikt, namelijk bindingen met derden te verbieden. Het streven naar transparantie wordt erdoor verwezenlijkt, maar het evenredigheidsbeginsel wordt niet in acht genomen; een minder vergaande maatregel — de vereiste dat de prestatieverrichtende biologen hun identiteit kenbaar maken — zou volstaan hebben. Bovendien bestaat geen enkele objectieve reden gegrond op een verschil tussen laboratoria om die maatregel slechts aan particuliere laboratoria op te leggen. Tenslotte, wat betreft het betrekken van de ziekenhuisbiologen bij het besturen van het laboratorium via de Medische Raad, laat verzoekster opmerken dat die Raad slechts over interne bevoegdheden binnen het ziekenhuis en over adviesverlenende bevoegdheden beschikt, en dat enkel bepaalde ziekenhuisgeneesheren van die Raad deel uitmaken.

Betreffende de voorwaarden in verband met de vennootschappen behandelt verzoekster achtereenvolgens elke bepaling.

Tot besluit van de uiteenzetting van het eerste middel herinnert verzoekster eraan dat de ziekenhuislaboratoria, hoewel zij onder de werkingssfeer van artikel 17 van de programmawet vallen en de medische overconsumptie veroorzaken, niet aan beperkende maatregelen onderworpen zijn terwijl zij identieke diensten verlenen als verzoekster. Het discriminerende van de rechtsregeling komt nog duidelijker tot uitdrukking waar die ziekenhuislaboratoria geen prestaties voor ziekenhuispatiënten maar voor ambulante patiënten verrichten.

A.3.3. Verzoekster Biorim ontwikkelt dan het tweede middel. Verzoekster is van oordeel dat artikel 25 van de programmawet een discriminatie inhoudt uit aanmerking van de hoedanigheid van de — al dan niet in een ziekenhuis opgenomen — rechthebbende op de prestaties. Verzoekster is van oordeel dat de maatregel, die als een sanctie moet worden aangezien, geenszins in verband staat met het streefdoel van de wet — het beletten van de medische overconsumptie — en dat ter beteugeling van de beoogde laakbare gedragingen reeds andere maatregelen bestaan. Daarenboven acht verzoekster deze maatregel niet adequaat ten aanzien van het enige doel dat de wetgever vermag na te streven, omdat zij ertoe zal leiden dat de patiënten zich tot een ander laboratorium zullen wenden. Gesteld dat de maatregel dan toch adequaat mocht zijn en in rechtstreeks verband met het streefdoel, dan behoorde die maatregel, aldus verzoekster, ook te gelden voor de in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden.

A.3.4. Verzoekster ontwikkelt daarna het derde middel. Verzoekster is in de eerste plaats van oordeel dat het volstrekt noodzakelijk is dat de tegenpartij — want zij alleen vermag die informatie te verstrekken — het precieze aandeel opgeeft waarover ziekenhuislaboratoria beschikken voor prestaties die zowel aan wel als aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden worden verstrekt. Die cijfers zouden misschien kunnen

verklaren waarom voor de niet in een hospitaal opgenomen rechthebbenden de begroting niet zou mogen worden overschreden terwijl zij 55 % van de globale begroting toegewezen krijgen en de Minister van Sociale Zaken toegeeft dat de niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria twee derde van de omzet voor hun rekening nemen.

In de uiteenzetting met betrekking tot het eerste onderdeel van het middel oordeelt verzoekster dat het verschil in behandeling volgens de hoedanigheid van de rechthebbenden op de verstrekkingen noch rationeel, noch redelijkerwijs in het streefdoel van de wet — het beletten van de overconsumptie — verantwoording kan vinden, vermits de tegenpartij erkent dat ook in de ziekenhuizen overconsumptie heerst.

In de uiteenzetting met betrekking tot het tweede onderdeel van het middel beklemt verzoekster tevens de discriminatie in de terugbetalingsregeling van verstrekkingen aan in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden ten opzichte van niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, waardoor enorme lasten worden opgelegd aan particuliere laboratoria die enkel voor niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden prestaties uitvoeren. Verzoekster wijst erop dat de bepaling ongeschikt is om het doel van de wet te bereiken, namelijk de financiële sanering van de klinische biologie, aangezien het aantal en de omvang van de door gereeheren voorgescreven analyses niet aan de laboratoria te wijten zijn. Die discriminatie wordt, volgens verzoekster, verwaard door een schending van artikel 1 van het eerste aanvullend protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, omdat de laboratoria die verstrekkingen van klinische biologie verrichten voor niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, in strijd met de wet en de algemene beginselen van internationaal recht, van hun eigendom kunnen worden ontzet, en zodoende afbreuk wordt gedaan aan het respect voor hun goederen.

A4.1. Na in hun memorie te hebben herinnerd aan de stand van de procedure en aan de inhoud van het arrest van het Arbitragehof van 13 juli 1989 dat besliste tot gedeeltelijke schorsing van de bestreden bepalingen, stellen verzoekers in de zaak nr. 141 dat :

— in zoverre het enig middel steunt op artikel 6 van de Grondwet, zij gerechtigd zijn, zelfs zonder op artikel 6bis een beroep te moeten doen, de vernietiging te vorderen van wettelijke bepalingen die, zonder dat daartoe enige objectieve en redelijke verantwoording bestaat, ten aanzien van de verzoekers een ongelijkheid in leven roepen met betrekking tot de toepassing van de vrijheid van vereniging en die derhalve indruisen tegen het grondwettelijk discriminatieverbod;

— voor zoveel nodig, de schending van artikel 6bis als nieuw middel wordt aangevoerd, overeenkomstig artikel 85 van de bijzondere wet op het Arbitragehof.

De verzoekende partijen verwerpen de stelling van de Ministerraad dat het gelijkheidsbeginsel zeer restrictief zou moeten worden geïnterpreteerd, en onderschrijven de formulering van het gelijkheidsbeginsel die voorkomt in het arrest van 13 juli 1989 onder punt E.4.5.b.

De verzoekende partijen gaan vervolgens uitvoerig in op het doel van de bestreden bepalingen. Met betrekking tot artikel 17 van de programmawet, wijzen zij erop dat niet dient te worden gezocht naar een objectieve en redelijke verantwoording van wat reeds was bepaald in de oorspronkelijke tekst van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143, maar wel van de wijzigingen ervan en de ongelijkheden die deze wijzigingen doen ontstaan tussen de verschillende soorten van exploitatievormen van een laboratorium van klinische biologie in het licht van de tegemoetkomingen van de ziekteverzekering.

Die wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 143 blijken hoofdzakelijk gegrond op de stelling dat het financieel onevenwicht van het stelsel van de ziekteverzekering is veroorzaakt door « de chaotische ontwikkeling van de commerciële praktijken van sommige privé laboratoria die — los van de gezondheidssector — buitensporige winsten nastreven ten nadele van de eigenlijke geneeskundige verzorging. »

Die bewering, aldus de verzoekende partijen, is niet gestaafd door verwijzing naar vaststellingen van de ambtenaren die krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 143 zijn benoemd en waaruit zou blijken dat de voorwaarden gesteld in dit koninklijk besluit door de geïmplementeerde privé laboratoria niet werden nageleefd.

Derhalve moet worden besloten dat, nu nergens een objectieve analyse is gemaakt van de in processen-verbaal of strafvonnissen vastgelegde overtredingen van het koninklijk besluit nr. 143, de door artikel 17 van de programmawet in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 ingevoerde en bij dit beroep tot vernietiging aangevochten ongelijkheden zonder objectieve en redelijke verantwoording zijn, en dat de wijzigingen van het oorspronkelijk artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 specifiek bedoeld zijn om deze ongelijkheden te creëren ten voordele van diegenen die erdoor worden begunstigd, met name de exploitanten opgesomd in het nieuwe artikel 3, § 1, 5^o en 6^o en de mutualiteiten vermeld in artikel 3, § 5, 3^o, derde lid.

Wat de artikelen 25 tot 29 van de programmawet betreft, zij worden eveneens verantwoord vanuit hetzelfde axioma dat de privé laboratoria de klinische biologie misbruiken om buitensporige winsten na te streven ten nadele van de eigenlijke geneeskundige verzorging en aldus bijdragen tot het financieel onevenwicht van het stelsel; tevergeefs wordt gezocht naar een duidelijke motivering aan de hand waarvan zou kunnen worden vastgesteld dat voor elk van de betrokken artikelen een objectieve en redelijke verantwoording bestaat.

A4.2. Vervolgens onderzoeken de verzoekende partijen het middel per artikel van de programmawet. Allereerst artikel 17 van de programmawet, waarbij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 is gewijzigd.

Ten aanzien van artikel 3, § 1, 4^o, vragen eerste verzoeker en vierde verzoekster het Hof vast te stellen dat de uitsluiting van de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een naamloze vennootschap waarvan de aandelen statutair alle op naam dienen te zijn, zonder objectieve en redelijke verantwoording de vrijheid van vereniging die normaal voor alle Belgen grondwettelijk is gewaarborgd beknodt en aantast; een dergelijke aantasting van een door de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet beschermd fundamenteel recht is niet evenredig met het beoogde doel.

De door de Ministerraad gemaakte vergelijking met de bestaande wetgeving in Frankrijk gaat niet op : de Franse wetgeving staat immers toe een laboratorium van klinische biologie te exploiteren aan naamloze vennootschappen waarvan de aandelen nominatief zijn.

Ten aanzien van artikel 3, § 2, tweede lid, en artikel 3, § 4, stellen de verzoekende partijen dat, enerzijds, de door de Ministerraad toegegeven ongelijkheden die door deze bepalingen bewust worden gecreëerd niet alleen bestaan op het vlak van de exploitanten van een laboratorium, doch eveneens op het vlak van diegenen die in deze laboratoria prestaties van klinische biologie verrichten, en, anderzijds, dat de verwijzing van de Ministerraad naar de rechtspraak van de Raad van State en naar de structuren der ziekenhuizen die grondig zouden verschillen van die van de niet-ziekenhuisgebonden laboratoria, niet kan worden aanvaard.

De rechtspraak van de Raad van State waarnaar wordt verwezen, betreft een problematiek die immers totaal verschillend is van de problematiek die voorwerp is van de bestreden wettelijke bepalingen, terwijl de doelmatigheid van de reglementering met betrekking tot de ziekenhuizen op zijn minst kan worden betwijfeld in het raam van de preventie en de beteugeling van de in de laboratoria van deze ziekenhuizen vastgestelde overconsumptie.

De verzoekers hernemen dan uitdrukkelijk en in detail de in hun verzoekschrift vermelde en door die wettelijke bepalingen gepleegde inbreuken op het gelijkheidsbeginsel, die niet objectief of redelijk kunnen worden verantwoord en derhalve discriminerend zijn omdat zij niet gelden ten aanzien van de natuurlijke personen en

rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, en de universitaire instellingen en openbare besturen bedoeld in artikel 3, § 1, 6°, noch ten aanzien van de personen die in de door hen geëxploiteerde laboratoria verstrekkingen van klinische biologie verrichten die recht geven op tegemoetkomingen van de ziekteverzekering.

In artikel 3, § 5, 3°, derde lid, wordt aan de mutualiteiten een voorrecht gegeven waardoor zij hun reeds wijd vertakte structuren kunnen aanwenden om zonder enige beperking laboratoria van klinische biologie te exploiteren.

Door die bepaling kunnen de mutualiteiten hun bestaande participaties in laboratoria die los van hun ziekenhuizen functioneren zoniet uitbreiden, dan toch veiligstellen zonder dat zij gehinderd worden door het verbod om slechts één laboratorium te exploiteren en niet te participeren in andere rechtspersonen.

Artikel 24 van de programmawet is onlosmakelijk verbonden met artikel 17.

Artikel 25 schendt het gelijkheidsbeginsel, aldus de verzoekers, omdat, hoewel in uitvoering van het vroegere artikel 34 *quater* een algemeen geldende regeling is uitgewerkt inzake de derde-betalers-regeling door het koninklijk besluit van 10 oktober 1986, door de wetgever bewust discriminerend voor onder meer de laboratoria geëxploiteerd door vierde en vijfde verzoekster met betrekking tot de verstrekkingen van klinische biologie aldaar verricht voor niet-gehospitaliseerde rechthebbenden door eerste, tweede en derde verzoekers, een uitzonderingsregeling wordt mogelijk gemaakt die noch door de doelstelling van de wet (namelijk financiële sanering van de ziekteverzekering), noch door de aard van de verstrekkingen (ten aanzien van gehospitaliseerde patiënten worden dezelfde verstrekkingen verleend) kan worden verantwoord.

De artikelen 26, 27 en 28 van de programmawet van 30 december 1988 voeren een dubbel budgettensysteem in dat, aldus de verzoekers, het wettelijk kader uitmaakt dat, in strijd met de artikel 8 en 8 *bis* van de Grondwet, discriminaties in leven roept op verschillende niveaus en voor bepaalde exploitanten van laboratoria van klinische biologie mogelijkheden tot manipulatie opent.

Hierbij weze opgemerkt dat het aldus uitgebouwde systeem van de dubbele budgetten aan de exploitanten van laboratoria bedoeld in artikel 3, § 1, 5° en 6°, van het koninklijk besluit nr. 143, toelaat, onder meer in functie van de datum van hospitalisatie van de patiënt, verstrekkingen van klinische biologie te imputeren op het ene of op het andere deelbudget.

De Ministerraad poogt vruchteloos in zijn memorie de door de artikelen 26, 27 en 28 van de programmawet in het leven geroepen discriminaties te verantwoorden door te stellen dat in een hospitaalmilieu de winsten gemaakt in de labo's van klinische biologie herbested worden in deficitaire activiteiten van het hospitaal.

Dat argument is totaal vals aangezien door het akkoord artsen-ziekenfondsen van 20 juni 1988 compensaties werden ingevoerd buiten de klinische biologie, voor een betere honorering van de zware medische activiteiten in het ziekenhuis waarvan de tekorten vroeger gedekt waren door de globale ontvangsten van de ziekenhuislabo's.

Het systeem zoals het door de wet, in functie van de uitvoeringsbesluiten, is uitgewerkt leidt ertoe dat voor de grote laboratoria tot 90 % van de ontvangen bedragen kan worden teruggevorderd zonder dat hen enige fout aan de overschrijding van het budget moet worden aangerekend. De grote laboratoria die hoofdzakelijk van het budget voor de niet-gehospitaliseerde patiënten hun vergoeding ontvangen, verkeren aldus in een financieel veel ongunstiger positie dan de laboratoria van de hospitalen.

A.5.1. In hun memorie, bespreken verzoekers New-Larem Namur en consorten eerst de stand van de procedure en het beginsel van de gelijke behandeling; vervolgens onderzoeken zij de ratio legis van de aangevochten bepalingen en betwisten in tal van opzichten de stellingen van de Ministerraad :

— Het vervolgen van de misbruiken die in de laboratoria voor klinische biologie voorkomen. Ofwel zijn die misbruiken vastgesteld en dan konden ook sancties worden getroffen; de aangevochten bepalingen zijn bovendien niet geschikt om een einde te maken aan die misbruiken en houden derhalve geen verband met het nagestreefde doel. Ofwel zijn die misbruiken niet vastgesteld, en is het streefdoel dan ook niet wettig.

— De bindingen met derden : naast de opmerkingen over misbruiken die identiek zijn, achten de verzoekers die bindingen onontbeerlijk om optimaal de activiteiten te kunnen vervullen en achten zij het argument onjuist gezien het principe van een forfaitaire terugbetaling van de verstrekkingen.

— Betreffende de moeilijkheid om de laboratoriumexploitanten te bestraffen zijn de verzoekers van oordeel dat de misbruiken van uitvoerders aan de hand van vigerende bepalingen kunnen worden bestraft en dat het zou voldoende zijn de strafmaatregelen tot de exploitanten uit te breiden zonder zijn toevlucht te moeten nemen tot een totaal discriminerende wetgeving.

— Verzoekers menen dat de doelstelling om de gezondheidssector te vrijwaren van winstbejag niet uniform wordt nagestreefd en dat de Ministerraad in menig opzicht een financieel onrealistisch standpunt inneemt.

De verzoekers betogen vervolgens dat de Ministerraad erkent dat in de ziekenhuizen nog steeds overconsumptie voorkomt en dat de bestaande saneringsvoorschriften in concreto niet volstaan. In dat opzicht bieden de ziekenfondsen evenmin waarborgen als de ziekenhuizen en genieten ze daarenboven talloze voorrechten : ze kunnen beslissen laboratoria van de derde-betalers-regeling uit te sluiten, zij vallen niet onder de toepassing van de eisen die aan particuliere, niet aan een ziekenhuis verbonden laboratoria, bij de programmawet van 30 december 1988 worden opgelegd.

Verzoekers betwisten vervolgens het verband dat de Ministerraad tussen sommige arresten van de Raad van State en onderhavige zaak legt.

A.5.2. In hun slotopmerkingen komen verzoekers op een aantal van de bestreden bepalingen terug :

— Betreffende artikel 3, § 1, 4°, van het koninklijk besluit nr. 143 oordelen verzoekers dat het andere maatregelen een identiek doel had kunnen worden bereikt zodat dat er geen redelijk en evenredig verband bestaat tussen de aangewende middelen en het streefdoel, vermits de aangenomen bepaling ertoe leidt dat sommige laboratoria een beroep op allerlei financieringsvormen wordt ontzegd.

— Betreffende artikel 34 *quater* van de wet van 9 augustus 1963 wijzen verzoekers op het bestaan van een discriminatie van de laboratoria waarvoor de derde-betalers-regeling geldt ten opzichte van de andere laboratoria, omdat de toekening of de intrekking van de derde-betalers-regeling zal worden verwezenlijkt op grond van criteria die de Koning vrij kan vaststellen en die de ziekenfondsen waarvan de voorrechten werden onderlijnd willekeurig kunnen toepassen. De verzoekers vestigen ook de aandacht op de discriminatie van rechthebbenden wier vrijheid om de verstrekkingen te kiezen, beperkt zal worden naargelang van de beslissingen van de verzekeringsinstellingen.

— Betreffende artikel 34 *undecies* van de wet van 9 augustus 1963 betwisten de verzoekers dat de eventuele discriminatie zou te verklaren zijn door het bestaan van het gedeeltelijk forfait voor de verstrekkingen van klinische biologie die aan in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden worden toegediend. Het enige alternatief dat ze zouden hebben aanvaard zou het instellen van een globale begroting voor het hele Rijk zijn geweest. De forfaitregeling kan niet als tegenhanger van de terugvorderingsregel worden aangemerkt omdat de forfaitregeling bestaat in de verbintenis een budget te betalen onder vooraf en globaal vastgestelde voorwaarden en omdat zij een planning van de middelen toestaat, terwijl de terugvorderingsregeling a posteriori functioneert op basis van een budget dat per definitie onvoorspelbaar is op het ogenblik van de verstrekkingen.

De verzoekers beijveren zich vervolgens om aan te tonen dat het principieel ongelijke systeem noodgedwongen tot discriminatoire toepassingen leidt, wat zij illustreren aan de hand van het uitvoeringsbesluit en door erop te wijzen dat ziekenhuislaboratoria, die voor in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden forfaitair en voor ambulante rechthebbenden per prestatie worden vergoed, mogelijkwijze geneigd zullen zijn verstrekkingen over te dragen.

1. De draagwijdte van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet

B.1.1. De verzoekende partijen gronden hun vordering op de schending van artikel 6 van de Grondwet (in de drie zaken) en 6bis van de Grondwet (in de zaak nr. 140); zij betogen dat de aangevochten bepalingen een ernstige ongelijkheid doen ontstaan tussen de verschillende categorieën van exploitanten van laboratoria van klinische biologie, die noch in verband staat met het wettig nagestreefde doel, noch gerechtvaardigd is door objectieve gegevens.

B.1.2. De Ministerraad verdedigt het standpunt dat artikel 6bis van de Grondwet slechts de discriminaties om ideologische en filosofische redenen zou verbieden. Hij leidt daaruit af dat de middelen die door sommige verzoekers worden afgeleid uit de schending van artikel 6bis van de Grondwet « feitelijke grondslag missen » omdat de door hen aangevoerde discriminatie geen verband houdt met hun overtuiging.

Artikel 6bis van de Grondwet bepaalt :

« Het genot van de rechten en vrijheden aan de Belgen toegekend moet zonder discriminatie verzekerd worden. Te dien einde waarborgen de wet en het decreet onder meer de rechten en vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden ».

Die bepaling heeft in haar eerste deel een algemene draagwijdte en verbiedt elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regel van niet-discriminatie is van toepassing ten aanzien van alle rechten en vrijheden die aan de Belgen zijn toegekend.

Het standpunt van de Ministerraad kan niet worden aanvaard.

B.1.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid der Belgen voor de wet en van de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling volgens bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld met betrekking tot het doel en de gevolgen van de ter beoordeling staande norm; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat de aangewende middelen redelijkerwijze niet evenredig zijn met het beoogde doel.

2. Tenaanzien van artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988.

B.2.1. Alle verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988.

B.2.2. Het bestreden artikel 17 vervangt door een nieuwe bepaling het artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1985.

Volgens de parlementaire voorbereiding is die bepaling gegrond op de overweging dat de overconsumptie van de verstrekkingen van klinische biologie onder meer wordt veroorzaakt door de bindingen die tussen de laboratoria en derden, hoofdzakelijk handelsvennootschappen, zijn ontstaan, en waarbij die derden een invloed kunnen uitoefenen op het materieel, de methodes die worden aangewend door het laboratorium, alsook op de verhoudingen met de geneesheren.

B.2.3. Hoewel de verzoekende partijen de vernietiging vorderen van het nieuwe artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 in zijn geheel, zijn zij in werkelijkheid slechts betrokken bij de volgende bepalingen van voormeld artikel 3;

- § 1, 4°;
- § 2, tweede lid;
- § 4;
- § 6.

B.2.4. Artikel 3, § 1, 4°, bepaalt dat de laboratoria, die door een privaatrechtelijke vennootschap worden uitgebaat, burgerlijke vennootschappen moeten zijn :

- a) die de vorm hebben aangenomen van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, een vennootschap onder firma of een coöperatieve vennootschap;
- b) waarvan de vennoten, zaakvoerders of bestuurders uitsluitend bestaan uit « een of meer personen gemachtigd om verstrekkingen van klinische biologie uit te voeren, die effectief in dit laboratorium dergelijke verstrekkingen uitvoeren en die geen voorschrijvende geneesheren zijn ».

B.2.5. Het komt de nationale wetgever toe de voorwaarden vast te stellen waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering met betrekking tot verstrekkingen van klinische biologie.

Die voorwaarden hoeven niet noodzakelijk identiek te zijn voor de diverse categorieën van laboratoria, maar kunnen een verschillende behandeling inhouden, in zoverre daarvoor een objectieve en redelijke verantwoording bestaat, zoals is aangeduid in B.1.3.

B.2.6. De voorwaarden die bij artikel 3, § 1, 4° zijn opgelegd aan de laboratoria voor klinische biologie waarvan de exploitant een privaatrechtelijke rechtspersoon is, gelden niet voor andere categorieën van laboratoria, zoals, onder meer, laboratoria uitgebaat door ziekenhuizen, universitaire instellingen en openbare besturen.

Het aldus gemaakte onderscheid is gegrond op objectieve criteria voortvloeiende uit het verschil in de statuten die de verschillende categorieën van laboratoria regelen.

De wetgever vermag geldig te oordelen dat het geboden is de laboratoria, die door een privaatrechtelijke vennootschap worden uitgebaat, te verplichten de vorm aan te nemen van een burgerlijke personenvennootschap, met uitsluiting van elke andere vennootschapsvorm.

Een dergelijke bepaling beoogt, in het raam van de strijd tegen de overconsumptie, de transparantie van de sector en de controle van de identiteit van de vennoten en van de interne structuur van de laboratoria die aanspraak maken op tegemoetkoming van de ziekteverzekering.

De middelen die worden aangewend leggen de bedoelde laboratoria geen lasten op die als onevenredig met het bereiken van dit op zich wettige doel zouden voorkomen.

B.2.7. Verzoekende partijen stellen daartegenover dat onder meer dit oogmerk ook kan worden verwezenlijkt door middel van de burgerlijke vennootschap die de vorm van een naamloze vennootschap heeft aangenomen en waarvan de aandelen allen op naam zijn krachtens statutaire bepalingen. Zij wijzen er tevens op dat door de beperkende voorwaarden van artikel 3, § 1, 4°, de privaatrechtelijke laboratoria afgesneden worden van bepaalde financieringstechnieken.

Het komt het Hof niet toe te oordelen of een door de wet voorgeschreven maatregel opportuun of wenselijk is. Het staat aan de wetgever de maatregelen vast te stellen die nodig zijn om het beoogde doel te bereiken. De toetsing door het Hof van wetten, decreten en ordonnances aan de artikelen 6 en 6 bis van de Grondwet slaat op het objectieve karakter van het onderscheid, het adekwaat karakter van de maatregelen ten aanzien van het nagestreefde doel en het bestaan van een redelijke verhouding tussen de aangewende middelen en het beoogde doel. Het komt het Hof niet toe daarenboven na te gaan of het door de bevoegde wetgever nagestreefde doel ook nog door andere wettelijke maatregelen zou kunnen worden bereikt.

B.2.8. De door de verzoekende partijen aangevoerde middelen kunnen derhalve niet leiden tot de gevorderde vernietiging van artikel 3, § 1, 4^o van het koninklijk besluit nr. 143.

B.2.9. Artikel 3, § 2, tweede lid, bepaalt dat indien een laboratorium wordt uitgebaat overeenkomstig § 1, 2^o of 4^o, van dat artikel, elke persoon die er verstrekkingen van klinische biologie verricht vennoot moet zijn van de vennootschap die het uitbaat.

Uit de bepaling van artikel 3, § 1, 4^o, vloeit reeds voort dat alleen personen die gemachtigd zijn om verstrekkingen van klinische biologie te verrichten, die effectief in het laboratorium dergelijke verstrekkingen verrichten en die geen voorschrijvende geneesheren zijn vennoten, zaakvoerder of bestuurder van het laboratorium kunnen zijn.

Door daarenboven aan alle personen die in zulk laboratorium verstrekkingen van klinische biologie verrichten de verplichting op te leggen vennoot van de vennootschap te zijn, legt de wetgever zowel aan die vennootschappen als aan die personen een verplichting op die weliswaar verband houdt met het nagestreefde doel, maar toch onevenredig is ten aanzien van datzelfde doel doordat die bepaling de vrijheid van vereniging al te zeer aantast.

Artikel 3, § 2, tweede lid, behelst dan ook een schending van de grondwettelijke regels van gelijkheid en niet-discriminatie.

Aangezien de verzoekende partijen slechts belang hebben bij de vernietiging van artikel 3, § 2, tweede lid, in zoverre het betrekking heeft op de laboratoria vermeld in artikel 3, § 1, 4^o, blijft de vernietiging beperkt tot de woorden « of 4^o ».

B.2.10. Artikel 3, § 4, 1^o, legt aan de vennootschappen die een laboratorium exploiteren bedoeld in § 1, 2^o of 4^o, de verplichting op de exploitatie van een laboratorium als enig maatschappelijk doel na te streven; zij mogen slechts één laboratorium exploiteren.

Zonder te moeten rekening houden met de toevoeging, door artikel 10 van de programmawet van 6 juli 1989, van een § 7 bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143, volgens hetwelk een laboratorium slechts één vestigingsplaats mag hebben, volstaat het vast te stellen dat de door artikel 3, § 4, 1^o opgelegde voorwaarden onbetwistbaar in verband staan met het door de wetgever nagestreefde doel en geen last opleggen die niet evenredig zou zijn met dat doel. Het verschil in behandeling dat krachtens artikel 3, § 4, 1^o is doorgevoerd tussen laboratoria zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 4^o en laboratoria zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 5^o en 6^o vindt een verantwoording in de specifieke structuur van de verschillende personen die laboratoria uitbaten en behelst geen discriminatie.

B.2.11. Artikel 3, § 4, 2^o, bepaalt wat volgt :

« De vennootschappen die een laboratorium uitbaten bedoeld in § 1, 2^o of 4^o van dit artikel moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

...
2^o zij mogen noch lid, noch vennoot zijn van een andere rechtspersoon, noch rechtstreeks of onrechtstreeks beschikken over titels, die al dan niet kapitaal vertegenwoordigen in een andere vennootschap, noch de hoedanigheid hebben van orgaan of lid zijn van een orgaan van een andere rechtspersoon of vennootschap; zij mogen geen vennoot, orgaan of lid van een orgaan van een andere rechtspersoon of vennootschap vertegenwoordigen; ... »

Het door die bepaling beoogde doel is het verbieden van bindingen tussen de bedoelde laboratoria en derden, inzonderheid handelsvennootschappen, waarvan de bedrijvigheid direct of indirect betrekking heeft op de geneeskunde.

Kan de wetgever geldig oordelen dat oogmerk te moeten nastreven, toch houdt de bepaling van artikel 3, § 4, 2^o, zoals ze is geformuleerd, een absoluut en algemeen verbod in voor de bedoelde vennootschappen om lid of vennoot te zijn van om het even welke andere rechtspersoon, om titels te bezitten in om het even welke andere vennootschap en om (leden van) een orgaan van om het even welke andere rechtspersoon of vennootschap te vertegenwoordigen.

— Artikel 3, § 4, 2^o tast op buitensporige manier de vrijheid van vereniging aan van de vennootschappen die een laboratorium uitbaten wegens het algemeen karakter zelf van het verbod dat hen is opgelegd, terwijl niet is aangetoond dat dit absoluut verbod nodig is om het door de wetgever nagestreefde doel te bereiken. Het verschil in behandeling die aldus onder de laboratoria tot stand is gebracht beantwoordt niet aan de criteria van objectiviteit en pertinentie, die met betrekking tot het door de wetgever nagestreefde doel moeten worden beoordeeld.

Artikel 3, § 4, 2^o, schendt derhalve de grondwettelijke regels van gelijkheid en niet-discriminatie in zover het aan de in artikel 3, § 1, 4^o, vermelde vennootschappen die een laboratorium exploiteren op een algemene manier elke vorm van vereniging of van deelneming aan andere groepen van vennootschappen verbiedt.

B.2.12. Artikel 3, § 4, 3^o, bepaalt wat volgt :

« De vennootschappen die een laboratorium uitbaten bedoeld in § 1, 2^o of 4^o van dit artikel, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

...
3^o de vennoten mogen noch lid, noch vennoot zijn van een andere rechtspersoon, noch rechtstreeks of onrechtstreeks titels, die al dan niet kapitaal vertegenwoordigen, bezitten in een andere vennootschap, waarvan het maatschappelijk doel in verband staat met de geneeskunst- onder meer de uitbating van een laboratorium van klinische biologie, de produktie van farmaceutische produkten, de produktie of de levering van medische apparatuur of van prothesen, de levering of de uitbating van informatica-apparatuur die in verband staat met de geneeskunst- of met de levering van produkten of diensten aan beoefenaars van de geneeskunst. Zij mogen noch de hoedanigheid hebben van orgaan, noch lid zijn van een orgaan, noch een of meerdere vennoten, organen of leden van organen van deze rechtspersonen en vennootschappen vertegenwoordigen. Deze bepalingen mogen door de Koning worden uitgebreid tot andere rechtspersonen of vennootschappen.

... »
Zoals ze is geformuleerd, houdt die bepaling een volstrekt en algemeen verbod in voor de vennoten om : a) lid of vennoot te zijn van om het even welke andere rechtspersoon; b) titels te bezitten in een vennootschap waarvan het maatschappelijk doel in verband staat met de geneeskunst of met de levering van produkten of diensten aan beoefenaars van de geneeskunst, of om een orgaan te zijn of te vertegenwoordigen in zulke vennootschap.

De bepaling van artikel 3, § 4, 3^o, in fine, machtigt daarenboven de Koning om die verbodsbepalingen uit te breiden tot om het even welke andere rechtspersoon of vennootschap.

B2.13. De bij artikel 3, § 4, 3^o, voorgeschreven maatregel legt aan de vennoten van sommige categorieën van laboratoria buitensporige beperkingen op : hun vrijheid van vereniging wordt op een onevenredige manier aangetast door de algemeenheid van de verbodsbepalingen, zonder dat die maatregelen nodig zijn om het nagestreefde doel te bereiken.

Artikel 3, § 4, 3^o, schendt derhalve de grondwettelijke regels van gelijkheid en van niet-discriminatie en moet worden vernietigd in zover het betrekking heeft op de laboratoria vermeld in artikel 3, § 1, 4^o.

B2.14. De bepalingen van artikel 3, § 4, 4^o tot 6^o, luiden als volgt :

« 4^o de vennoten mogen op de algemene vergadering slechts worden vertegenwoordigd door vennoten;
5^o de vennootschappen mogen als zaakvoerder of bestuurder slechts vennoten hebben. Deze mogen zich in het beheersorgaan slechts laten vertegenwoordigen door vennoten;
6^o de vennootschappen mogen geen andere goederen verwerven dan deze die nuttig of noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel. »

Die bepalingen leggen voorwaarden op die redelijkerwijze evenredig zijn met het door de wetgever beoogde doel. Zij houden geen schending in van de artikelen 6 en 8bis van de Grondwet, en zijn evenmin onlosmakelijk verbonden met de bepalingen van artikel 3, § 4, 2^o en 3^o; er bestaat geen grond tot vernietiging ervan.

B2.15. Artikel 3, § 4, 7^o bepaalt :

« 7^o de voorwaarden bepaald in 1^o tot 6^o van deze paragraaf moeten opgenomen worden in de statuten. Deze statuten, de lijst van de vennoten, bestuurders en zaakvoerders, alsook elke wijziging ervan, moeten overeenkomstig een door de Koning nader te bepalen procedure medegedeeld worden aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft. »

Die bepaling is onlosmakelijk verbonden met artikel 3, § 4, 2^o en 3^o, en dient te worden vernietigd in zover zij de in 2^o en 3^o vermelde verplichtingen beoogt.

B2.16. Artikel 3, § 6 van het koninklijk besluit nr. 143 bepaalt :

« Indien het laboratorium uitgebaat wordt overeenkomstig § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 7^o, 8^o of 9^o van dit artikel moet elke persoon die, zonder er prestaties van klinische biologie te verrichten, een technische of administratieve werkzaamheid verricht waardoor hij betrokken is bij het bekomen of het mededelen van de analyse van klinische biologie, met de uitbater verbonden zijn met een overeenkomst waardoor hij onder het gezag, de leiding en het toezicht van deze komt te staan.

De voorwaarden waaronder voor bepaalde opdrachten van beperkte duur van deze paragraaf zal mogen afgeveken worden, kunnen door de Koning worden bepaald. »

Dat de bepaling van artikel 3, § 6 slechts betrekking heeft op zeven van de negen categorieën laboratoria die opgesomd zijn in artikel 3, § 1, en niet op laboratoria die worden uitgebaat door een ziekenhuis, een universitaire instelling of een openbaar bestuur, vindt zijn verantwoording in het feit dat deze laatste categorieën van laboratoria onder een specifieke wetgeving ressorteren, die tot een gelijkaardig resultaat leidt wat betreft de interne controle van de laboratoria.

In die omstandigheden kan de bepaling van artikel 3, § 6 niet worden aangezien als een bepaling waarbij een verschillende behandeling wordt ingesteld, waarvoor geen objectieve en redelijke verantwoording bestaat.

3. Ten aanzien van artikel 24 van de programmawet van 30 december 1988

B3. Artikel 24 van de programmawet van 30 december 1988 bepaalt dat aan de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143, zoals het gewijzigd is bij artikel 17 van de programmawet, moet zijn voldaan uiterlijk de eerste dag van de zesde maand volgend op die waarin die wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Die bepaling is onlosmakelijk verbonden met het geheel van de bepalingen van voormeld artikel 3; zij moet dus worden vernietigd in zover zij betrekking heeft op de bepalingen van artikel 3, § 2, tweede lid, artikel 3, § 4, 2^o, en 3^o, en artikel 3, § 4, 7^o, in zover dit laatste de onder 2^o en 3^o vermelde verplichtingen beoogt.

4. Ten aanzien van artikel 25 van de programmawet van 30 december 1988

B4.1. Artikel 25 van de programmawet voegt in artikel 34quater van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, zoals gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 7 juli 1976 en bij de koninklijke besluiten nr. 408 van 18 april 1988 en nr. 533 van 31 maart 1987, een als volgt gesteld nieuw lid in :

« De Koning stelt bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging, de voorwaarden en specifieke regels vast overeenkomstig dewelke het voordeel van de rechtstreekse betaling van de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie, verricht voor niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden door de verzekeringsinstellingen kan worden toegekend of ingetrokken voor de laboratoria bedoeld in artikel 153, § 6. »

B4.2. Die bepaling brengt geen onderscheid tot stand naargelang het laboratorium al dan niet aan een ziekenhuis verbonden is, aangezien zij betrekking heeft op « de laboratoria bedoeld in artikel 153, § 6 », dat wil zeggen alle laboratoria voor klinische biologie die de voorwaarden voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering vervullen. Zij stelt echter wel een discriminatie in naargelang de rechthebbende van de verstrekking van klinische biologie door het laboratorium, al dan niet in een ziekenhuis is opgenomen. Het voordeel van de rechtstreekse betaling van de tegemoetkoming van de ziekteverzekering kan enkel voor de verstrekkingen aan niet opgenomen rechthebbenden aan specifieke voorwaarden worden onderworpen. Dat onderscheid is gebaseerd op een objectief en redelijk criterium.

B4.3. De bedoeling van de wetgever is de medische overconsumptie te bestrijden. De wetgever kan van mening zijn dat daartoe verschillende middelen dienen te worden aangewend naargelang de verstrekkingen bestemd zijn voor al dan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden. Het toetsen van het pertinent karakter en van de evenredigheid van de middelen valt buiten de bevoegdheid van het Hof in zover de voorwaarden voor het toekennen en het intrekken bij koninklijk besluit moeten worden vastgesteld. Bij het nemen van de besluiten ter uitvoering van die wettelijke bepaling moet de uitvoerende macht de bepalingen van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet naleven. Het komt het Hof evenwel niet toe die besluiten op hun grondwettigheid te toetsen.

B4.4. De bepaling voorziet dat de toekenning en het intrekken van het voordeel van de derde-betaler aan de verzekeringsinstellingen is toevertrouwd.

Aan het beginsel van de gelijkheid wordt geen afbreuk gedaan door het feit dat de maatregelen die de activiteit van een laboratorium nadelig kunnen beïnvloeden zouden worden genomen door instellingen waarvan de leden zelf lid of vennoot kunnen zijn van een rechtspersoon die een laboratorium uitbaat, in zoverre aan die verzekeringsinstellingen slechts de inwerkingstelling van uitvoeringsmaatregelen wordt toevertrouwd.

5. Ten aanzien van de artikelen 26 en 27 van de programmawet van 30 december 1988

B.5.1. Artikel 26 van de programmawet brengt een aantal wijzigingen aan in artikel 34*octies* van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, ingevoegd bij artikel 68 van de wet van 7 november 1987, waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de begrotingsjaren 1987 en 1988 en houdende financiële en diverse bepalingen.

Artikel 27 van de programmawet voegt in dezelfde wet van 9 augustus 1963 artikel 34*decies* in, waarbij aan de uitvoerende macht de verplichting wordt opgelegd jaarlijks het globaal budget van de financiële middelen voor het ganse Rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie vast te leggen, « evenals de opsplitsing van dit budget naargelang voornoemde verstrekkingen worden verleend aan in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden of aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden. »

B.5.2. Verzoekende partijen voeren aan dat het ingevoerde dubbele budgettensysteem het wettelijk kader vormt dat discriminaties in het leven roept ten gunste van de exploitanten van laboratoria bedoeld in artikel 3, § 1, 5° en 6°, van het koninklijk besluit nr. 143, en ten laste van, met name, de exploitanten van laboratoria bedoeld in artikel 3, § 1, 4° van hetzelfde besluit.

Verzoekende partijen stellen dat het aldus wettelijk ingericht systeem toelaat verschillende vergoedingen ten laste van de ziekteverzekering vast te stellen voor technisch volledig gelijke analyses, uitgevoerd in gelijkelijk erkende laboratoria en door evenzeer bevoegde verstrekkers, en dit al naargelang deze identieke verstrekkingen verricht worden voor in een ziekenhuis opgenomen of niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden.

B.5.3. Het onderscheid dat op budgettair vlak wordt gemaakt tussen de laboratoria die verstrekkingen van klinische biologie verrichten voor in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden en de laboratoria die zulke verstrekkingen verrichten voor niet opgenomen rechthebbenden, kan objectief en redelijk worden verantwoord. De aangevochten bepalingen leggen de verzoekers geen lasten op die niet evenredig zouden zijn aan die welke aan de laboratoria van een ziekenhuis worden opgelegd.

Het Hof vermag niet na te gaan of bij de inwerkingstelling van dat onderscheid en bij de maatregelen die voor iedere categorie worden genomen, het gelijkheidsbeginsel geschonden wordt, aangezien die inwerkingstelling een optreden van de Koning vereist dat niet onder de bevoegdheid van het Hof valt.

De ten aanzien van de artikelen 26 tot 27 van de programmawet van 30 december 1988 aangevoerde middelen zijn dan ook niet gegrond.

6. Ten aanzien van artikel 28 van de programmawet van 30 december 1988

B.6.1. Artikel 28 van de programmawet bepaalt :

« Na afdeling 1*octies* van hoofdstuk 4 van titel III van dezelfde wet wordt een afdeling 1*novies* ingevoegd luidend als volgt :

« Afdeling 1*novies*. Verstrekkingen van klinische biologie, verleend aan de niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden.

Afdeling 34*undecies*. De Koning kan na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, de nodige maatregelen nemen ten einde te voorkomen dat het budget van financiële middelen voor het ganse Rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie verleend aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, zoals bedoeld in artikel 34*decies*, wordt overschreden. Dit advies moet binnen de vijfenveertig dagen worden uitgebracht. Tevens kan de Koning de criteria en de modaliteiten bepalen volgens dewelke de bedragen met dewelke dit budget wordt overschreden, of zal overschreden worden, worden teruggevorderd bij de laboratoria voor klinische biologie, evenals de regels volgens dewelke de in de rekeningen van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering terug te storten bedragen worden berekend. »

B.6.2. De verzoekende partijen leggen er de nadruk op dat de mogelijkheid tot sanctionering in geval van overschrijding uitsluitend is georganiseerd voor de afzonderlijke begroting voor de verstrekkingen van klinische biologie voor niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden.

B.6.3. Die bepaling stelt tussen de laboratoria voor klinische biologie een onderscheid in naargelang zij verstrekkingen van klinische biologie verrichten voor al dan niet in een ziekenhuis opgenomen patiënten, een onderscheid dat objectief en redelijk kan worden verantwoord. Het Hof vermag niet na te gaan of bij de inwerkingstelling van dat onderscheid en bij de maatregelen die voor iedere categorie worden genomen, het gelijkheidsbeginsel geschonden wordt, aangezien die inwerkingstelling en optreden van de Koning vereist dat niet onder de bevoegdheid van het Hof valt.

7. Ten aanzien van artikel 29 van de programmawet van 30 december 1988

B.7. Artikel 29 van de programmawet heft artikel 71 van de wet van 7 november 1987 op, waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de begrotingsjaren 1987 en 1988, en houdende financiële en diverse bepalingen.

Artikel 71 van de wet van 7 november 1987 is een tijdelijke bepaling : de toepassing ervan in de tijd was beperkt tot de begrotingsjaren 1987 en 1988. De verzoekende partijen hebben geen belang om de vernietiging ervan te vorderen.

Om die redenen,
het Hof,

1. bewilligt de afstand van de partij Leyssen;

2. vernietigt :

1° in artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 dat een artikel 3, § 2, tweede lid in het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 invoegt, de woorden « of in 4° »;

2° artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 in de mate dat het een artikel 3, § 4, 2° en 3° in het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 invoegt, in zover die bepalingen betrekking hebben op de laboratoria bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, van dat besluit;

3° artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988 in de mate dat het een artikel 3, § 4, 7°, in het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 invoegt, in zover die bepaling de onder 2° en 3° vermelde verplichtingen beoogt;

4° artikel 24 van de programmawet van 30 december 1988 in zover het de hierboven vernietigde bepalingen beoogt.

3. Verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 13 oktober 1989.

De griffier,
H. Van der Zwalmen

De voorzitter,
J. Sarot

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 89 — 2087

Urteil

Urteil Nr. 23/89 vom 13. Oktober 1989

Geschäftsverzeichnisnummern : 140, 141, 142**

In Sachen : 1. Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 17, 25 und 28 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, von der Biorim GmbH erhoben und unter der Nr. 140 im Geschäftsverzeichnis eingetragen.

2. Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 17 und 24 bis 29 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, von Rudi Marien, Ghislain De Grootte, Jozef Jonckheere, der C.D.H.-Larem Gen., der Centrum voor Radio-Immunologie GmbH und der G.D.G. GmbH erhoben und unter der Nr. 141 im Geschäftsverzeichnis eingetragen.

3. Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 vom 30. Dezember 1982, so wie abgeändert durch Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, sowie der Artikel 32^{quater} Absatz 5 (neu) und 34^{undecies} des Gesetzes vom 9. August 1963, so wie durch die Artikel 25 und 28 des besagten Programmgesetzes eingefügt, von der New-Larem Namur GmbH, Michèle Balfroid und Martinus Leyssen erhoben und unter der Nr. 142 im Geschäftsverzeichnis eingetragen.

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Richter J. Sarot, diensttuenden Vorsitzenden, und dem Vorsitzenden J. Delva, den Richtern I. Petry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Greve, K. Blanckaert, L.P. Suetens und M. Melchior,

unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen,

unter dem Vorsitz des Richters J. Sarot, diensttuenden Vorsitzenden,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand

Geschäftsverzeichnisnummer 140

Mit französischsprachiger Klageschrift vom 29. Mai 1989, die per Einschreiben vom selben Tag dem Hof zugesandt wurde und am 30. Mai 1989 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhebt die Laboratoire de Biologie et de Radio-Immunologie Cliniques GmbH, abgekürzt Biorim, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 17, 25 und 28 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Januar 1989 veröffentlicht worden ist.

Geschäftsverzeichnisnummer 141

Mit niederländischsprachiger Klageschrift vom 10. Juni 1989, die per Einschreiben vom 12. Juni 1989 dem Hof zugesandt wurde und am 13. Juni 1989 bei der Kanzlei eingegangen ist, erheben :

1. Rudi Marien,
2. Ghislain De Grootte,
3. Jozef Jonckheere,
4. die C.D.H.-Larem Gen.,
5. die Centrum voor Radio-Immunologie GmbH, abgekürzt C.R.I.,
6. die G.D.G. GmbH,

Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 17 und 24 bis 29 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988.

Geschäftsverzeichnisnummer 142

Mit französischsprachiger Klageschrift vom 13. Juni 1989, die per Einschreiben vom 14. Juni 1989 dem Hof zugesandt wurde und am selben Tag bei der Kanzlei eingegangen ist, erheben :

1. die New-Larem Namur GmbH,
2. Michèle Balfroid,
3. Martinus Leyssen,

Klage auf Nichtigerklärung :

— des Artikels 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 vom 30. Dezember 1982 (*Belgisches Staatsblatt* vom 12. Januar 1983) zur Festlegung der von den Laboratorien zu erfüllenden Bedingungen im Hinblick auf die Intervention der Krankenversicherung für Leistungen klinischer Biologie, so wie abgeändert durch Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 (*Belgisches Staatsblatt* vom 5. Januar 1989), soweit die Paragraphen 1, 4^o, 2, Abs. 2 und 4, 1^o bis 3^o dieser Bestimmung namentlich eine Diskriminierung zwischen den Laboratorien, die von der öffentlichen Hand, einem Krankenhaus oder einer Universität verwaltet werden, und den anderen Laboratorien zustande bringt, sowie,

— der Artikel 34^{quater}, Abs. 5 (neu) und 34^{undecies} des Gesetzes vom 9. August 1963 zur Schaffung und Gestaltung eines Systems der Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität, so wie eingefügt durch die Artikel 25 und 28 des besagten Programmgesetzes.

Mit denselben Klageschriften wurde die einstweilige Aufhebung der vorgenannten Gesetzesbestimmungen beantragt. Der Hof hat in seinem Urteil Nr. 21/89 vom 13. Juli 1989, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Juli 1989 veröffentlicht worden ist, über diese Klagen auf einstweilige Aufhebung entschieden.

Verfahren

In der Sache mit Geschäftsverzeichnisnummer 140

Durch Anordnung vom 30. Mai 1989 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Mitglieder der Besetzung benannt.

Die referierenden Richter J. Wathelet und L.P. Suetens waren am 2. Juni 1989 der Ansicht, dass im vorliegenden Fall die Artikel 71 und 72 des vorgenannten organisierenden Gesetzes nicht anzuwenden sind.

Die Klagebenachrichtigungen erfolgten gemäss Artikel 76, § 4, des organisierenden Gesetzes mit am 6. Juni 1989 bei der Post aufgegebenen und am 7. Juni 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Durch Anordnung vom 7. Juni 1989 hat der Vorsitzende E. Gutt die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juni 1989.

In der Sache mit Geschäftsverzeichnisnummer 141

Durch Anordnung vom 13. Juni 1989 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Mitglieder der Besetzung benannt.

Die referierenden Richter F. Debaedts und D. André waren am 14. Juni 1989 der Ansicht, dass im vorliegenden Fall die Artikel 71 und 72 des vorgenannten organisierenden Gesetzes nicht anzuwenden sind.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Vorsitzende J. Delva die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Die Klagebenachrichtigungen erfolgten gemäss Artikel 76, § 4, des organisierenden Gesetzes mit am 15. Juni 1989 bei der Post aufgegebenen und am 16. bzw. 17. Juni 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Juni 1989.

In der Sache mit Geschäftsverzeichnisnummer 142

Durch Anordnung vom 14. Juni 1989 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Mitglieder der Besetzung benannt.

Die referierenden Richter J. Sarot und H. Boel waren am selben Tag der Ansicht, dass im vorliegenden Fall die Artikel 17 und 72 des vorgenannten organisierenden Gesetzes nicht anzuwenden sind.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Vorsitzende E. Gutt die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Die Klagebenachrichtigungen erfolgten gemäss Artikel 76, § 4, des organisierenden Gesetzes mit am 15. Juni 1989 bei der Post aufgegebenen und am 16. bzw. 17. Juni 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Juni 1989.

In den Sachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 140, 141 und 142

Durch Anordnung vom 14. Juni 1989 hat der Hof die unter den Geschäftsverzeichnisnummern 140, 141 und 142 eingetragenen Rechtssachen verbunden.

Gemäss Artikel 100, Absatz 3, des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof sind die Berichterstatter diejenigen, die gemäss Artikel 68 für die zuerst anhängig gemachte Rechtssache benannt worden sind.

Gemäss Artikel 63, § 3, Absatz 2, des organisierenden Gesetzes werden verbundene Rechtssachen in der Sprache der zuerst anhängig gemachten Rechtssache weiterbehandelt.

Von der Verbindungsanordnung wurden die Parteien mit am 15. Juni 1989 bei der Post aufgegebenen und am 16. bzw. 19. Juni 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen in Kenntnis gesetzt.

Der Ministerrat hat mit am 31. Juli 1989 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof einen Schriftsatz zukommen lassen.

Gemäss Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurde eine Abschrift dieses Schriftsatzes den Klägern mit am 4. August 1989 bei der Post aufgegebenen und am 7. bzw. 8. August 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen übermittelt.

Die Kläger New-Larem Namur GmbH, M. Balfroid und M. Leyssens haben mit am 5. September 1989 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen gemeinsamen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Die Klägerin Biorim GmbH hat mit am 6. September 1989 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Die Kläger R. Marien, Gh. De Groote, J. Jonckheere, die C.D.H.-Larem Gen., die Centrum voor Radio-Immunologie GmbH und die G.D.G. GmbH haben mit am 6. September 1989 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen gemeinsamen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 18. September 1989 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 5. Oktober 1989 anberaumt.

Die Parteien wurden von dieser Anordnung in Kenntnis gesetzt und ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert, und zwar mit am 18. September 1989 bei der Post aufgegebenen und am 19. bzw. 20. September 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Die Biorim GmbH hat Anträge eingereicht, die am 4. Oktober 1989 bei der Kanzlei eingegangen sind.

In der Sitzung vom 5. Oktober 1989 :

— sind erschienen :

Ra J. Putzeys und Ra X. Leurquin, in Brüssel zugelassene Anwälte, für die Laboratoire de Biologie et de Radio-Immunologie Cliniques GmbH, abgekürzt Biorim, mit Sitz in 1080 Brüssel, chaussée de Charleroi 54, eingetragen im Register der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften in der Rechtsform einer Handelsgesellschaft in Brüssel unter der Nr. 923, vertreten durch ihren Geschäftsführer Herrn P. De Laey;

Ra Luk De Schrijver, in Gent zugelassener Anwalt, für :

1. Rudi Marien, Apotheker, klinischer Biologe, wohnhaft in 9830 Sint-Martens-Latem, Bosstraat 54;
2. Ghislain De Groote, Arzt, klinischer Biologe, wohnhaft in Gent, Johan Daignestraat 5;
3. Jozef Jonckheere, Apotheker, klinischer Biologe, wohnhaft in 9831 Sint-Martens-Latem, de Spoelberchdreef 11;
4. die C.D.H.-Larem Gen., bürgerlich-rechtliche Gesellschaft in der Rechtsform einer Genossenschaft, mit Sitz in Forest-lez-Bruxelles, chaussée d'Alseneberg 196, eingetragen im Register der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften in der Rechtsform einer Handelsgesellschaft in Brüssel unter der Nr. 1092, vertreten durch ihren Geschäftsführer Herrn R. Marien;
5. die Centrum voor Radio-Immunologie GmbH, abgekürzt C.R.I., bürgerlich-rechtliche Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 9710 Gent, Industriepark Zwijnaarde 7, bus 2, eingetragen im Register der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften in der Rechtsform einer Handelsgesellschaft in Gent unter der Nr. 302, vertreten durch ihren Geschäftsführer Herrn R. Marien;

6. die G.D.G. GmbH, bürgerlich-rechtliche Gesellschaft in der Form einer Einmanggesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Gent, Johan Daisnestraat 5, eingetragen im Register der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften in der Rechtsform einer Handelsgesellschaft in Gent unter der Nr. 172, handelnd durch ihren laut Satzung bestimmten Geschäftsführer Herrn Ch. De Groot;

Ra J. Cruyplants, in Brüssel zugelassener Anwalt, für :

1. die New-Larem Namur GmbH, bürgerlich-rechtliche Gesellschaft in der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Namur, rue Jean-Baptiste Brabant 56, eingetragen im Register der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften in der Rechtsform von Handelsgesellschaften in Namur unter der Nr. 60, vertreten durch ihre Geschäftsführerin Frau M. Balfroid;

2. Michèle Balfroid, Doktor der Medizin, Biologin, wohnhaft in 1301 Bierges, avenue des Fougères 17;

3. Martinus Leyssen, Doktor der Medizin, Biologe, wohnhaft in 3040 Bierbeek, Zienssesteenweg 54;

Ra H. Mackelbert und Ra Fr. Neuray, in Brüssel zugelassene Anwälte, für den Ministerrat, Rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

— haben die Richter J. Wathelet und L.P. Suetens Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;

— haben die Kläger dagegen opponiert, dass der Ministerrat in der Sitzung eine Sachvortragsnota und die beiliegenden Schriftstücke hinterlegen würde; hat der Hof entschieden, diese Nota sowie diese Schriftstücke von der Verhandlung auszuschließen;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 62 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 6. Januari 1989 geführt.

III. Bezüglich des Klageverzichts einer Partei

In der Sitzung vom 5. Oktober 1989 hat der Rechtsanwalt des Klägers M. Leyssens eine von seinem Mandanten unterschriebene Klageverzichtserklärung vom 29. September 1989 bezüglich der von letzterem in eigenem Namen und in seiner Eigenschaft als nicht an der C.D.H.-Larem AG teilhabender Biologe vorgelegt; er habe besagte Aktiengesellschaft am 30. Juni 1989 freiwillig verlassen.

Dieser Klageverzicht schadet in keinerlei Hinsicht der Untersuchung der Rechtssache. Der Hof ist der Ansicht, dass in den Klageverzicht einzuwilligen ist.

IV. Bezüglich des neuen Klagegrunds

In ihrem gemäss Artikel 89 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 eingereichten Gegenerwiderungsschriftsatz berufen sich die Kläger Marien und andere zur Unterstützung ihrer Klage auf Artikel 6bis der Verfassung, der nicht zur Unterstützung ihrer Nichtigkeitsklage geltend gemacht worden war. Sie bringen somit einen neuen Klagegrund vor.

Artikel 85 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 bestimmt folgendes :

« Innerhalb von 45 Tagen nach Erhalt der kraft der Artikel 76, 77 und 78 durch den Kanzler erfolgten Benachrichtigungen können der Ministerrat, die Exekutiven, die Vorsitzenden der gesetzgebenden Versammlungen und die Adressaten dieser Benachrichtigungen dem Hof einen Schriftsatz zusenden.

Wenn die Rechtssache eine Nichtigkeitsklage betrifft, können in diesen Schriftsätzen neue Klagegründe vorgebracht werden. Danach können die Parteien keine neuen Klagegründe mehr vorbringen. (...) »

Der nach Ablauf der in Artikel 85 vorgeschriebenen Frist in einem in Artikel 89 vorgesehenen Schriftsatz vorgebrachte Klagegrund ist unzulässig.

V. In rechtlicher Beziehung

A.1.1. Die Klägerin, die Laboratoire de Biologie et de Radio-Immunologie Cliniques GmbH, führt als ersten Klagegrund die Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung an. Diesem Klagegrund zufolge erlege Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 den nicht krankenhausbundenen Laboratorien für klinische Biologie diskriminierende Betriebsbedingungen im Vergleich zu den krankenhausbundenen Laboratorien auf.

Die Klägerin führt als zweiten Klagegrund die Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung an. Diesem Klagegrund zufolge führe Artikel 25 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 eine unterschiedliche und diskriminierende gesetzliche Regelung ein, indem er den Versicherungsanstalten nur das Recht einräume, die nicht krankenhausbundenen Laboratorien von der unmittelbaren Zahlung auszuschließen.

Als dritten Klagegrund, der aus zwei Teilen besteht, führt die Klägerin die Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung an.

Dem ersten Teil zufolge führe Artikel 28 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 eine Diskriminierung ein, indem er den König dazu ermächtige, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um zu verhindern, dass der landesweit für Leistungen klinischer Biologie bestimmte Finanzmittelhaushalt lediglich bei Leistungen für nicht in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte überschritten wird.

Dem zweiten Teil zufolge führe Artikel 28 eine Diskriminierung zwischen den Laboratorien ein, je nachdem, ob sie mit einem Krankenhaus verbunden seien oder nicht, indem er die Laboratorien für klinische Biologie, die Leistungen für nicht in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte erbringen, dazu verpflichte, erhaltene Beträge der Landesanstalt für Kranken- und Invalidenversicherung zurückzuerstatten.

A.1.2. Die Kläger Marien u.a. führen als einzigen Klagegrund die Verletzung des Artikels 6 der Verfassung an.

Sie sind der Ansicht, dass die Artikel 17 und 24 des Programmgesetzes eine Ungleichheit ins Leben riefen, die nicht durch einen objektiven Tatbestand gerechtfertigt werde. Für die Kläger Marien, De Groot und Jonckheere impliziert die Bestimmung — erster Teil — eine Einschränkung ihrer Vereinigungsfreiheit und ihrer Freiheit, Gesellschaften zu gründen, die nicht für andere Personen gelte, sowie ein Verbot der Zugehörigkeit zur Apothekerkammer, zur Ärztekammer, zur beruflichen oder wissenschaftlichen Vereinigungen, während dies nicht durch objektive Gründe gerechtfertigt werden könne.

Artikel 17 verbiete es ihnen auch — zweiter Teil —, ihre berufliche Tätigkeit als Erbringer von Leistungen klinischer Biologie jeweils mehr als einem einzigen Laboratorium zur Verfügung zu stellen, während dieses Verbot nicht für Personen gelte, die für das Laboratorium eines Krankenhauses, einer Universitätsanstalt oder einer Behörde Leistungen erbringen.

Angesichts der Klägerin C.D.H.-Larem AG verbiete die Bestimmung, dass ein Laboratorium für klinische Biologie, wenn es für die Intervention der Krankenversicherung in Betracht kommen wolle, eine bürgerlich-rechtliche Gesellschaft in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft sein müsse, während andere Formen von bürgerlich-rechtlichen Gesellschaften erlaubt seien.

Den Klägern C.D.H.-Larem AG und C.R.I. GmbH erlege die Bestimmung eine Reihe neuer, namentlich gesellschaftsrechtlicher, wirtschaftlicher und finanzieller Bedingungen auf, die nicht für die juristischen Personen im Sinne des Artikels 3, § 1, 5^o und 6^o und nur teilweise für die juristischen Personen im Sinne des Artikels 3, § 1, 7^o und 8^o gälten.

Die Bestimmung untersage es den Klägern De Groote und G.D.C. GmbH, sich an der Kapitalstruktur oder Geschäftsführung einer bürgerlich-rechtlichen Gesellschaft im Sinne von § 1, 2^o und 4^o zu beteiligen, während in den Fällen gemäss Artikel 3, § 1, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o und 9^o dieses Verbot nicht gelte.

Die Bestimmung untersage es den Klägern Jonckheere und C.D.H.-Larem AG, Aktionär oder Verwalter einer englischen Gesellschaft, die ein Laboratorium für klinische Biologie betreibe, zu sein oder für diese Gesellschaft Leistungen klinischer Biologie zu erbringen, während anderen juristischen und natürlichen Personen und/oder manchen klinischen Biologen dieses Verbot nicht auferlegt werde.

Die Kläger sind der Ansicht, dass die Artikel 25 bis 29 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 eine Ungleichheit in der Regelung der Intervention der Krankenversicherung für Leistungen klinischer Biologie zustande brächten, je nachdem, ob es sich um in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte einerseits oder um nicht in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte andererseits handele.

Die Kläger behaupten schliesslich, dass die Artikel 17, 24 und 25 bis 29 des Programmgesetzes sowohl im Statut der juristischen und natürlichen Personen, die ein Laboratorium für klinische Biologie betreiben dürften, das zu Interventionen der Krankenversicherung berechtigte, als auch bei der Ausarbeitung haushalts- und verwaltungsmässiger Massnahmen, die die Höhe der Interventionen einerseits für den Sektor der Leistungen an hospitalisierte Berechtigte und andererseits für den Sektor der Leistungen an ambulante Berechtigte bestimmten und es ermöglichten, durch Ristornierung Interventionen von gewissen Laboratorien zurückzufordern, Ungleichheiten — denen sie zum Opfer fielen — ins Leben riefen, die nicht objektiv vertretbar seien, nicht auf tatsächlichen Fakten beruhten, nicht mit dem Zielsetzung des Gesetzes zusammenhingen und die Verwirklichung derselben nicht gewährleisten könnten.

A.1.3. Die klagenden Parteien New-Larem Namur GmbH u.a. basieren einen ersten Klagegrund auf die Verletzung des Artikels 6 der Verfassung. Der Klagegrund umfasst drei Teile.

In einem ersten Teil führen sie an, dass Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 eine Diskriminierung zwischen den nicht krankhausgebundenen und den krankhausgebundenen Laboratorien zustande bringe.

Im zweiten Teil vertreten sie die Meinung, dass Artikel 17, der es juristischen Personen, die ein Laboratorium betrieben, verbiete, Teilhaber einer anderen juristischen Person zu sein oder unmittelbar oder mittelbar Titel, die Kapital vertreten oder nicht, in einer anderen Gesellschaft zu besitzen, und es anderen Teilhabern verbiete, Teilhaber einer anderen juristischen Person zu sein oder unmittelbar oder mittelbar Titel, die Kapital vertreten oder nicht, in einer anderen Gesellschaft zu besitzen, deren Gesellschaftszweck mit der Heilkunde zusammenhänge, diskriminierend sei und Artikel 6 der Verfassung verletze, weil er nicht auf jene Laboratorien anwendbar sei, die von der öffentlichen Hand, einem Krankenhaus oder einer Universität verwaltet würden.

In einem dritten Teil sind sie der Ansicht, dass Artikel 17, der es den Laboratorien untersage, eine Aktiengesellschaft zu bilden, und zwar um die Prüfung der Identität des Bewirtschafter zu ermöglichen, und vorschreibe, dass diese Gesellschaft ausschliesslich aus den Beruf eines Biologen ausübenden Teilhabern zusammengesetzt sein soll, diskriminierend sei, indem diese Bestimmung nicht auf Laboratorien anwendbar sei, die von der öffentlichen Hand, einem Krankenhaus oder einer Universität verwaltet würden.

In einem vierten Teil sind sie der Meinung, dass Artikel 17, der es den Laboratorien untersage, mehr als ein Laboratorium zu betreiben, aber nicht für von der öffentlichen Hand, einem Krankenhaus oder einer Universität verwaltete Laboratorien gelte, diskriminierend sei.

In einem fünften Teil vertreten sie die Meinung, dass Artikel 17, der jede Person, die Leistungen klinischer Biologie erbringe, dazu verpflichte, Teilhaber der Gesellschaft, in der er beschäftigt sei, zu sein, aber nicht für Laboratorien gelte, die von der öffentlichen Hand, einem Krankenhaus oder einer Universität verwaltet würden, diskriminierend sei.

Die Kläger New-Larem Namur GmbH u.a. basieren einen zweiten Klagegrund auf die Verletzung des Artikels 6 der Verfassung; dieser Klagegrund umfasst zwei Teile.

In einem ersten Teil führen sie an, dass Artikel 25 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 eine Diskriminierung zwischen den Laboratorien für klinische Biologie ins Leben rufe, weil die einen die Drittzahlerregelung geniessen könnten und die anderen nicht, dass diese Diskriminierung aufgrund von Kriterien zustande gebracht werde, deren Festlegung dem Ermessen des Königs überlassen werde, und die Anwendung dem Ermessen der Versicherungsanstalten überlassen werde.

Die Kläger sind der Ansicht, dass diese Bestimmung eine zweite Diskriminierung zwischen den Patienten zustande bringe, die grundsätzlich den Leistungserbringer frei wählen dürften; diese Freiheit werde jedoch je nach den Entscheidungen der Versicherungsanstalten eingeschränkt.

In einem zweiten Teil sind die Kläger der Meinung, dass die Bestimmung eine zusätzliche Diskriminierung zustande bringe, indem den Anstalten, die in bevorzogter Weise an der klinischen Biologie beteiligt seien, den Versicherungsanstalten, eine Entscheidungsbefugnis angesichts der nicht krankhausgebundenen Laboratorien eingeräumt werde.

Die Kläger New-Larem Namur GmbH u.a. basieren einen dritten Klagegrund auf die Verletzung des Artikels 6 der Verfassung.

Sie behaupten, dass diese Bestimmung durch die Einführung geteilter und völlig unterschiedlich festgesetzter Haushalte für die Leistungen klinischer Biologie für hospitalisierte und nicht hospitalisierte Patienten zu einer Unterscheidung zwischen Biologen und Laboratorien führe, je nachdem, ob sie die eine oder die andere Leistung erbrächten, und eine Diskriminierung zustande bringe.

A.2.1. In seinem Schriftsatz erörtert der Ministerrat zuerst die Verfahrenslage und nimmt eine vorübergehende Untersuchung vor; anschliessend stellt er Überlegungen über den Gleichheitsgrundsatz an. Er erinnert an den Stand von Rechtsprechung und Rechtslehre und behandelt den Gleichheitsgrundsatz im Hinblick auf die fragliche Angelegenheit. Anschliessend widerlegt der Ministerrat die vorgebrachten Nichtigerklärungsgründe.

A.2.2. Der Ministerrat vertritt an erster Stelle die Ansicht, dass die von den Klägern in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnissnummer 140 aus einer Verletzung des Artikels 6 bis der Verfassung hergeleiteten Klagegründe keine faktische Grundlage hätten. Die Kläger führten keine mit ihrer Überzeugung zusammenhängende Diskriminierung an. Artikel 6 bis der Verfassung stelle aber eine Sonderanwendung des Artikels 6 angesichts der Berücksichtigung ideologischer und philosophischer Minderheiten dar.

A.2.3. Ferner geht der Ministerrat auf die auf einer Verletzung durch Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 basierenden Klagegründe ein. Da der Schiedsgerichtshof entschieden habe, dass nur § 1 4^o § 2 Absatz 2 § 4 und § 6 auf die Kläger zuträfen, wolle sich der Ministerrat bei der Behandlung der Begründetheit des im übrigen unzulässigen Klagegrunds auf diese vier Bestimmungen beschränken.

In bezug auf Artikel 3 § 1 4^o des königlichen Erlasses Nr. 143, durch Artikel 17 des angefochtenen Gesetzes abgeändert, weist der Ministerrat darauf hin, dass der Schiedsgerichtshof in dessen Urteil vom 13. Juli 1989 erkannt habe, dass der Gesetzgeber die Transparenz des Sektors und die Kontrolle der Identität der Teilhaber sowie der inneren Struktur der um eine Intervention der Krankenversicherung ersuchenden Laboratorien erstrebe. Der Ministerrat ist der Ansicht, dass auch wenn die Aktien dieser Laboratorien satzungsgemäss Namensaktien seien, dieses Streben nach Transparenz in Anbetracht der Rechtsform der Aktiengesellschaft nicht verwirklicht werden könne.

Artikel 3 § 2 Absatz 2 und § 4 des königlichen Erlasses Nr. 143, durch Artikel 17 des angefochtenen Gesetzes abgeändert, entspreche — dem Ministerrat zufolge — zwei grundsätzlichen Bemühungen: dem vorgenannten Streben nach Transparenz und dem Verbot von Bindungen zwischen den Laboratorien und Dritten. Der Ministerrat hält den Klagegrund für unzulässig, indem das für juristische Personen geltende Verbot mehrerer Niederlassungen kritisiert werde; dieses Verbot sei im Gesetz vom 6. Juli 1989 enthalten, gegen welches die vorliegende Klage nicht gerichtet sei. Der Ministerrat ist der Meinung, dass eine unterschiedliche Behandlung unterschiedlicher Situationen keine Diskriminierung sei und die Betriebsstruktur von Krankenhäusern sich in mehrfacher Hinsicht von derjenigen der nicht krankenhausbundenen Laboratorien unterscheide. Wenn trotzdem von Diskriminierung die Rede sein könnte, so basierte sie — dem Ministerrat zufolge — auf erheblichen Ausgangspunkten, die mit dem vom Gesetzgeber ins Auge gefassten Zielsetzungen zusammenhingen. Die im Bereich der nicht krankenhausbundenen Laboratorien getätigten Gewinne würden zu Zwecken, die dem Gemeinwohl zugute kämen, neu investiert, wie es im Bereich der Krankenhauslaboratorien der Fall sei, wo die Gewinne in nicht gewinnträchtige Strukturen neu investiert und zur Sicherung des Finanzgleichgewichts der Krankenhäuser verwendet würden. Ausserdem ziele die in Artikel 26 des Gesetzes enthaltene Regelung der Teilpauschale darauf ab, dem Überkonsum im Krankenhausbereich teilweise entgegenzutreten; wenn die Vorschrift sich als unzureichend erweise, verfügten die Behörden im Gesetz vom 7. August 1987 über bedeutende Mittel, die Krankenhäuser zu kontrollieren. Das angefochtene Gesetz sei daher nicht darauf gerichtet, dem Ungleichgewicht bei der Kontrolle durch die Verwaltung zugunsten der nicht krankenhausbundenen Laboratorien ein Ende zu setzen. Der Ministerrat weist darauf hin, dass die ausserhalb eines Universitätskrankenhauses gelegenen Universitätslaboratorien eine rein wissenschaftliche Aufgabe hätten, was die Gefahr des Überkonsums ausschliesse.

Überflüssigerweise betont der Ministerrat die den Behörden zur Verfügung stehenden Mittel zur Kontrolle der Staatsuniversitäten und der freien Universitäten.

Bezüglich der den Biologen auferlegten Verpflichtung, Teilhaber der Laboratorien zu sein, macht der Ministerrat geltend, dass diese Verpflichtung an sich den Krankenhauslaboratorien nicht aufgrund der Eigenschaft der betreibenden Person auferlegt werden könne; vielmehr gebe es innerhalb der Krankenhausstrukturen eine Kontrolle der Tätigkeit des Krankenhausbiologen.

Der Ministerrat ist der Ansicht, es gebe keine Diskriminierung zwischen nicht krankenhausbundenen Laboratorien und Krankenhauslaboratorien, wenn es um das Verbot des Betriebes mehrerer Laboratorien gehe.

Was Artikel 3 § 6 des königlichen Erlasses Nr. 143 betrifft, ruft der Ministerrat das Urteil des Hofes im Verfahren auf einstweilige Aufhebung in Erinnerung, in dem der Klagegrund wegen Ungenauigkeit für unzulässig erklärt wurde. Subsidiär weist der Ministerrat auf den Zweck der Bestimmung hin, der darin bestehe, angesichts des Bewirtschafters des Laboratoriums ein Unterordnungsverhältnis aufzuerlegen, um seine Verantwortung gegenüber seinen Angestellten und Untergebenen zu stärken. In Anbetracht der Betriebsorganisation der Krankenhaus- und Universitätslaboratorien habe diese Regelung nicht auf sie zutreffen müssen, zumal die von der angefochtenen Massnahme betroffenen und im Krankenhausbereich tätigen Personen notwendigerweise aufgrund eines Arbeitsvertrags beschäftigt würden.

A.2.4. Da die gegen Artikel 17 vorgebrachten Klagegründe abgelehnt worden seien und dieser Artikel mit Artikel 24 zusammenhänge, kommt der Ministerrat zu dem Schluss, dass die Klage gegen Artikel 24 zurückzuweisen sei.

A.2.5. Der Ministerrat ist der Meinung, die Beauftragung des Königs in Artikel 25 des Programmgesetzes schaffe keine Diskriminierung unter den Laboratorien. Wenn der Erlass eine solche Diskriminierung beinhaltet, unterläge diese der Zuständigkeit des Staatsrats, nicht aber des Schiedsgerichtshofes.

A.2.6. Das gleiche gelte für Artikel 26. Sehr subsidiär erwähnt der Ministerrat die in der Begründungsschrift enthaltene Rechtfertigung der Beschränkung der Pauschalvergütung für Leistungen klinischer Biologie in Krankenhauslaboratorien. Anschliessend erinnert der Ministerrat daran, dass die Krankenhäuser die von ihnen getätigten Erträge von einer jeglichen Gewinnzweck ausschliessenden Perspektive heraus in verlustreiche Aktivitäten investiert würden. Schliesslich bestreitet der Ministerrat — weiterhin subsidiär — das Interesse der Kläger daran, eine Bestimmung zu kritisieren, die eine teilweise Zahlung pro Leistung und keine Pauschalvergütung vorsehe, da für sie die Leistungszahlung völlig erhalten bleibe.

A.2.7. Der Ministerrat ist der Ansicht, dass Artikel 27 des Programmgesetzes an sich keine Diskriminierung enthalte.

A.2.8. In bezug auf Artikel 28 des Programmgesetzes erinnert der Ministerrat an das Urteil vom 13. Juli 1989, in dem auf Unzuständigkeit des Hofes erkannt wurde. Der Ministerrat fügt hinzu, dass die eventuelle Diskriminierung im Gesetz, das nur Leistungen klinischer Biologie an nicht hospitalisierte Berechtigte bezwecke, in den Bestimmungen zur Finanzierung der Krankenhäuser und Krankenhausbetten ihre Berechtigung finde. Der Ministerrat ist schliesslich der Meinung, dass die erhobene Beschwerde rein hypothetisch sei, denn wenn die eingeführten Mechanismen ordentlich funktionierten, dürfte es keine Haushaltsüberschreitung geben.

Der Ministerrat konkludiert, dass die Kläger kein Interesse daran hätten, Artikel 29 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 anzufechten.

A.3.1. In ihrem Schriftsatz skizziert die Firma Biorim zuerst die Entwicklung der Gesetzgebung bezüglich der klinischen Biologie. Die Firma präzisiert anschliessend den Umfang und die Tragweite, die der Ministerrat Artikel 1 bis der Verfassung — Nichtdiskriminierung ideologischer und philosophischer Art — einräume, im Widerspruch zum Wortlaut des Artikels, zu den parlamentarischen Vorarbeiten, der Rechtslehre sowie der Rechtsprechung stehe.

Anschliessend behandelt die Firma Biorim die Klage, zuerst allgemein und dann pro Klagegrund.

Sie behandelt zuerst den erstrebten Zweck und hält das Streben nach Erhaltung des Finanzgleichgewichts des Sozialversicherungssystems und nach einer Beschränkung der Erhöhung der Ausgaben für klinische Biologie für rechtmässig unter der Voraussetzung, dass der angeführte Überkonsum als Ausgangspunkt feststehe. In dieser Hinsicht könnten Daten nur von der Gegenpartei beigebracht werden, die — so die Klägerin — explizit anerkenne, dass auch in Krankenhäusern Überkonsum existiere. Dennoch werde den Krankenhäusern eine günstigere Behandlung zuteil.

Die Klägerin prüft anschliessend die Verhältnismässigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem erstrebten Zweck.

Die Klägerin ist der Meinung, die Massnahmen seien falsch orientiert, da der Überkonsum von den die Analysen verschreibenden Ärzten, nicht aber von den die Vorschriften ausführenden Laboratorien verursacht werde.

In den Artikeln 17, 25 und 28 des Programmgesetzes habe der Gesetzgeber daher — der Klägerin zufolge — offensichtlich die Grenzen des Vernünftigen, des Angemessenen und des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes überschritten. Ausserdem habe der Gesetzgeber offenbar die zweifache Verfassungsvorschrift der Behandlungsgleichheit und des Diskriminierungsverbots verletzt. Während der Gesetzgeber von einer *Petitio principii* ausgegangen sei — das Bestehen des medizinischen Überkonsums hinsichtlich der klinischen Biologie, sowohl in den Krankenhaus- und Universitätslaboratorien als auch in den Laboratorien, privatrechtlichen juristischen Personen —, bezweckten die ergriffenen Massnahmen nur letztere, während die frühere Gesetzgebung die Bekämpfung von Missbräuchen ermöglicht habe und die Krankenhauslaboratorien, die Universitätslaboratorien oder die von der öffentlichen Hand betriebenen Laboratorien, auf die sich dennoch Artikel 17 des Programmgesetzes beziehe, keinerlei Einschränkung oder Kontrolle unterworfen seien.

Die Klägerin ficht die These des Ministerrats an, der den medizinischen Überkonsum in den Krankenhauslaboratorien, den Universitätslaboratorien oder den von der öffentlichen Hand betriebenen Laboratorien im Namen des allgemeinen Interesses gestehe; sie ist der Ansicht, der medizinische Überkonsum könne auf keiner rechtmässigen Grundlage gestattet bzw. gerechtfertigt werden.

A.3.2. Die Klägerin erläutert anschliessend ihren ersten Klagegrund und beschränkt sich dabei auf jene Bestimmungen, angesichts deren der Hof die Klage für zulässig erklärt hat.

Bezüglich der Verpflichtung hinsichtlich der Rechtsform der Gesellschaft und der Eigenschaft der Betreiber (Artikel 3 § 1 4^o des königlichen Erlasses Nr. 143 vom 30. Dezember 1982, so wie abgeändert durch Artikel 17 des Programmgesetzes) ist die Klägerin der Ansicht, dass das Streben nach einer gewissen Transparenz innerhalb der privaten Laboratorien zwar ein rechtmässiges Ziel darstellen könne, aber es gebe keine angemessene Verhältnismässigkeit zwischen den auferlegten Massnahmen und der Zielsetzung des Gesetzes. Die Klägerin fragt sich in erster Linie, welchen Zusammenhang es gebe zwischen der Verpflichtung zur Transparenz, die nur den privaten Laboratorien auferlegt werde, und der Zielsetzung des Gesetzes, die nämlich darin bestehe, die Ausgaben für klinische Biologie für alle hospitalisierten oder nicht hospitalisierten Berechtigten zu beherrschen. Die Klägerin ist ausserdem der Ansicht, dass die gestellten Anforderungen nicht mit der Zielsetzung der Aufhebung des eventuellen medizinischen Überkonsums zusammenhängen. Subsidiär stünden diese Anforderungen in keinem angemessenen Verhältnis zum erstrebten Ziel, weil eine bürgerlich-rechtliche Gesellschaft immer noch Gewinne erzielen könne und weil hier nicht nachgewiesen sei, wodurch diese Anforderungen einem eventuellen Überkonsum entgegengetreten würden. Mehr subsidiär hätte der Gesetzgeber — der Klägerin zufolge — im Hinblick auf diese Bemühungen um Transparenz gleichwertige Massnahmen ergreifen müssen, die dem Sektor der Krankenhauslaboratorien, Universitätslaboratorien oder von der öffentlichen Hand betriebenen Laboratorien angepasst wären.

Bezüglich der den Biologen auferlegten Verpflichtung, Teilhaber der Gesellschaft zu sein, fügt die Klägerin Biorim den bereits geäusserten Beschwerden hinzu, dass die Massnahme das angestrebte Ziel der Untersagung von Bindungen zu Dritten nicht erreiche. Die Bemühung um Transparenz werde dadurch verwirklicht, aber der Verhältnismässigkeitsgrundsatz werde dabei nicht beachtet; eine weniger aufwendige Massnahme — die Verpflichtung für die Leistungen erbringenden Biologen, sich auszuweisen — hätte genügt. Ausserdem gebe es keinen auf einem Unterschied zwischen den Laboratorien beruhenden Grund dafür, diese Massnahme nur den privaten Laboratorien aufzuerlegen. Schliesslich weist die Klägerin hinsichtlich der Beteiligung der Krankenhausbiologen an der Laboratoriumsverwaltung über den Medizinischen Rat darauf hin, dass dieser Rat nur über krankenhauserne Zuständigkeiten verfüge und ihm nur einige Krankenhausärzte angehörten.

Was die Bedingungen bezüglich der Gesellschaften betrifft, erörtert die Klägerin jede einzelne Bestimmung.

Die Klägerin beendet die Darlegung des ersten Klagegrunds, indem sie daran erinnert, dass die Krankenhauslaboratorien, obwohl sie unter den Anwendungsbereich des Artikels 17 des Programmgesetzes fielen und zu medizinischem Überkonsum Anlass gäben, keinen einschränkenden Massnahmen unterworfen würden, während sie ähnliche Dienstleistungen wie die Klägerin erbrächten. Das Diskriminierende an der Rechtsregelung komme noch deutlich zum Ausdruck, wenn diese Laboratorien keine Leistungen für hospitalisierte, sondern für ambulante Patienten erbrächten.

A.3.3. Die Klägerin Biorim erläutert anschliessend den zweiten Klagegrund. Sie ist der Ansicht, dass Artikel 25 des Programmgesetzes eine Diskriminierung beinhalte, die von der Eigenschaft des — hospitalisierten oder nicht hospitalisierten — Leistungsberechtigten abhängt. Die Klägerin ist der Meinung, dass die Massnahme, die als eine Sanktion zu betrachten sei, in keinem Zusammenhang zum Ziel des Gesetzes — Verhinderung des medizinischen Überkonsums — stehe und zur Bestrafung der genannten tadelnswerten Verhaltensweisen bereits andere Massnahmen existierten. Darüber hinaus hält die Klägerin diese Massnahme für unangebracht im Hinblick auf das einzige Ziel, das der Gesetzgeber verfolgen könne, weil diese dazu führen würde, dass die Berechtigten sich an ein anderes Laboratorium wenden würden. Angenommen, die Massnahme sei angebracht und stehe im unmittelbaren Zusammenhang mit dem erstrebten Ziel, so müssen sie sich — der Klägerin zufolge — auf die hospitalisierten Berechtigten ausdehnen.

A.3.4. Die Klägerin erläutert dann den dritten Klagegrund. Sie ist an erster Stelle der Meinung, es sei unbedingt notwendig, dass die Gegenpartei — denn nur diese sei in der Lage, die Auskünfte zu erteilen — den genauen Anteil angebe, über den die Krankenhauslaboratorien für Leistungen für sowohl hospitalisierte als auch nicht hospitalisierte Berechtigte verfügten. Diese Angaben könnten vielleicht erklären, warum für die nicht hospitalisierten Berechtigten der Haushalt nicht überschritten werden dürfte, während sie 55 % des Gesamthaushalts zugewiesen bekämen und der Minister für Soziales zugebe, dass auf die nicht krankenhausbundenen Laboratorien zwei Drittel des Umsatzes entfielen.

In ihrer Darlegung des ersten Teils des Klagegrunds äussert die Klägerin die Meinung, dass die unterschiedliche Behandlung je nach der Eigenschaft der Leistungsberechtigten weder billigerweise noch vernünftigerweise in der Zielsetzung des Gesetzes — Verhinderung des Überkonsums — eine Rechtfertigung finden könne, weil die Gegenpartei nämlich anerkenne, dass es auch in den Krankenhäusern Überkonsum gebe.

In ihrer Darlegung des zweiten Teils des Klagegrunds betont die Klägerin ebenfalls die Diskriminierung bei der Rückerstattungsregelung für Leistungen für hospitalisierte Berechtigte gegenüber nicht hospitalisierten Berechtigten, wodurch an den privaten Laboratorien, die nur Leistungen für nicht hospitalisierte Berechtigte erbrächten, enorme Anforderungen gestellt würden. Die Klägerin weist darauf hin, dass die Bestimmung nicht geeignet sei, die Zielsetzung des Gesetzes — d.h. die finanzielle Sanierung der klinischen Biologie — zu verwirklichen, weil die Anzahl und der Umfang der von den Ärzten verschriebenen Analysen nicht auf die Laboratorien zurückzuführen seien. Bei dieser Diskriminierung liege — der Klägerin zufolge — eine Verletzung des Artikels 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vor, weil den Laboratorien, die Leistungen klinischer Biologie für nicht hospitalisierte Berechtigte erbrächten, entgegen dem Gesetz und den allgemeinen Grundsätzen des internationalen Rechts ihr Eigentum genommen werden könnte und somit dem Respekt vor ihren Gütern Abbruch getan werde.

44.1. Nachdem die Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 141 die Verfahrenslage und den Inhalt des Urteils des Schiedsgerichtshofes vom 13. Juli 1989 zur teilweisen einstweiligen Aufhebung der angefochtenen Bestimmungen in Erinnerung gerufen haben, behaupten sie in ihrem Schriftsatz, dass,

— insofern der einzige Klagegrund auf Artikel 6 der Verfassung beruhe, sie auch ohne Anführung des Artikels 6bis die Nichtigerklärung von Gesetzesbestimmungen forderten, die — ohne jegliche objektive und vernünftige Begründung — angesichts der Kläger eine Ungleichheit bezüglich der Anwendung der Vereinigungsfreiheit ins Leben riefen und daher eine Verletzung des verfassungsmässigen Diskriminierungsverbots darstellten;

— nötigenfalls die Verletzung des Artikels 6bis gemäss Artikel 85 des Sondergesetzes über den Schiedsgerichtshof als neuer Klagegrund geltend gemacht werde.

Die klagenden Parteien lehnen die These des Ministerrats ab, nach dem der Gleichheitsgrundsatz sehr einschränkend auszulegen sei, und befürworten die im Urteil vom 13. Juni 1989 zu Punkt B4.5.b. enthaltene Formulierung des Gleichheitsgrundsatzes.

Anschliessend gehen die klagenden Parteien ausführlich auf die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmungen ein. In bezug auf Artikel 17 des Programmgesetzes weisen sie darauf hin, dass nicht eine objektive und vernünftige Begründung dessen, was bereits im ursprünglichen Wortlaut des Artikels 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 vorgesehen sei, gesucht werden müsse, sondern vielmehr der Änderungen desselben und der Ungleichheiten, die diese Änderungen zwischen den verschiedenen Arten von Betriebsformen eines Laboratoriums für klinische Biologie im Hinblick auf die Interventionen der Krankenversicherung herbeiführten.

Diese Änderungen am königlichen Erlass Nr. 143 basierten offensichtlich hauptsächlich auf der These, dass das finanzielle Ungleichgewicht des Systems der Krankenversicherung auf « die chaotische Entwicklung der kaufmännischen Praktiken gewisser privater Laboratorien, die — unabhängig vom Gesundheitssektor — zuungunsten der eigentlichen Gesundheitspflege übermässige Gewinne erstreben », zurückzuführen sei.

Diese Behauptung werde — so die klagenden Parteien — nicht durch den Hinweis auf Feststellungen von Beamten, die kraft Artikel 8 des königlichen Erlasses Nr. 143 ernannt worden seien, und aus denen hervorgehen würde, dass die in diesem königlichen Erlass vorgeschriebenen Bedingungen nicht von den bezeichneten privaten Laboratorien eingehalten würden, unterstützt.

Daraus sei zu schliessen, dass in Anbetracht dessen, dass nirgends eine objektive Analyse der in Protokollen oder Strafurteilen festgehaltenen Übertretungen des königlichen Erlasses Nr. 143 gemacht worden sei, die durch Artikel 17 des Programmgesetzes in Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 eingefügten und mit dieser Nichtigkeitsklage angefochtenen Ungleichheiten keine objektive und vernünftige Begründung hätten und die Änderungen des ursprünglichen Artikels 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 speziell darauf abzielten, diese Ungleichheiten zugunsten derjenigen zustande zu bringen, die dadurch bevorrechtigt würden; dabei handele es sich namentlich um die im neuen Artikel 3 § 1, 5° und 6° bezeichneten Bewirtschafter sowie um die in Artikel 3 § 5 3° Absatz 3 genannten Krankenkassen.

Die Artikel 25 bis 29 des Programmgesetzes beruhen ebenfalls auf demselben Axiom, das die privaten Laboratorien für klinische Biologie missbrauchten, um zuungunsten der eigentlichen Gesundheitspflege übermässige Gewinne zu erstreben, so dass sie zum Finanzungleichgewicht des Systems beitragen; vergebens werde eine deutliche Begründung gesucht, die es erlauben würde, festzustellen, dass es für jeden der betroffenen Artikel eine objektive und vernünftige Rechtfertigung gäbe.

44.2. Anschliessend prüfen die klagenden Parteien den Klagegrund pro Artikel des Programmgesetzes. Zuerst untersuchen sie Artikel 17 des Programmgesetzes, durch den Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 abgeändert wird.

Angesichts des Artikels 3 § 4° ersuchen der erste und der vierte Kläger den Hof, festzustellen, dass der Abschluss der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft, deren Aktien laut Satzung alle Namensaktien sein müssten, keine objektiv und vernünftigerweise vertretbare Einschränkung und infolgedessen Verletzung der allen Belgiern normalerweise verfassungsmässig zugesicherten Vereinigungsfreiheit darstelle; eine derartige Antastung eines durch die Artikel 6 und 6bis der Verfassung geschützten Grundrechts stehe in keinem Verhältnis zum erstrebten Ziel.

Der vom Ministerrat gemachte Vergleich mit der in Frankreich bestehenden Gesetzgebung sei nicht stichhaltig. Die französische Gesetzgebung ermögliche es nämlich Aktiengesellschaften, deren Aktien Namensaktien seien, ein Laboratorium für klinische Biologie zu betreiben.

In bezug auf Artikel 3 § 2 Absatz 2 und Artikel 3 § 4 behauptet die klagende Partei einerseits, dass die vom Ministerrat zugegebenen Ungleichheiten, die diese Bestimmungen ins Leben riefen, nicht nur auf der Ebene der Bewirtschafter eines Laboratoriums bestünden, sondern ebenfalls auf der Ebene derjenigen, die in diesen Laboratorien Leistungen klinischer Biologie erbrächten, und andererseits, dass der Hinweis des Ministerrats auf die Rechtsprechung des Staatsrats sowie auf die Krankenhausstrukturen, die sich weitgehend von den Strukturen der nicht krankenhausegebundenen Laboratorien unterschieden, nicht akzeptiert werden könne.

Die Rechtsprechung des Staatsrats, auf die Bezug genommen werde, betreffe eine Problematik, die Gegenstand der angefochtenen Gesetzbestimmungen sei, während es mindestens durchaus fraglich sei, dass die geltenden Vorschriften bezüglich der Krankenhäuser es erlaubten, den in den Laboratorien dieser Krankenhäuser festgestellten Überkonsum zu verhindern bzw. zu bestrafen.

Die Kläger nehmen dann ausdrücklich und ausführlich die in ihrer Klageschrift genannten und in diesen Gesetzesbestimmungen enthaltenen Verstösse gegen den Gleichheitsgrundsatz wieder auf, die weder objektiv noch vernünftigerweise vertretbar seien und daher eine Diskriminierung darstellten, denn sie gälten nicht angesichts der in Artikel 3 § 1 5° bezeichneten natürlichen und juristischen Personen, der in Artikel 3 § 1 6° bezeichneten Universitätsanstalten und Behörden und der Personen, die in den von ihnen betriebenen Laboratorien Leistungen klinischer Biologie erbrächten, die zur Intervention der Krankenversicherung berechtigten.

Artikel 3 § 5 3° Absatz 3 räume den Krankenkassen ein Vorrecht ein, indem er es ihnen ermögliche, ihre schon weit verzweigten Strukturen zu verwenden, um ohne jegliche Einschränkung Laboratorien für klinische Biologie zu betreiben.

Durch diese Bestimmung könnten die Krankenkassen ihre bisherigen Beteiligungen an ausserhalb ihrer Krankenhäuser funktionierenden Laboratorien vergrössern oder wenigstens doch sichern, ohne dabei gehindert zu werden durch das Verbot, nur ein einziges Laboratorium zu betreiben und sich an anderen juristischen Personen zu beteiligen, usw.

Artikel 24 des Programmgesetzes sei mit Artikel 17 untrennbar verbunden.

Artikel 25 verletze den Gleichheitsgrundsatz, weil, obwohl bei der Ausführung des vormaligen Artikels 34quater eine allgemeingültige Regelung in bezug auf das Drittzahlersystem durch den königlichen Erlass vom 10. Oktober 1988 ausgearbeitet worden sei, der Gesetzgeber bewusst diskriminierend für unter anderen die von der vierten und fünften Klägerin betriebenen Laboratorien hinsichtlich der dort vom ersten, zweiten und dritten Kläger für nicht hospitalisierte Berechtigte erbrachten Leistungen eine Ausnahmeregelung ermögliche, die weder durch die Zielsetzung des Gesetzes (d.h. finanzielle Sanierung der Krankenversicherung), noch durch die Art der Leistungen (hospitalisierten Patienten werden die gleichen Leistungen erteilt) gerechtfertigt werden könne.

Die Artikel 26, 27 und 28 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 führten ein doppeltes Haushaltssystem ein, das — den Klägern zufolge — den gesetzlichen Rahmen bilde, der entgegen den Artikeln 6 und 6bis der Verfassung auf verschiedenen Ebenen Diskriminierungen ins Leben rufe und für bestimmte Bewirtschafter von Laboratorien für klinische Biologie Möglichkeiten der Manipulation eröffne.

Dabei sei darauf hinzuweisen, dass das so ausgebaute Doppelhaushaltssystem es den in Artikel 3 § 1 5^o und 6^o des königlichen Erlasses Nr. 143 bezeichneten Bewirtschaftern von Laboratorien erlaube, unter anderem je nach dem Tag der Krankenhausaufnahme des Patienten Leistungen klinischer Biologie dem einen bzw. dem anderen Teilhaushalt anzurechnen.

Der Ministerrat versuche in seinem Schriftsatz vergebens, die durch die Artikel 26, 27 und 28 des Programmgesetzes ins Leben gerufenen Diskriminierungen dadurch zu rechtfertigen, dass er behaupte, dass im Krankenhausbereich die in den Laboratorien für klinische Biologie getätigten Gewinne in verlustreiche Aktivitäten des Krankenhauses neu investiert würden.

Dieses Argument sei völlig falsch, weil infolge des am 20. Juni 1988 zwischen Ärzten und Krankenkassen geschlossenen Abkommens Ausgleichs ausserhalb der klinischen Biologie zur besseren Honorierung schwerer medizinischer Tätigkeiten im Krankenhaus eingeführt worden seien, wobei die Defizite früher durch die gesamten Einnahmen der Krankenhauslaboratorien gedeckt worden seien.

Das System, wie es durch das Gesetz nach Massgabe der Durchführungserlasse ausgearbeitet worden sei, führe dazu, dass für die grossen Laboratorien bis 90 % der eingenommenen Beträge zurückgefordert werden könnten, ohne dass ihnen irgendein Fehler durch Überschreitung des Haushalts unterstellt werden soll. Die grossen Laboratorien, die hauptsächlich aus dem Haushalt für die nicht hospitalisierten Patienten ihre Vergütung erhielten, befänden sich somit in einer viel ungünstigeren Position als die Krankenhauslaboratorien.

A.5.1. In ihrem Schriftsatz erörtern die Kläger NEW-LAREM Namur und andere zuerst die Verfahrenslage und den Grundsatz der Behandlungsgleichheit; anschliessend untersuchen sie die « ratio legis » der angefochtenen Bestimmungen und bestreiten in mancherlei Hinsicht die Thesen des Ministerrats:

— Die Ahndung von Missbräuchen in den Laboratorien für klinische Biologie. Entweder seien diese Missbräuche festgestellt worden und könnten somit Strafmassnahmen getroffen werden; die angefochtenen Bestimmungen seien ausserdem nicht geeignet, diesen Missbräuchen ein Ende zu setzen und stünden daher in keinem Zusammenhang mit dem erstrebten Ziel. Oder die Missbräuche seien nicht festgestellt worden, und dann ist das erstrebte Ziel auch nicht rechtmässig.

— Die Bindungen zu Dritten: neben den Bemerkungen über die Missbräuche, die identisch seien, halten die Kläger diese Bindungen für unerlässlich, um die Aktivitäten optimal zu erfüllen, und das Argument für unrichtig wegen des Prinzips der Pauschalrückvergütung der Leistungen.

— Bezüglich der Schwierigkeit, die Bewirtschafter von Laboratorien zu bestrafen, sind die Kläger der Ansicht, anhand bestehender Bestimmungen könnten Missbräuche von Ausführenden bestraft werden und es genüge, die Strafmassnahmen auf die Bewirtschafter auszudehnen, ohne dazu eine völlig diskriminierende Regelung einzuführen.

— Die Kläger behaupten, die Zielsetzung, den Gesundheitssektor dem Bereich des Gewinnzwecks fernzuhalten, werde nicht einheitlich angestrebt; der Ministerrat nehme in mancherlei Hinsicht einen finanziell unrealistischen Standpunkt ein.

Die Kläger behaupten ferner, dass der Ministerrat anerkenne, dass es in den Krankenhäusern noch medizinischen Überkonsum gebe und die bestehenden Sanierungsvorschriften konkret nicht ausreichen. In dieser Hinsicht böten die Krankenkassen genausowenig Garantien wie die Krankenhäuser und genössen ausserdem zahlreiche Vorrechte; sie könnten entscheiden, Laboratorien von der Drittzahlerregelung auszuschliessen. Sie fielen nicht unter die Anwendung der den privaten, nicht krankenhausbundenen Laboratorien durch das Programmgesetz vom 30. Dezember 1988 auferlegten Anforderungen.

Die Kläger bestreiten anschliessend die Zusammenhänge, die der Ministerrat zwischen bestimmten Urteilen des Staatsrats und vorliegender Rechtssache sehe.

A.5.2. In ihren Schlussbemerkungen kommen die Kläger auf einige angefochtene Bestimmungen zurück:

— Bezüglich des Artikels 3 § 1 4^o des königlichen Erlasses Nr. 143 behaupten die Kläger, dass mit anderen Massnahmen ein ähnliches Ziel hätte erreicht werden können, weshalb es keine angemessene Verhältnismässigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem erstrebten Ziel gebe, zumal die eingeführte Bestimmung dazu führe, dass gewissen Laboratorien der Zugang zu verschiedenen Finanzierungsformen verweigert werde.

— Bezüglich des Artikels 34^{quater} des Gesetzes vom 19. August 1963 weisen die Kläger auf das Vorliegen einer Diskriminierung der Laboratorien, für die die Drittzahlerregelung gelte, gegenüber den anderen Laboratorien hin, weil die Gewährung oder Aberkennung der Drittzahlerregelung aufgrund von Kriterien erfolge, die der König frei festlegen könne und die Krankenkassen, auf deren Vorrechte hingewiesen worden sei, frei anwenden könnten. Die Kläger betonen auch die Diskriminierung unter den Berechtigten, deren Freiheit, die Leistungserbringer zu wählen, je nach den Entscheidungen der Versicherungsanstalten eingeschränkt werde.

— Bezüglich des Artikels 34^{undecies} des Gesetzes vom 9. August 1963 bestreiten die Kläger, dass die eventuelle Diskriminierung auf das Bestehen der Teilpauschale für Leistungen klinischer Biologie für hospitalisierte Berechtigte zurückzuführen wäre. Die einzige von ihnen angenommene Alternative bestünde in der Einführung eines landesweiten Gesamthaushalts. Die Pauschalregelung könne nicht als Pendant zur Rückforderungsregel betrachtet werden, weil die Pauschalregelung in der Verpflichtung bestehe, unter vorher pauschal festgelegten Bedingungen ein Budget zu bezahlen, und eine Planung der Geldmittel erlaube, während die Rückforderungsregelung im nachhinein aufgrund eines zum Zeitpunkt der Leistung per definitionem unvorhersehbaren Budgets funktioniere.

Die Kläger bemühen sich anschliessend darzulegen, dass das grundsätzlich ungleiche System zwangsläufig zu diskriminierenden Anwendungen führe; dies erläutern sie anhand des Durchführungserlasses und dadurch, dass sie betonen, dass Krankenhauslaboratorien, die für hospitalisierte Berechtigte pauschal und für ambulante Berechtigte pro Leistung vergütet würden, möglicherweise geneigt wären, Leistungen zu übertragen.

1. Die Tragweite der Artikel 6 und 6bis der Verfassung

B.1.1. Die klagenden Parteien stützen ihre Klage auf die Verletzung des Artikels 6 der Verfassung (in den drei Sachen) und auf Artikel 6bis der Verfassung (in der Sache Nr. 140); sie behaupten, dass die angefochtenen Bestimmungen eine ernsthafte Ungleichheit zwischen den verschiedenen Kategorien von Bewirtschaftern von Laboratorien für klinische Biologie zustande bringe, die weder mit dem gesetzmässig erstrebten Zweck zusammenhänge, noch durch objektive Fakten gerechtfertigt sei.

B.1.2. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, dass Artikel 6bis der Verfassung nur Diskriminierungen aus ideologischen und philosophischen Gründen verbieten würde. Er schliesst daraus, dass die von einigen Klägern aus der Verletzung des Artikels 6bis der Verfassung hergeleiteten Klagegründe keine faktische Grundlage hätten, weil die von ihnen angeführte Diskriminierung nicht mit ihrer Überzeugung zusammenhänge.

Artikel 6bis der Verfassung besagt folgendes :

« Der den Belgiern zuerkannte Genuss der Rechte und Freiheiten muss ohne Diskriminierung gewährleistet werden. Zu diesem Zweck werden insbesondere die Rechte und Freiheiten der ideologischen und philosophischen Minderheiten durch Gesetze und Dekrete garantiert. »

In ihrem ersten Teil besitzt diese Bestimmung eine allgemeine Tragweite und untersagt jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Herkunft. Die Verfassungsvorschrift des Diskriminierungsverbots gilt im Hinblick auf alle den Belgiern zuerkannten Rechte und Freiheiten.

Die These des Ministerrats kann nicht angenommen werden.

B.1.3. Die verfassungsmässigen Regeln der Gleichheit der Belgier vor dem Gesetz und des Diskriminierungsverbots schliessen nicht aus, dass eine unterschiedliche Behandlung je nach bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit für das Kriterium der Unterscheidung eine objektive und angemessene Rechtfertigung vorliegt. Das Vorhandensein einer solchen Rechtfertigung muss im Zusammenhang mit dem Zweck und den Folgen der erwogenen Massnahme beurteilt werden; der Gleichheitsgrundsatz wird verletzt, wenn feststeht, dass keine angemessene Verhältnismässigkeit der verwendeten Mittel zum erstrebten Ziel vorliegt.

2. Bezüglich des Artikels 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

B.2.1. Alle klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Artikels 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988.

B.2.2. Der angefochtene Artikel 17 ersetzt Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 vom 30. Dezember 1982 zur Festlegung der von den Laboratorien zu erfüllenden Bedingungen im Hinblick auf die Intervention der Krankenversicherung für Leistungen klinischer Biologie, der durch das Gesetz vom 22. Januar 1985 abgeändert wurde, durch eine neue Bestimmung.

Den parlamentarischen Vorarbeiten des Gesetzes zufolge beruht diese Bestimmung auf der Erwägung, dass der Überkonsum der klinischen Biologie namentlich auf die zwischen den Laboratorien und Dritten — hauptsächlich Handelsgesellschaften — entstandenen Bindungen zurückzuführen ist, wobei diese Dritten einen Einfluss auf das verwendete Material, auf die angewandten Verfahren sowie auf die Beziehungen zu den Ärzten ausüben können.

B.2.3. Obwohl die klagenden Parteien die Nichtigerklärung des neuen Artikels 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 in seiner Gesamtheit beantragen, werden sie eigentlich nur von den folgenden Bestimmungen des vorgeannten Artikels 3 betroffen :

- § 1 4°;
- § 2 Abs. 2;
- § 4;
- § 6.

B.2.4. Artikel 3 § 1 4° bestimmt, dass die von einer privatrechtlichen juristischen Person betriebenen Gesellschaften bürgerlich-rechtliche Gesellschaften sein müssen, und zwar

a) in der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, einer offenen Handelsgesellschaft oder einer Genossenschaft, und

b) deren Gesellschafter, Geschäftsführer oder Verwalter ausschliesslich « eine oder mehrere Personen sind, die dazu ermächtigt sind, Leistungen klinischer Biologie zu erbringen, und in diesem Laboratorium tatsächlich solche Leistungen erbringen und keine verschreibenden Ärzte sind ».

B.2.5. Es steht dem nationalen Gesetzgeber zu, die Bedingungen festzulegen, die die Laboratorien im Hinblick auf die Intervention der Krankenversicherung für Leistungen klinischer Biologie zu erfüllen haben.

Diese Bestimmungen müssen nicht notwendigerweise für die verschiedenen Kategorien von Laboratorien gleich sein; sie können eine unterschiedliche Behandlung beinhalten, insofern in dieser Hinsicht eine objektive und angemessene Begründung vorliegt, wie zu B.1.3. erwähnt.

B.2.6. Die Bedingungen, die in Artikel 3 § 1 4° jenen Laboratorien für klinische Biologie, deren Bewirtschafter eine privatrechtliche juristische Person ist, auferlegt werden, gelten nicht für andere Kategorien von Laboratorien, etwa solche, die von Krankenhäusern, von Universitätsanstalten oder von der öffentlichen Hand betrieben werden.

Diese Unterscheidung beruht auf objektiven Kriterien infolge der unterschiedlichen Statuten, die die verschiedenen Kategorien von Laboratorien regeln.

Der Gesetzgeber darf es mit Recht für erforderlich halten, die von einer privatrechtlichen Gesellschaft betriebenen Laboratorien dazu zu verpflichten, die Form einer bürgerlich-rechtlichen Personengesellschaft anzunehmen, unter Ausschluss jeder anderen Gesellschaftsform.

Eine solche Bestimmung bezweckt im Hinblick auf die Bekämpfung des Überkonsums vor allem die Transparenz des Sektors und die Kontrolle der Identität der Gesellschafter sowie der inneren Struktur der Laboratorien, die die Intervention der Krankenversicherung in Anspruch nehmen wollen.

Die eingesetzten Mittel erlegen den bezeichneten Laboratorien keine Lasten auf, die sich dem an sich rechtmässigen Zweck unangemessen zeigen würden.

B.2.7. Den klagenden Parteien zufolge könne diese Zielsetzung auch mittels einer bürgerlich-rechtlichen Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft erreicht werden deren Aktien satzungsgemäss alle Namensaktien wären. Sie weisen ausserdem darauf hin, dass die in Artikel 3 § 1 4° festgelegten einschränkenden Bedingungen dazu führten, den privatrechtlichen Laboratorien gewisse Finanzierungstechniken zu untersagen.

Es steht dem Hof nicht zu, zu beurteilen, ob eine gesetzliche Massnahme zweckmässig oder gar wünschenswert ist. Es obliegt dem Gesetzgeber, zu bestimmen, welche Massnahmen er zum Erreichen der von ihm ins Auge gefassten Zielsetzung ergreifen soll. Die vom Hof vorzunehmende Prüfung der Übereinstimmung der Gesetze, Dekrete und Anordnungen mit den Artikeln 6 und 6bis der Verfassung bezieht sich auf die Objektivität der Unterscheidung, die Angemessenheit der Massnahmen in Anbetracht des verfolgten Zwecks und die Verhältnismässigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem verfolgten Zweck. Es steht dem Hof nicht zu, darüber hinaus zu untersuchen, ob sich die vom zuständigen Normgeber verfolgte Zielsetzung mit anderen gesetzlichen Massnahmen erfüllen lässt oder nicht.

B.2.8. Die von den klagenden Parteien vorgebrachten Klagegründe könnten also nicht zur beantragten Nichtigerklärung des Artikels 3 § 1 4° des königlichen Erlasses Nr. 143 führen.

B.2.9. Artikel 3 § 2 Absatz 2 bestimmt, dass, wenn ein Laboratorium gemäss § 1 2° oder 4° dieses Artikels betrieben wird, jede Person, die dort Leistungen klinischer Biologie erbringt, Teilhaber der dieses Laboratorium betreibenden Gesellschaft sein muss.

Aus der Bestimmung des Artikels 3 § 1 4° geht hervor, dass nur zur Erbringung von Leistungen klinischer Biologie ermächtigte Personen, die tatsächlich solche Leistungen im Laboratorium erbringen und keine verschreibenden Ärzte sind, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Verwalter des Laboratoriums sein können

Indem darüber hinaus allen Personen, die in einem solchen Laboratorium Leistungen klinischer Biologie erbringen, die Verpflichtung auferlegt wird, Teilhaber der Gesellschaft zu sein, schreibt der Gesetzgeber sowohl den Gesellschaften als auch diesen Personen eine Verpflichtung vor, die zwar mit dem verfolgten Zweck zusammenhängt, aber nichtsdestoweniger eindeutig in keinem Verhältnis zum selben Zweck steht, indem diese Bestimmung eine übertriebene Beeinträchtigung der Vereinigungsfreiheit darstellt.

Artikel 3 § 2 Absatz 2 beinhaltet daher eine Verletzung der Verfassungsvorschriften bezüglich der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots.

Da die klagenden Parteien nur insofern an der Nichtigerklärung des Artikels 3 § 2 Absatz 2 Interesse haben, als er sich auf die in Artikel 3 § 1 4^o genannten Laboratorien bezieht, wird die Nichtigerklärung auf die Wortfolge « oder 4^o » beschränkt.

B.2.10. Artikel 3 § 4 1^o erlegt den Gesellschaften, die ein in § 1 2^o oder 4^o bezeichnetes Laboratorium betreiben, die Verpflichtung auf, nur den Betrieb eines Laboratoriums zum Zweck zu haben; sie dürfen nur ein einziges Laboratorium betreiben.

Ohne die durch Artikel 10 des Programmgesetzes vom 6. Juli 1989 vorgenommene Hinzufügung eines in Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 143 eingefügten § 7 berücksichtigen zu müssen, der dem allgemeinen Grundsatz huldigt, nach dem ein Laboratorium sich nur an einem einzigen Niederlassungsort befinden kann, genügt die Feststellung, dass die durch Artikel 3 § 4 1^o auferlegten Bedingungen einen Zusammenhang mit dem vom Gesetzgeber verfolgten Zweck aufweisen und keine diesem Zweck unangemessene Last auferlegen. Die unterschiedliche Behandlung, die aufgrund des Artikels 3 § 4 1^o zwischen den in Artikel 3 § 1 4^o und den in Artikel 3 § 1 5^o und 6^o bezeichneten Laboratorien entstanden ist, findet ihre Rechtfertigung in der besonderen Struktur der verschiedenen Personen, die die besagten Laboratorien betreiben, und impliziert an sich keine Diskriminierung.

B.2.11. Artikel 3 § 4 2^o bestimmt folgendes:

« Die Gesellschaften, die ein in § 1 2^o oder 4^o dieses Artikels bezeichnetes Laboratorium betreiben, müssen folgende Bedingungen erfüllen:

...
2^o sie dürfen kein Mitglied oder Teilhaber einer anderen juristischen Person sein, weder unmittelbar noch mittelbar Titel, die Kapital vertreten oder nicht, in einer anderen Gesellschaft besitzen, noch ein Organ oder Mitglied eines Organs einer anderen juristischen Person oder Gesellschaft sein; sie dürfen keine Gesellschafter, Organe oder Mitglieder eines Organs einer anderen juristischen Person oder Gesellschaft vertreten; »

Die von dieser Bestimmung verfolgte Zielsetzung besteht darin, die Bindungen zwischen den bezeichneten Laboratorien und Dritten, insbesondere mit Handelsgesellschaften, deren Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar mit der Heilkunde zusammenhängt.

Auch wenn der Gesetzgeber mit Recht meinen kann, dieses Ziel verfolgen zu müssen, enthält die Bestimmung des Artikels 3 § 4 2^o, so wie sie formuliert worden ist, ein allgemeines und absolutes Verbot für die bezeichneten Gesellschaften, Mitglied oder Teilhaber irgendeiner anderen juristischen Person zu sein oder Titel in irgendeiner anderen Gesellschaft zu besitzen oder ein Organ bzw. die Mitglieder eines Organs irgendeiner anderen juristischen Person oder Gesellschaft zu vertreten.

Wegen der Allgemeinheit des ihnen auferlegten Verbots stellt Artikel 3 § 4 2^o eine exzessive Beeinträchtigung der Vereinigungsfreiheit der Gesellschaften, die Laboratorien betreiben, dar, während es nicht erwiesen ist, dass dieses Verbot unbedingt notwendig wäre, um den vom Gesetzgeber verfolgten Zweck zu verwirklichen. Die unterschiedliche Behandlung, die somit unter den Laboratorien zustande gebracht worden ist, entspricht nicht den Kriterien der Objektivität und Erheblichkeit, welche im Zusammenhang mit dem vom Gesetzgeber verfolgten Zweck beurteilt werden.

Artikel 3 § 4 2^o verletzt daher die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots, soweit er den in Artikel 3 § 1 4^o erwähnten Gesellschaften, die Laboratorien betreiben, generell jede Form der Vereinigung mit bzw. Beteiligung an anderen Unternehmensgruppen untersagt.

B.2.12. Artikel 3 § 4 3^o bestimmt folgendes:

« Die Gesellschaften, die ein in § 1 2^o oder 4^o dieses Artikels bezeichnetes Laboratorium betreiben, müssen folgende Bedingungen erfüllen:

...
3^o die Gesellschaften dürfen keine Mitglieder oder Teilhaber einer anderen juristischen Person sein, weder unmittelbar noch mittelbar Titel, die Kapital vertreten oder nicht, in einer anderen Gesellschaft besitzen, deren Zweck mit der Heilkunde — namentlich der Betrieb eines Laboratoriums für klinische Biologie, die Herstellung von Arzneimitteln, die Produktion oder Lieferung von medizinischen Apparaten oder Prothesen, die Lieferung oder der Betrieb von EDV-Erzeugnissen in bezug auf die Heilkunde — oder mit der Lieferung von Gütern oder Dienstleistungen an praktizierende Ärzte zusammenhängt. Sie dürfen keine Organe, Mitglieder von Organen oder Vertreter von einem oder mehreren Teilhabern, Organen oder Mitgliedern von Organen dieser juristischen Personen und Gesellschaften sein. Diese Bestimmungen können vom König ausserdem auf andere juristische Personen oder Gesellschaften ausgedehnt werden.

(...).

Diese Bestimmung, so wie sie formuliert worden ist, enthält ein allgemeines und absolutes Verbot für die Gesellschaften, Mitglied oder Teilhaber irgendeiner anderen juristischen Person zu sein; b) Titel in einer anderen Gesellschaft zu besitzen, deren Gesellschaftszweck mit der Heilkunde oder mit der Lieferung von Gütern oder Dienstleistungen an praktizierende Ärzte zusammenhängt, oder die Eigenschaft eines Organs zu besitzen oder ein Organ einer derartigen Gesellschaft zu vertreten.

Die Bestimmung des Artikels 3 § 4 3^o « in fine » ermöglicht es ausserdem dem König, diese Verbotbestimmungen auf irgendeine andere juristische Person oder Gesellschaft auszudehnen.

B.2.13. Die durch Artikel 3 § 4 3^o vorgesehene Massnahme erlegt den Gesellschaften bestimmter Kategorien von Laboratorien und deren Gesellschaftern übermässige Beschränkungen auf. Ihre Beteiligungsfreiheit wird wegen der Allgemeinheit des Verbots unverhältnismässig beeinträchtigt, ohne dass diese Massnahmen notwendig sind, um den verfolgten Zweck zu erreichen.

Artikel 3 § 4 3^o verletzt also die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots und muss insofern für nichtig erklärt werden, als er sich auf die in Artikel 3 § 1 4^o bezeichneten Laboratorien bezieht.

B.2.14. Die Bestimmungen des Artikels 3 § 4 4^o bis 6^o sind folgendermassen aufgefasst:

4^o die Gesellschafter können in den Hauptversammlungen nur durch Gesellschafter vertreten werden;

5^o die Geschäftsführer oder Verwalter der Gesellschaften können nur Gesellschafter sein. Diese können in den Verwaltungsorganen nur durch Gesellschafter vertreten werden;

6^o die Gesellschaften können keine anderen Güter erwerben als diejenigen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind; ».

Diese Bestimmungen erlegen Bedingungen auf, die in einem angemessenen Verhältnis zu dem vom Gesetzgeber verfolgten Zweck stehen. Sie beinhalten keine Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung; genauso wenig sind sie untrennbar mit den Bestimmungen des Artikels 3 § 4 2° und 3° verbunden. Es gibt also keinen Anlass zu ihrer Nichtigerklärung.

B.2.15. Artikel 3 § 4 7° bestimmt folgendes :

« 7° die in 1° bis 6° dieses Paragraphen enthaltenen Verpflichtungen sind in die Satzungen einzufügen. Die Satzung, das Verzeichnis der Gesellschafter, Geschäftsführer und Verwalter sowie die Abänderungen derselben sind gemäss dem vom König festzulegenden Verfahren dem für das Gesundheitswesen zuständigen Minister mitzuteilen. »

Diese Bestimmung ist untrennbar mit Artikel 3 § 4 2° und 3° verbunden und insofern für nichtig zu erklären, als sie sich auf die in 2° und 3° bezeichneten Verpflichtungen bezieht.

B.2.16. Artikel 3 § 6 des königlichen Erlasses Nr. 143 bestimmt folgendes :

« Wenn das Laboratorium gemäss § 1 ... 4° ... dieses Artikels betrieben wird, muss jede Person, die, ohne dort Leistungen klinischer Biologie zu erbringen, eine technische oder verwaltungsmässige Tätigkeit ausübt, durch welche sie an der Erlangung oder Mitteilung der Analyse klinischer Biologie beteiligt ist, durch einen Vertrag mit dem Bewirtschafter verbunden sein, so dass er seiner Amtsgewalt, Führung und Aufsicht untersteht.

Die Bedingungen der etwaigen Abweichungen von diesem Paragraphen für besondere, kurzfristige Aufgaben können vom König festgelegt werden. »

Der Umstand, dass die Bestimmung des Artikels 3 § 6 sich nur auf sieben der neun in Artikel 3 § 1 bezeichneten Kategorien von Laboratorien und nicht auf die von einem Krankenhaus, von einer Universitätsanstalt oder von der öffentlichen Hand betriebenen Laboratorien bezieht, ist darauf zurückzuführen, dass letztere Kategorien von Laboratorien einer spezifischen Gesetzgebung unterliegen, die hinsichtlich der inneren Kontrolle der Laboratorien zu einem ähnlichen Ergebnis führt.

Unter diesen Umständen könnte die Bestimmung des Artikels 3 § 6 nicht als eine Vorschrift betrachtet werden, die eine unterschiedliche Behandlung einführen würde, für die es keine objektive und angemessene Rechtfertigung gäbe.

3. Bezüglich des Artikels 24 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

B.3. Artikel 24 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 bestimmt, dass die Vorschriften des Artikels 3 des königlichen Erlasses Nr. 143, so wie abgeändert durch Artikel 17 des Programmgesetzes, spätestens am ersten Tag des sechsten Monats, der auf denjenigen der Veröffentlichung dieses Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* folgt, erfüllt sein müssen.

Diese Bestimmung ist mit der Gesamtheit der Bestimmungen des vorgenannten Artikels 3 untrennbar verbunden; sie muss folgerichtig insofern für nichtig erklärt werden, als sie sich auf die Bestimmungen des Artikels 3 § 2 Absatz 2, des Artikels 3 § 4 2° und 3° sowie des Artikels 3 § 4 7° bezieht, soweit dieser die in 2° und 3° bezeichneten Verpflichtungen betrifft.

4. Bezüglich des Artikels 25 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

B.4.1. Artikel 25 des Programmgesetzes fügt in Artikel 34^{quater} des Gesetzes vom 9. August 1963 zur Schaffung und Gestaltung eines Systems der Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität, so wie abgeändert durch die Gesetze vom 8. April 1965 und 7. Juli 1976 sowie durch die königlichen Erlasse Nr. 408 vom 18. April 1986 und Nr. 533 vom 31. März 1987, einen folgendermassen lautenden, neuen Absatz ein :

« Der König legt in einem im Ministerrat verhandelten Erlass nach Stellungnahme des Verwaltungsausschusses der Dienststelle für Gesundheitspflege die Bedingungen und spezifischen Regeln fest, nach denen der Vorteil der unmittelbaren Zahlung der Intervention der Krankenversicherung für Leistungen klinischer Biologie, die für nicht in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte erbracht werden, von den Versicherungsanstalten für die in Artikel 153 § 6 bezeichneten Laboratorien gewährt oder zurückgenommen werden kann. »

B.4.2 Diese Bestimmung bringt keine Unterscheidung aufgrund des krankenhausegebundenen bzw. nicht krankenhausegebundenen Charakters des Laboratoriums zustande, da sie alle « in Artikel 153 § 6 bezeichneten Laboratorien betrifft, d.h. alle Laboratorien für klinische Biologie, die die Interventionsbedingungen der Krankenversicherung erfüllen. Sie schafft gleichwohl eine Unterscheidung je nachdem, ob der Berechtigte der durch das Laboratorium erbrachten Leistung klinischer Biologie hospitalisiert ist oder nicht. Der Genuss der unmittelbaren Zahlung der Intervention der Krankenversicherung kann für Leistungen nur an nicht hospitalisierte Berechtigte spezifischen Bedingungen unterworfen werden. Diese Unterscheidung beruht auf einem objektiven und angemessenen Kriterium.

B.4.3. Das vom Gesetzgeber verfolgte Ziel besteht darin, den medizinischen Überkonsum zu bekämpfen. Der Gesetzgeber kann der Ansicht sein, dass dieses Ziel mit verschiedenen Mitteln verwirklicht werden kann, je nachdem, ob die Leistungen an hospitalisierte Berechtigte gerichtet sind oder nicht. Die Prüfung der Erheblichkeit und Verhältnismässigkeit der Mittel entzieht sich der Kontrolle durch den Schiedsgerichtshof, insofern die Gewährungs- und Entziehungbedingungen durch königlichen Erlass festzulegen sind. Bei der Verabschiedung der Erlasse zur Durchführung dieser Gesetzesbestimmung muss die vollziehende Gewalt die Bestimmungen der Artikel 6 und 6bis der Verfassung einhalten. Es obliegt jedoch nicht dem Schiedsgerichtshof, diese Erlasse auf ihre Verfassungsmässigkeit hin zu prüfen.

B.4.4. Die Bestimmung sieht vor, dass die Gewährung bzw. Aberkennung des Vorteils der Drittzahlerregelung den Versicherungsanstalten anvertraut wird.

Dem Gleichheitsgrundsatz wird kein Abbruch getan, indem die Massnahmen, die die Tätigkeit eines Laboratoriums ungünstig beeinflussen können, von Anstalten genommen werden sollten, deren Mitglieder selbst Angehörige oder Gesellschafter einer ein Laboratorium betreibenden juristischen Person sein können, soweit diese Versicherungsanstalten nur mit der Durchführung von Vollstreckungsmassnahmen beauftragt werden.

Bezüglich der Artikel 26 und 27 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

B.5.1. Artikel 26 des Programmgesetzes nimmt an Artikel 34^{octies} des Gesetzes vom 9. August 1963 zur Schaffung und Gestaltung eines Systems der Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität, eingefügt durch Artikel 68 des Gesetzes vom 7. November 1987 zur Eröffnung vorläufiger Kredite für die Haushaltsjahre 1987 und 1988 und mit finanziellen und sonstigen Bestimmungen, einige Änderungen vor

Artikel 27 des Programmgesetzes fügt in dasselbe Gesetz vom 9. August 1963 einen Artikel 34^{decies} ein, der der vollziehenden Gewalt die Verpflichtung auferlegt, jährlich den Gesamthaushalt der Finanzmittel landesweit für Leistungen klinischer Biologie festzulegen, sowie « die Verteilung dieses Haushalts, je nachdem, ob die vorgenannten Leistungen für hospitalisierte oder nicht hospitalisierte Berechtigte erbracht worden sind ».

B.5.2. Die klagenden Parteien machen geltend, dass das eingeführte doppelte Haushaltssystem den gesetzlichen Rahmen bilde, der Diskriminierungen zugunsten der in Artikel 3 § 1 5° und 6° des königlichen Erlasses Nr. 143 bezeichneten Bewirtschaftern von Laboratorien und zuungunsten u.a. der in Artikel 3 § 1 4° desselben Erlasses bezeichneten Bewirtschaftern von Laboratorien ins Leben rufe.

Die klagenden Parteien sind der Ansicht, dass das gesetzlich organisierte System es ermögliche, unterschiedliche Interventionen zu Lasten der Krankenversicherung zu schaffen für technisch identische Analysen, die in gleicherweise anerkannten Laboratorien von gleich kompetenten Leistungserbringern erbracht würden, je nachdem, ob diese identischen Leistungen für hospitalisierte oder nicht hospitalisierte Patienten erbracht worden seien.

B.5.3. Die haushaltsmässige Unterscheidung zwischen den Laboratorien, die Leistungen klinischer Biologie für hospitalisierte Berechtigte erbringen, und denjenigen, die solche für nicht hospitalisierte Berechtigte erbringen, ist objektiv und vernünftigerweise vertretbar. Die angefochtenen Bestimmungen erlegen den Klägern keine Lasten auf, die denjenigen der Krankenhauslaboratorien gegenüber unverhältnismässig wären.

Der Hof kann nicht prüfen, ob bei der Einführung dieses Unterschieds und bei den für jede Kategorie getroffenen Massnahmen der Gleichheitsgrundsatz verletzt wird, da diese Einführung von einer Intervention des Königs abhängt, die nicht in die Zuständigkeit des Hofes fällt.

Die angesichts der Artikel 26 bis 27 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 vorgebrachten Klagegründe sind daher unbegründet.

6. Bezüglich der Artikel 26 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

B.6.1. Artikel 26 des Programmgesetzes bestimmt folgendes :

« Nach Abschnitt 1^o des Kapitels 4 von Titel III desselben Gesetzes wird ein folgendermassen lautender Abschnitt 1^o *novies* eingefügt :

« Abschnitt 1^o *novies*. Leistungen klinischer Biologie für nicht in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte.

Abchnitt 34^{undecies}. Der König kann nach Stellungnahme des Nationalen Ärzte- und Krankenkassenausschusses die notwendigen Massnahmen ergreifen, um zu verhindern, dass der landesweite Finanzmittelhaushalt für Leistungen klinischer Biologie für nicht in ein Krankenhaus aufgenommene Berechtigte im Sinne des Artikels 34^{decies} überschritten wird. Diese Stellungnahme ist innerhalb von 45 Tagen abzugeben. Ausserdem kann der König die Kriterien und Modalitäten bestimmen, nach denen die Beträge, um die dieser Haushalt überschritten wird bzw. werden wird, von den Laboratorien für klinische Biologie zurückgefordert werden, sowie die Regeln, nach denen die auf die Konten der Landesanstalt für Kranken- und Invalidenversicherung zurückzuerstattenden Beträge berechnet werden. »

B.6.2. Die klagenden Parteien betonen, dass die Möglichkeit der Bestrafung bei Überschreitung nur in bezug auf den getrennten Haushalt, festgesetzt für Leistungen klinischer Biologie für nicht hospitalisierte Berechtigte, organisiert sei.

B.6.3. Diese Bestimmung unterscheidet zwischen den Laboratorien für klinische Biologie, je nachdem, ob sie Leistungen klinischer Biologie für hospitalisierte oder nicht hospitalisierte Berechtigte erbringen. Diese Unterscheidung ist objektiv und vernünftigerweise vertretbar. Der Hof kann nicht urteilen, ob bei der Einführung dieser Unterscheidung und in den für jede Kategorie ergriffenen Massnahmen der Gleichheitsgrundsatz verletzt wird, weil diese Einführung von einer Intervention des Königs abhängt, die sich der Kontrolle durch den Hof entzieht.

7. Bezüglich des Artikels 29 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988

B.7. Artikel 29 des Programmgesetzes hebt Artikel 71 des Gesetzes vom 7. November 1987 auf, durch das vorläufige Kredite für die Haushaltsjahre 1987 und 1988 eingeräumt wurden und das finanzielle und sonstige Bestimmungen enthält.

Artikel 71 des Gesetzes vom 7. November 1987 ist eine Übergangsbestimmung; seine zeitliche Geltung war auf die Haushaltsjahre 1987 und 1988 beschränkt. Die klagenden Parteien haben kein Interesse daran, seine Nichtigkeit zu beantragen.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

1. willigt in den Klageverzicht des Klägers Leyssen ein;
2. erklärt

1° in Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1982, der in den königlichen Erlass Nr. 143 vom 30. Dezember 1982 einen Artikel 3 § 2 Absatz 2 einfügt, die Wortfolge « oder 4° »,

2° Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 insofern, als er in den königlichen Erlass Nr. 143 vom 30. Dezember 1982 einen Artikel 3 § 4 2° und 3° einfügt, soweit diese Bestimmungen die in Artikel 3 § 1 4° dieses Erlasses bezeichneten Laboratorien betreffen,

3° Artikel 17 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988 insofern, als er in den königlichen Erlass Nr. 143 vom 30. Dezember 1983 einen Artikel 3 § 4 7° einfügt, soweit diese Bestimmung die in 2° und 3° bezeichneten Verpflichtungen betrifft,

4° Artikel 24 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, soweit er die vorgenannten, für nichtig erklärten Bestimmungen betrifft,

für nichtig;

3. weist die Klage im übrigen zurück.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Oktober 1989.

Der Kanzler,
H. Van der Zwahlen.

Der Vorsitzende,
J. Sarot